

République Islamique de Mauritanie



البنك المركزي الموريتاني

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

RAPPORT ANNUEL 2015

JUIN 2016

RAPPORT SUR L'EXERCICE 2015

Présenté à Son Excellence Monsieur le Président de la République
Par Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie

Monsieur le Président,

En application de l'article 91 de l'ordonnance 2007/004 du 12 janvier 2007 portant Statut de la Banque Centrale de Mauritanie, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel sur l'évolution économique et monétaire au titre de l'exercice 2015.

Ce rapport comporte, en sa partie IX, les comptes annuels ainsi qu'un compte rendu des activités et opérations de la Banque conformément à l'article 90 de l'ordonnance sus mentionnée.

Monsieur le Président,

L'évolution économique au niveau international a été caractérisée, en 2015, par une décélération du rythme de croissance de l'économie mondiale sur fond de poursuite de la chute des cours des matières premières et d'appréciation du dollar par rapport aux principales monnaies. Reflétant la lenteur de la reprise dans les pays avancés et l'affaiblissement du rythme de croissance économique dans les pays émergents et en développement, la croissance mondiale est revenue à 3,1% contre de 3,4% en 2014. Ce ralentissement s'est accompagné d'une chute des cours sur les marchés mondiaux des produits de base en raison de l'abondance de l'offre face à la faiblesse de la demande notamment en provenance de la Chine, dans un contexte de réorientation de l'économie chinoise vers un modèle de croissance tirée davantage par les services et la consommation que par les investissements et les exportations. Aussi, la progression des échanges commerciaux est-elle restée modérée tandis que l'inflation s'est de nouveau ralentie en dépit de la poursuite de politiques monétaires très accommodantes par les principales banques centrales des économies avancées pour soutenir la croissance et prévenir la déflation qui menace ces pays.

S'agissant de l'économie nationale, les résultats enregistrés en 2015 restent globalement positifs en dépit de la persistance de facteurs exogènes défavorables notamment la chute continue des cours des produits exportés, en particulier le minerai de fer. Si la croissance économique a été moins soutenue qu'en 2014, les équilibres fondamentaux de l'économie ont été maintenus voire améliorés notamment l'inflation, le compte courant extérieur et le déficit budgétaire.

La croissance du produit intérieur brut s'est sensiblement décélérée en 2015, revenant à 2% contre 6,6% l'année précédente, sous l'effet notamment d'une contraction de la valeur ajoutée du secteur secondaire (-6,5%), en particulier les bâtiments et travaux publics (-15,7%) et les industries extractives (-6,9%) dont l'activité a été affectée par la chute des cours des produits miniers. Quant aux secteurs primaire et tertiaire, ils ont enregistré une progression de leur valeur ajoutée respectivement de 3,8% et 5,8%. Du côté de la demande, la croissance économique a été soutenue principalement par les exportations nettes dont le solde négatif s'est redressé de 22,7% sous l'effet d'un recul sensible des importations en liaison avec la diminution de la facture pétrolière et la réduction des importations des industries extractives. La demande intérieure s'est, quant à elle, repliée de 6,4% du fait de la contraction de la formation brute de capital fixe qui a compensé la hausse de la consommation publique et privée.

S'agissant de l'évolution des prix, les tensions inflationnistes se sont atténuées à la faveur de la baisse des prix mondiaux des produits alimentaires, mais aussi grâce aux mesures de soutien aux prix des produits de première nécessité en faveur des populations vulnérables dans le cadre de la poursuite du programme *EMEL*, et de la politique monétaire prudente menée par les Autorités monétaires. L'inflation a ainsi été contenue à 0,5% en 2015 en moyenne annuelle (-2,8% en glissement annuel) contre 3,5% en 2014 (4,7% en glissement annuel).

Au niveau des comptes extérieurs, nonobstant la détérioration des termes de l'échange, le déficit des transactions courantes s'est contracté de 30,6% en 2015 pour s'établir à MRO 308.6 milliards, sous l'effet combiné d'une réduction du déficit commercial et d'un allègement du déficit de la balance des services et revenus. Le solde négatif des échanges commerciaux s'est en effet contracté

de 16% en 2015, la baisse des importations ayant largement compensé celle des exportations. Ces dernières ont connu une baisse de près de 30% sous l'effet notamment d'une chute de plus de 50% des exportations de fer suite à l'effondrement des cours (-43%). Parallèlement, les importations de biens ont enregistré un repli de 21% résultant notamment de la diminution de la facture énergétique suite à la baisse des cours du brut, et de la réduction des importations des industries extractives en liaison avec la baisse de leur activité. Quant au déficit de la balance des services et revenus, il s'est chiffré à MRO 185,8 milliards en 2015, soit une contraction annuelle de 29,6% consécutive à la diminution des paiements au titre du fret et des autres services et du versement de la première tranche de la redevance dans le cadre du nouvel accord de pêche conclu avec l'UE en 2015. Pour leur part, les transferts courants ont enregistré une hausse de 69% grâce à une mobilisation accrue des aides budgétaires notamment bilatérales.

Le compte de capital et d'opérations financières a, quant à lui, enregistré un excédent de MRO 404,9 milliards, en hausse de 9,5% par rapport à son niveau en 2014. En effet, l'accroissement sensible des décaissements sur emprunts à moyen et long terme a permis de compenser le recul des flux financiers à court terme lié à la baisse des importations et à la réduction des rapatriements des recettes d'exportation de la SNIM suite à la chute de ses ventes. L'excédent des opérations financières et de capital a permis de couvrir le déficit courant et de dégager un excédent du solde global de la balance des paiements de MRO 51,5 milliards. En conséquence, le niveau des avoirs extérieurs bruts de la Banque centrale s'est consolidé pour s'établir en fin 2015 à 821,3 millions de dollars, soit 7,9 mois d'importations de biens et services (hors importations des industries extractives) contre 5,7 mois en 2014.

En ce qui concerne les finances publiques, l'exécution budgétaire en 2015 reflète la poursuite des efforts du Gouvernement visant à préserver la viabilité des finances publiques tout en maintenant l'effort d'investissement dans les domaines sociaux et des infrastructures en vue de réduire la pauvreté et d'améliorer les perspectives de croissance économique. Les recettes budgétaires totales (dons compris) ont atteint MRO 460,2 milliards, enregistrant une hausse annuelle de 8,5% contre 0,2% en 2014. En effet, la baisse de 3,9% enregistrée par les recettes fiscales a été compensée par la hausse des recettes non fiscales et des dons. Quant aux dépenses totales, elles se sont élevées à MRO 513,7 milliards, s'inscrivant en hausse de 7,2% par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte notamment de l'augmentation des dépenses d'investissement à un rythme soutenu, soit 14,8% après 12,9% en 2014. Celles-ci demeurent financées à hauteur des deux tiers par les ressources propres de l'Etat et un tiers par les ressources extérieures. Quant aux dépenses courantes, leur progression n'a pas dépassé 1,1% traduisant ainsi la politique du gouvernement visant à rationaliser les charges de fonctionnement de l'Etat.

En définitive, l'exécution du budget 2015 a donné lieu à un déficit global (dons compris) de MRO 53,5 milliards représentant 3,5% du PIB, soit un niveau comparable à celui enregistré en 2014. Ce déficit a été financé essentiellement par recours aux emprunts extérieurs à des conditions concessionnelles.

Au plan monétaire, la Banque centrale a, tout au long de l'année, maintenu sa ligne directrice visant à préserver la stabilité des prix dans un contexte de liquidité bancaire relativement abondante quoique légèrement orientée à la baisse. Ce faisant, elle a maintenu inchangés son taux directeur et le



taux de la réserve obligatoire respectivement à 9% et 7% malgré une inflation assez faible. Les banques ont néanmoins continué à assurer le financement de l'économie au vu de l'évolution du crédit au secteur privé qui a enregistré un accroissement de 9,7% en 2015 contre 11,2% l'année précédente. La masse monétaire a, quant à elle, enregistré une nette décélération de son rythme de progression, revenu à 0,4% au lieu de 8,6% en 2014, la hausse du crédit intérieur ayant été en grande partie compensée par la contraction des avoirs extérieurs nets.

Des performances importantes ont été réalisées par l'économie nationale ces dernières années avec un taux de croissance moyen supérieur à 5% sur la période 2011-2015 et une inflation moyenne inférieure à 4%. En outre, des investissements publics considérables ont été réalisés dans les infrastructures sociales et de base, portant ainsi le rythme moyen de progression des dépenses d'équipement à plus de 29% au cours de la même période. Tout en contribuant à renforcer le potentiel de croissance économique, cet effort soutenu en faveur des investissements publics a permis de réaliser un bond dans le domaine des infrastructures au niveau des secteurs clefs tels que le transport, l'énergie, la pêche, l'agriculture, l'hydraulique, etc.

Dans le domaine de l'environnement des affaires, des avancées notables ont été réalisées en 2015 permettant à la Mauritanie de gagner huit places dans le classement 2015 du *Doing Business* de la Banque mondiale et d'être classée parmi les dix pays les plus réformateurs au titre de l'année 2015.

Au plan sécuritaire, les pouvoirs publics ont su faire face avec succès aux défis que posent les crises sécuritaires transfrontalières et la lutte contre le terrorisme. Prenant la mesure des enjeux, l'Etat a mis en œuvre les politiques sécuritaires appropriées qui ont permis de prévenir l'instabilité et l'insécurité. En dépit des risques existant aux niveaux frontalier et régional, la Mauritanie jouit, aujourd'hui, d'une stabilité et d'une sécurité qui constituent des atouts majeurs pour son développement économique et social.

En ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, l'année 2015 aura été marquée par la fin des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) couvrant la période 2000-2015 et par le lancement par les Nations Unies d'un nouveau programme mondial de lutte contre la pauvreté avec l'adoption des Objectifs pour le Développement Durable (ODD) 2016-2030. Le bilan de la Mauritanie en matière de lutte contre la pauvreté reste largement positif avec une réduction de l'incidence de la pauvreté de 51% en 2001 à 42% en 2008 et à 31% en 2014 tandis que celle de l'extrême pauvreté est passée de 29,2% en 2001 à 25,9% en 2008 et à 16,6% en 2014. La nouvelle Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée 2016-2030 en cours de finalisation, devrait permettre à la Mauritanie de saisir l'opportunité offerte par ce nouvel élan international pour mobiliser davantage de ressources pour le financement de son développement économique et social.

La préparation de la nouvelle stratégie pour l'atteinte des ODD intervient cependant dans un contexte difficile où l'économie nationale est confrontée, depuis 2014, à un choc des termes de l'échange qui s'est nettement amplifié en 2015 et qui, selon les prévisions, devrait se prolonger à moyen terme. Face à la persistance d'une telle situation, une accélération des réformes structurelles, notamment celles favorisant une plus grande diversification économique devrait constituer une priorité afin que la dynamique de croissance enregistrée ces dernières années ne soit pas remise en cause du fait du retournement du cycle haussier des prix des produits de base. Pour consolider les progrès

accomplis et faire face aux défis qu'imposent les nouvelles données de l'environnement international, la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur privé devrait être accélérée en vue de promouvoir un environnement plus attractif pour l'investissement privé tant étranger que national.

En 2015, La politique de change flexible mise en œuvre par la BCM a contribué à amortir le choc inhérent à la forte dépréciation des termes de l'échange tout en préservant la stabilité des prix. Reflétant l'évolution des principales devises sur les marchés des changes internationaux, le taux de change de l'ouguiya s'est déprécié de 7,4% en moyenne annuelle par rapport au dollar tandis qu'il s'est apprécié de 9% vis-à-vis de l'euro. Quant à l'écart entre les taux de change officiel et parallèle, il demeure insignifiant, corroborant l'équilibre global du marché de change officiel.

Parallèlement à sa politique de change, la Banque centrale, tout en préservant la souplesse des procédures du marché des changes, s'est attelée à améliorer sa transparence et à renforcer le contrôle a posteriori sur les utilisations de devises en vue de limiter la fuite des capitaux qui se fait au détriment de la monnaie nationale et de l'économie dans son ensemble. De telles sorties accroissent, en effet, la pression sur le taux de change de la monnaie nationale tout comme elles privent l'économie de ressources importantes pour le financement du développement.

Par ailleurs, une réforme stratégique visant la modernisation et la mise à niveau du système d'information, a été engagée en 2015, sous l'impulsion des Autorités de la Banque. Les actions entreprises dans ce domaine visent notamment à généraliser l'automatisation des processus de traitement et de gestion des flux d'information au sein de la Banque en vue de leur optimisation. Dans ce cadre, un vaste chantier de réformes touchant la plupart des domaines d'activité de la Banque centrale a été lancé, dont les composantes ont été déclinées sous forme de projets. La réalisation de ces projets constituera un saut qualitatif majeur au niveau du traitement et de la gestion de l'information et permettra à la Banque de s'adapter aux mutations de son environnement et de renforcer ses capacités à réaliser ses missions.

Sur un autre plan, un nouveau portail de diffusion des données économiques et financières sur l'économie mauritanienne est en voie de lancement et devrait bientôt être accessible au public via le site web de la Banque centrale. Il permettra à toutes les catégories d'utilisateurs (grand public, chercheurs, étudiants, etc.) d'accéder à des bases de données actualisées couvrant divers domaines économiques et financiers (commerce extérieur, monnaie, change, secteur financier, secteur réel, finances publiques).

Dans le domaine du renforcement de ses capacités d'analyse et de prévision économiques, les actions menées par la Banque ont abouti à la mise en place d'un modèle pour la prévision et l'analyse de l'inflation. Un tel outil est de nature à améliorer l'analyse des liens entre la politique monétaire et l'évolution des prix en apportant davantage d'éclairage sur l'évolution de l'inflation et ses déterminants. L'amélioration du cadre opérationnel des politiques monétaire et de change sera poursuivie dans le cadre de la réforme en cours avec l'assistance technique du FMI en vue d'une gestion plus efficace de la liquidité dans l'objectif de renforcer l'action de la Banque centrale dans ces domaines.

S'agissant du cadre stratégique soutenant l'action de la Banque centrale, une salle de pilotage a été créée où une batterie d'indicateurs pertinents sont désormais régulièrement suivis pour s'assurer de leur évolution vers les objectifs retenus et, le cas échéant, procéder, à temps, à la mise en œuvre d'actions visant à assurer la réalisation des objectifs arrêtés dans les principaux domaines d'intervention de la Banque.

Dans le domaine financier, la Banque centrale a poursuivi ses actions visant à renforcer la surveillance financière et consolider la stabilité du système financier. La supervision basée sur les risques a ainsi été renforcée à travers la mise en place d'un système de notation des banques prenant en compte non seulement les aspects prudentiels, mais aussi le système de gouvernance, le dispositif de contrôle interne, la gestion des risques ainsi que le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent. Un tableau de bord assorti d'une batterie d'indicateurs permet désormais à la Banque centrale d'avoir une vue synthétique de la situation du système financier. En outre, afin d'améliorer l'efficacité du système de contrôle, la Banque centrale s'est engagée dans une véritable modernisation de ses outils de supervision notamment à travers la mise en place d'une ligne sécurisée permettant la transmission en temps réel des données entre les banques et la BCM.

Sur le plan juridique, le processus de révision de la loi bancaire et de la loi portant statut de la BCM se trouve à un stade avancé. Les projets de loi en cours de finalisation visent notamment à renforcer le rôle de la Banque centrale en matière de supervision du système financier et à consolider son indépendance. Aussi, pour accompagner et promouvoir le développement de la finance islamique en Mauritanie, la Banque centrale est en train de revoir le dispositif juridique et réglementaire en vue de l'adapter aux institutions financières islamiques. Celles-ci devraient ainsi bénéficier d'un cadre spécifique favorisant l'exercice de leur activité en conformité avec la *Shari'a*.

Le système des paiements est, lui aussi, en voie de modernisation suite à l'évaluation des infrastructures du système financier menée avec l'assistance de la Banque mondiale dans le cadre du Programme d'Evaluation du Secteur Financier. A cet égard, les actions engagées visent à mettre en place un système de paiement automatisé permettant le règlement brut en temps réel des paiements de gros montants ainsi que la compensation automatisée des paiements de détail. De même, pour accroître l'inclusion financière en assurant des services financiers efficaces et à moindre coût pour la population, le cadre juridique et réglementaire en préparation vise à favoriser les innovations, en particulier le *Mobile-Payment* dont le potentiel, encore inexploité, est très important compte tenu de la généralisation de l'usage du téléphone portable dans la population.

L'expansion du système bancaire et l'intensification de la concurrence entre les banques ont contribué à une réduction des coûts des services financiers. Cependant, les conditions de financement demeurent contraignantes notamment pour les PME dans la mesure où les banques continuent d'exiger un niveau élevé de garanties pour l'octroi du crédit. Qui plus est, l'essentiel des ressources bancaires est constitué de dépôts à court terme alors que le financement des investissements nécessite des ressources plus stables. Pour desserrer la contrainte liée à l'insuffisance des ressources stables du système bancaire par rapport aux besoins en matière de financement des investissements privés, la BCM s'est orientée vers la mobilisation de ressources extérieures à moyen et long terme en faveur des PME. C'est dans ce cadre que s'inscrit la ligne de crédit de USD 50 millions mobilisée auprès du FADES et mise à la disposition des PME, à des conditions avantageuses, à travers les

banques. D'autres mécanismes sont également à l'étude en vue d'assouplir les conditions d'accès au crédit bancaire pour les PME. Pour assurer l'accompagnement du secteur privé, les banques sont appelées à mettre en place des mécanismes adaptés pour améliorer leurs capacités d'analyse des risques afférents aux PME en vue d'assouplir les conditions d'accès au crédit. De leur côté, les PME devraient également faire des efforts au niveau de l'amélioration de leur gestion et leur transparence en vue de réduire l'asymétrie d'information à l'origine de la perception d'un risque élevé par les banques.

Des progrès importants ont, certes, été accomplis ces dernières années notamment dans le domaine des infrastructures, de la réduction de la pauvreté et de la stabilisation du cadre macroéconomique, mais l'économie nationale demeure confrontée à des défis importants liés principalement à la dépendance à l'égard des matières premières et, d'une manière générale, aux insuffisances inhérentes au climat des affaires. A cet effet, la nouvelle stratégie de développement 2016- 2030 en préparation, devrait accorder la priorité à l'accélération des réformes visant à promouvoir la diversification de l'économie afin de renforcer sa résilience aux chocs externes et d'atteindre une croissance plus soutenue et plus inclusive permettant de répondre aux attentes en matière d'emploi et de réduction de la pauvreté et des disparités sociales. Une telle croissance est d'autant plus réalisable que le secteur privé en est le moteur principal, ce qui nécessite une amélioration significative et continue de l'environnement de l'entreprise.

Nouakchott, le 15 juin 2016

Abdel Aziz Dahi

PREMIÈRE PARTIE :	17
ENVIRONNEMENT	17
INTERNATIONAL	17
I. LA CROISSANCE MONDIALE	19
II. L'INFLATION	23
III. LE COMMERCE INTERNATIONAL	25
IV. LES MARCHES FINANCIERS	27
IV-1. Évolution des principales places boursières	28
IV-2. Les Taux d'intérêt	28
IV-3. Le marché des changes	28
IV-4. Le marché des matières premières	29
IV-5. Le Pétrole	29
IV-6. L'or	30
IV-7. Le Cuivre	30
IV-8. Le Fer	31
IV-9. Le Sucre	31
IV-10. Le Blé	32
IV-11. Le Riz	32
DEUXIÈME PARTIE :	33
LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE	33
I. L'ACTIVITE ECONOMIQUE	35
I-1. Analyse sectorielle	36
I-1-1. Le secteur primaire	36
I-1-1-a. L'agriculture	37
I-1-1-b. L'élevage	37
I-1-1-c. La pêche	37
I-1-2. Le secteur secondaire	38
I-1-2-a. Les activités extractives	38
I-1-2-a-i. Les mines	38
I-1-2-a-ii. Le pétrole	39
I-1-2-b. Les industries manufacturières	39
I-1-2-c. Le Bâtiment et les Travaux Publics	39
I-1-3. Le Secteur tertiaire	40
I-1-3-a. Le Transport et les Télécommunications	40
I-1-3-b. Le Commerce	40
I-1-3-c. Les autres services	40
I-1-3-d. Les Administrations Publiques	40
I-1. La Demande	40
I-1-1. La Consommation	41
I-1-2. L'Investissement	41
II. L'INFLATION	43
III. LE SECTEUR EXTERIEUR	47
III-1. Les Transactions courantes	48
III-1-1. La Balance Commerciale	49
III-1-1-a. Les exportations	49
III-1-1-b. Les Importations	52
III-1-2. Les Services	54
III-1-3. Les Revenus	54
III-1-4. Les Transferts courants	54
III-2. Le Compte de capital et d'opérations financières	54
IV. DETTE EXTERIEURE	59
IV-1. L'encours de la dette extérieure	60
IV-1-1. La dette bilatérale	60
IV-1-2. La dette multilatérale	61
IV-1-3. Les encours par devise	61
IV-1-4. Les encours par emprunteur	62

IV-2. Le Service de la dette extérieure	62
IV-2-1. Le service de la dette par créancier	63
IV-2-2. Le service de la dette par débiteur	63
IV-2-3. Le service de la dette par devise	64
IV-3. Les Décaissements sur emprunts extérieurs	64
IV-3-1. Les décaissements sur prêts bilatéraux	65
IV-3-2. Les décaissements sur prêts multilatéraux	66
IV-3-3. Répartition des décaissements par bénéficiaires	66
IV-3-4. Les décaissements par devise	67
V. FINANCES PUBLIQUES	69
V-2. L'exécution budgétaire	71
V-2-1. Les Ressources budgétaires	71
V-2-1-a. Les recettes fiscales	71
V-2-1-b. Les recettes non fiscales hors dons	72
V-2-2. Les Dépenses budgétaires	74
V-2-2-a. Les dépenses courantes	74
V-2-2-b. Les dépenses d'investissement et prêts nets	75
V-2-3. Le Solde budgétaire et son financement	75
VI. LA MONNAIE	77
VI-2. Les Agrégats monétaires	80
VI-2-1. La masse monétaire M2	80
VI-2-2. Les contreparties de la masse monétaire	80
VI-2-2-a. Les avoirs extérieurs nets	81
VI-2-2-b. Le crédit intérieur	81
VI-2-2-b-i. Les créances nettes sur l'État	81
VI-2-2-b-ii. Les concours à l'économie	82
VII. LE MARCHÉ DES CAPITAUX	83
VII-1. Le marché des Bons du Trésor	84
VII-1-1. Encours des bons du trésor et taux d'intérêt	84
VII-3. Les opérations de la chambre de compensation	86
VII-4. Les opérations de monétique	87
VIII. LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIERE	89
VIII-1. La structure du secteur financier	90
VIII-2. Activité de contrôle et de supervision bancaire	91
VIII-2-1. Les règles prudentielles	91
VIII-2-1-b. Les fonds propres nets	91
VIII-2-1-c. L'équilibre entre ressources stables et actifs immobilisés	92
VIII-2-1-d. La couverture des risques	92
VIII-3. La rentabilité des banques	92
VIII-4. L'activité du secteur financier	93
VIII-4-1. Les Banques	93
VIII-4-1-a. La distribution des crédits par les banques	93
VIII-5. Les institutions de micro-finance	96
VIII-5-1. Les crédits	96
VIII-5-2. Les dépôts	96
IX- LES ETATS FINANCIERS DE LA BCM	97
IX-1 ANALYSE DES COMPTES DE LA BCM POUR L'EXERCICE 2015	99
IX-1.1 COMPTES DU BILAN	99
IX-1.2 LES COMPTES DE RÉSULTATS	101
X- OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE DE LA BCM	105
XI- ANNEXES	110

LISTE DES ABREVIATIONS

B

- **BCM** : Banque Centrale de Mauritanie
- **BID** : Banque Islamique de Développement
- **BTP** : Bâtiment et Travaux Publics

C

- **CAPEC** : Caisses populaires d'Épargne et de Crédit
- **CNSRH** : Comité National de Suivi des Revenus des Hydrocarbures

D

- **DGD** : Direction Générale des Douanes
- **DGE** : Direction Générale des Études
- **DGML** : Direction Générale des Marchés et de la Gestion de la Liquidité
- **DGSBF** : Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière
- **DGTCP** : Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

E

- **EMEL** : Programme gouvernemental de soutien aux prix des denrées de première nécessité en faveur des populations vulnérables

F

- **FADES** : Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social
- **FED** : Réserve Fédérale des États Unis
- **FKDEA** : Fonds Koweïtien pour Développement Economique Arabe
- **FMI** : Fonds monétaire international
- **FMA** : Fonds Monétaire Arabe
- **FNRH** : Fonds National des Revenus des Hydrocarbures
- **FOB** : Free On Board

I

- **IDA** : Association Internationale de Développement

L

- **LFI** : Loi de Finances Initiale
- **LFR** : Loi de Finance Rectificative

M

- **MEF** : Ministère de l'économie et des finances
- **MCM** : Société des Mines de Cuivre de Mauritanie
- **MRO** : Ouguiya

O

- **ONS** : Office Nationale de la Statistique
- **OPEP** : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

P

- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **PROCAPEC** : Agence Nationale de Promotion des Caisses Populaires de Crédit et d'Épargne
- **PCI DSS** : Conseil des normes de sécurité

S

- **SMCP** : Société Mauritanienne de Commercialisation de Poisson
- **SNIM** : Société Nationale Industrielle et Minière

T

- **TASIAST** : Société des Mines de Tasiast

U

- **USD** : Dollars des Etats-Unis
- **UE** : Union Européenne

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

PREMIÈRE PARTIE :

I. LA CROISSANCE MONDIALE



La croissance de l'économie mondiale a connu un ralentissement en 2015, en liaison avec les difficultés économiques dans les pays émergents et en développement, d'une part, et avec la faiblesse de la reprise économique dans les pays avancés, d'autre part. Le recul de l'inflation observé en 2014 s'est poursuivi en 2015 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base notamment le pétrole.

En 2015, la croissance mondiale est revenue à 3,1% au lieu de 3,4% enregistrée en 2014. Ce ralentissement résulte de la baisse de l'activité économique au niveau des pays émergents et en développements tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie au niveau des pays avancés grâce au dynamisme de l'économie américaine et à l'amélioration de la croissance des économies de la zone euro. La croissance des économies des pays avancés a ainsi atteint 1,9% en 2015 contre 1,8% en 2014, à la faveur de la poursuite de politiques monétaires accommodantes.

Le PIB de l'économie américaine a connu une hausse de 2,4% en 2015 comparable à celle enregistrée en 2014. Cette croissance a été tirée principalement par la consommation des ménages qui a connu une progression de 3,1% en 2015 après celle de 2,7% enregistrée en 2014 et par l'investissement non pétrolier, tandis que l'appréciation du dollar continue de peser sur les exportations.

Au Royaume-Uni, la croissance économique est revenue à 2,2% en 2015 après avoir atteint 2,9% en 2014. Ce ralentissement est imputable notamment à la décélération des investissements résidentiels alors que la consommation privée a connu une hausse de 2,9% soutenue par la baisse des prix.

S'agissant de la zone euro, la croissance du PIB s'est accélérée à 1,6% en 2015 par rapport à la hausse de 0,9% enregistrée en 2014. Cette amélioration a été favorisée par l'assouplissement des conditions de crédits, la hausse de la consommation privée et la contribution positive du solde net des échanges extérieurs.

En Allemagne, le PIB réel s'est accru de 1,5% en 2015 contre 1,6% l'an dernier, en relation avec le ralentissement de la production industrielle, soit (+0,4%) en 2015 au lieu de 1,9% en 2014. Quant à la France, elle a connu en 2015 une croissance de 1,1% contre 0,2% en 2014, grâce notamment à la hausse de 1,4% des dépenses de consommation des ménages contre 0,6% en 2014 alors que la formation brute de capital fixe a enregistré un léger fléchissement de 0,2% en 2015. En Italie, après une longue récession, le PIB a enregistré une progression annuelle de 0,8% à la faveur notamment d'une hausse de la production industrielle de 1,8%. Pour sa part, l'Espagne a réalisé un taux de croissance économique de 3,2% au lieu de 1,4% enregistré en 2014 sous l'effet d'une expansion de la demande intérieure sur fond de l'amélioration des conditions de financement et de la dépréciation de l'euro.

Au Japon, la croissance est restée faible avec un léger rebond de 0,5% en 2015 après une stagnation en 2014. Le ralentissement de la demande mondiale et la faiblesse de la consommation privée ont pesé sur l'activité économique.

Quant aux économies des pays émergents et en développement, le rythme de croissance du PIB réel s'est décéléré à 4% en 2015 par rapport à 4,6% en 2014. Cette évolution est principalement liée au ralentissement de la croissance en Chine et à la récession dans certains pays émergents notamment le Brésil et la Russie. L'économie chinoise a enregistré un ralentissement à 6,9% en 2015

contre 7,3% en 2014 suite à la décélération du rythme de croissance des investissements et du tassement des exportations. Au Brésil, l'activité économique a été marquée par une récession en 2015 avec une baisse de 3,8% du PIB en raison de nombreuses difficultés économiques. La production industrielle s'est contractée de 8,3% en 2015 après une baisse de 3% l'année précédente.

S'agissant de la Russie, le PIB s'est contracté de 3,7% en 2015 contre une hausse de 0,7% en 2014. Cette contreperformance est attribuable en partie à la baisse de la production industrielle de 3,2% en 2015 contre une augmentation de 1,7% en 2014.

L'économie indienne a, pour sa part, poursuivi sa dynamique de croissance soutenue avec une progression du PIB de 7,3% en 2015 contre 7,2 % en 2014, soutenue non seulement par la demande intérieure mais aussi par le commerce extérieur sur fond de la baisse des cours des produits de base.

Concernant les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le PIB a enregistré une hausse de 2,5% en 2015 contre 2,8% en 2014. Cette évolution est due en grande partie à la chute des cours du pétrole et à l'aggravation des conflits dans certains pays de la région. De même, la croissance en Afrique subsaharienne a connu un tassement avec un accroissement de son PIB de 3,4% contre 5,1% en 2014 en liaison notamment avec la poursuite de la chute des cours des matières premières.

II. L'INFLATION



En 2015, l'inflation mondiale s'est ralentie à 2,6% contre 3,2% en 2014 en liaison notamment avec la poursuite de la baisse des cours des produits de base en particulier le pétrole.

Au niveau des pays avancés, les prix à la consommation ont connu une très faible progression de l'ordre de 0,3% en 2015 contre 1,4% enregistrée en 2014, suite notamment au recul des prix de l'énergie. En dépit de la poursuite de politiques monétaires très accommodantes, les économies avancées sont restées sous la menace d'une déflation.

Aux États Unis, les prix ont enregistré une légère progression de 0,1% en 2015 contre 1,6% en 2014 tandis qu'au Royaume-Uni, ils ont connu une stagnation contre une progression de 1,5% en 2014. De même, l'indice des prix à la consommation de la zone euro est resté au même niveau qu'en 2014 reflétant une stabilisation du niveau des prix contre une hausse de 0,4% en 2014. A l'image de la zone, la France et l'Italie ont enregistré une stagnation des prix à la consommation en 2015 contre des hausses respectives de 0,5% et 0,2% en 2014.

Au Japon, l'inflation a atteint 0,8% en 2015 contre 2,7% en 2014, soit un niveau en deçà de la cible de 2% arrêtée par la Banque du Japon, ce qui traduit la menace de déflation qui pèse sur l'économie nipponne.

Dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'est établie à 5,3% en 2015 contre 5,4% en 2014. En Chine et en Inde, les taux d'inflation se sont situés respectivement à 1,4% et 5,9% en 2015 contre 2% et 6,4% en 2014. Par contre, en Russie et au Brésil, les prix à la consommation ont poursuivi leur hausse atteignant respectivement 15,5% et 9% contre 7,8% et 6,3% en 2014.

S'agissant de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, la hausse générale du niveau des prix a atteint 6,1% en 2015 contre 7,9% en 2014. Pour sa part, l'Afrique subsaharienne a enregistré une inflation de 6,4% en 2015 contre 6,2% en 2014.

III. LE COMMERCE INTERNATIONAL



En 2015, la croissance du volume du commerce mondial est restée stable, autour de 2,8%, en relation avec la décélération de la croissance mondiale et la faiblesse de la demande.

Les exportations en volume ont connu de faibles progressions par rapport à 2014, soit 2,6% pour les économies des pays développés et 3,3% pour les économies des pays émergents et en développement. Du côté des importations en volume, les économies des pays développées ont enregistré une progression de 4,5% en 2015 contre 3,5% en 2014, et celles des pays émergents et en développement ont accusé un net ralentissement à 0,2 % en 2015 contre 2,1% en 2014.

En valeur, les exportations mondiales ont atteint USD 15 985 milliards en 2015, montant en baisse de 13,5% par rapport à 2014, en raison notamment du recul des prix des produits de base, du rééquilibrage de l'économie chinoise en faveur d'une croissance tirée davantage par la consommation que par investissements et les exportations, et des difficultés de certains pays émergents comme le Brésil et la Russie. De même, les importations se sont chiffrées à USD 16 340 milliards, soit une baisse de 12,4% en 2015 au lieu d'une hausse de 0,7% en 2014.

S'agissant des Etats-Unis, les exportations et les importations ont fléchi respectivement de 7,1% et 4,3% en 2015. Pour la zone Euro, le commerce extérieur a connu un regain de dynamisme au premier trimestre avant connaître un ralentissement sur le reste de l'année. En définitive, les exportations ont totalisé un montant d'USD 5387 milliards, en baisse de 12,5% au lieu d'une hausse de 1,3% en 2014. Du côté des importations, celles-ci se sont établies à USD 5 316 milliards, soit un recul de 13,4% en 2015 contre 2,2% en 2014.

En ce qui concerne le Japon, les importations de marchandises ont connu une forte baisse au cours de l'année 2015, soit 20,2% contre 2,5% en 2014. Dans le même temps, les exportations ont subi une contraction de 9,5% en 2015, après celle de 3,5% en 2014.

Pour l'Afrique, les exportations ont enregistré une forte baisse de 29,6% en 2015 contre 8,2% en 2014. Quant aux importations elles ont baissé de 13,8% au lieu d'une augmentation de 2,1% en 2014.

L'échange mondial des marchandises en 2015 s'est réparti d'une façon inégale entre les régions du monde. Pour ce qui est des exportations, la Chine occupe la première place avec 13,8% suivi des États-Unis avec 9,1% et de l'Allemagne avec 8,1%. S'agissant des importations, les Etats-Unis occupent le premier rang avec 13,8%, suivi de la Chine avec 10% et de l'Allemagne avec 6,3%.

S'agissant d'échange de services, les exportations ont connu une baisse de 6,4% en 2015 pour se chiffrer à USD 4 675 milliards alors que les importations ont enregistré une régression de 5,4% pour se situer à USD 4 570 milliards. Parmi les catégories des services commerciaux, les transports ont enregistré la plus forte baisse en 2015, de l'ordre de 10%.

IV. LES MARCHES FINANCIERS



IV-1. Évolution des principales places boursières

Les places boursières ont été marquées par une stabilité durant la première moitié de l'année 2015, avant de connaître une période de volatilité liée aux inquiétudes relatives aux difficultés des économies des pays émergents, en particulier la Chine et aux anticipations de normalisation de la politique monétaire aux États-Unis.

Sur l'ensemble de l'année 2015, les principales places boursières ont évolué comme suit :

- le Dow Jones a perdu 2,3% en 2015 en passant de 17 833 points à 17 425 points ;
- le Nasdaq a gagné près de 8,6% à 4 593 points ;
- le Dax s'est accru de 8,3%, passant de 9 518 points à 10 310 points ;
- le CAC 40 a progressé de 9% pour se situer à 4 637,1 points ;
- le Footsie a perdu 4,4% en passant de 6 420 points à 6 137 points ;
- et le Nikkei a pris plus de 9,3% en passant de 17 408 points à 19 034 points.

IV-2. Les Taux d'intérêt

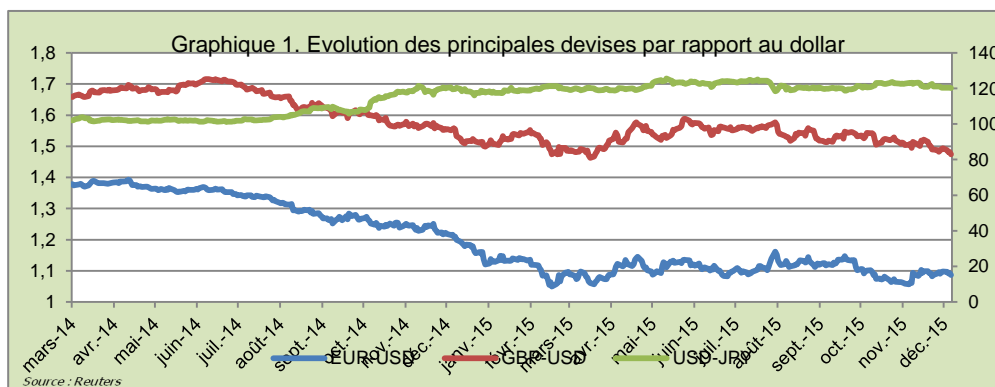
La Banque centrale américaine a procédé en décembre 2015 à une hausse de son taux directeur de 25 points de base, et ce, pour la première fois depuis 2006. La fourchette des taux d'intérêts est désormais comprise entre 0,25% et 0,5%. Le niveau encore très bas des taux d'intérêt reflète la poursuite d'une politique monétaire accommodante pour soutenir la relance de la croissance de l'économie américaine dans un contexte de faible inflation.

En 2015, le taux directeur de la Banque Centrale Européenne est resté inchangé à 0,05% dans le cadre de la mise en œuvre depuis mars 2015 de son programme d'assouplissement quantitatif visant à relancer l'activité économique. Les taux respectifs de prêt marginal et de dépôts ont également été maintenus à 0,30% et -0,20%. De même, la Banque d'Angleterre et celle du Japon ont laissé inchangé leurs principaux taux directeurs respectivement à 0,05%, et à 0,1%.

IV-3. Le marché des changes

Le marché des changes a été très mouvementé en 2015 avec de fortes variations entre les principales devises. En effet, le dollar américain s'est apprécié fortement par rapport à l'euro et à la livre sterling durant l'année 2015, en rapport avec le dynamisme de l'économie américaine par rapport à l'Europe et au Royaume-Uni mais aussi du fait des perspectives de hausse du taux directeur de la Fed dans le cadre d'une sortie progressive de sa politique monétaire très accommodante. Le dollar a connu une forte hausse au premier trimestre puis une stabilité durant les deux trimestres suivants avant de reprendre sa tendance haussière au dernier trimestre.

Entre janvier et décembre 2015, le dollar a enregistré une appréciation de 10% par rapport à l'euro (passant de 0,8263 pour un euro à 0,9208), de 5,3% par rapport à la livre sterling (passant de 0,6430 pour une livre à 0,6790) et par rapport au yen 0,44% (passant de 119,77 yens pour un dollar à 120,3 yens).

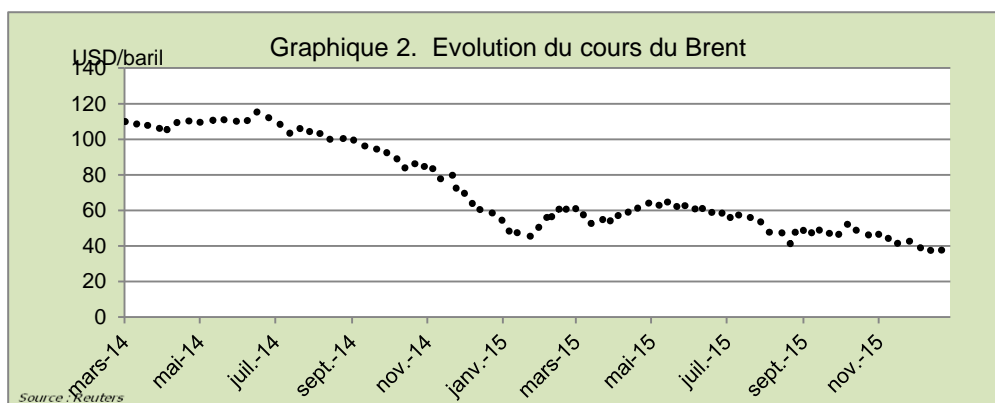


IV-4. Le marché des matières premières

Marquée par une offre excédentaire sur la plupart des produits de base, l'année 2015 a été un prolongement de la tendance baissière des cours des matières premières observée en 2014, en raison du ralentissement des économies des pays émergents conjugué à l'appréciation du dollar par rapport aux autres monnaies. L'indice global des prix des produits de base du FMI a enregistré une baisse de 35,3% pour s'établir à 111,2 points en 2015.

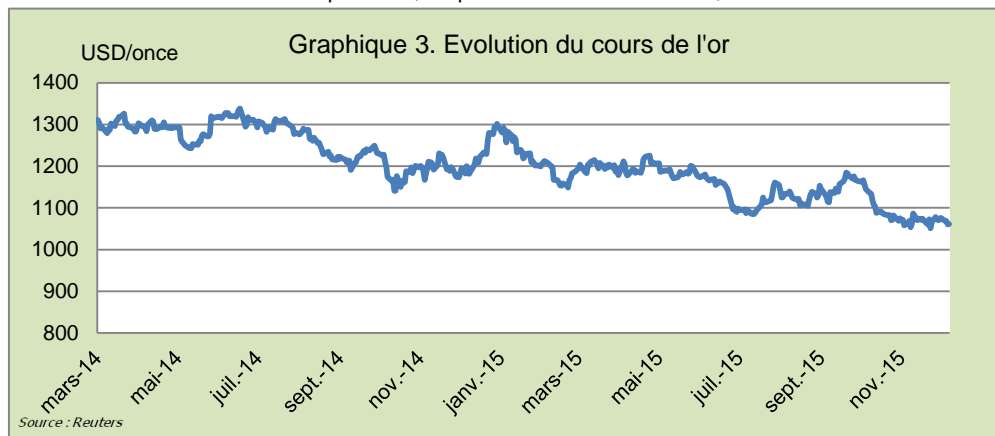
IV-5. Le Pétrole

La légère hausse du cours du pétrole constaté depuis le mois de janvier jusqu'au mois de mai 2015 s'est inversée du fait d'une anticipation d'une hausse soutenue de l'offre des pays membres de l'OPEP et de la levée des sanctions contre l'Iran ainsi que du ralentissement des économies des pays émergents. Ainsi, sur un an, le cours s'est contracté de 39,4% passant de 60,5 USD en décembre 2014 à 36,6 USD en décembre 2015.



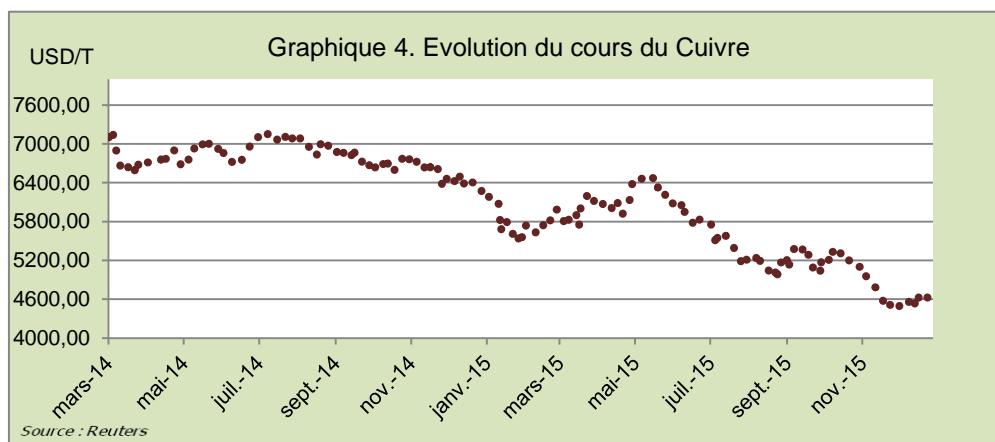
IV-6. L'or

Le cours de l'or a commencé l'année avec une forte hausse en janvier avant de repartir à la baisse début février. Il s'est ensuite stabilisé jusqu'au mois de juin avant de repartir à la baisse durant tout l'été. Sur un an l'once d'or a perdu 10,9% pour se situer à USD 1068,5 en décembre 2015.

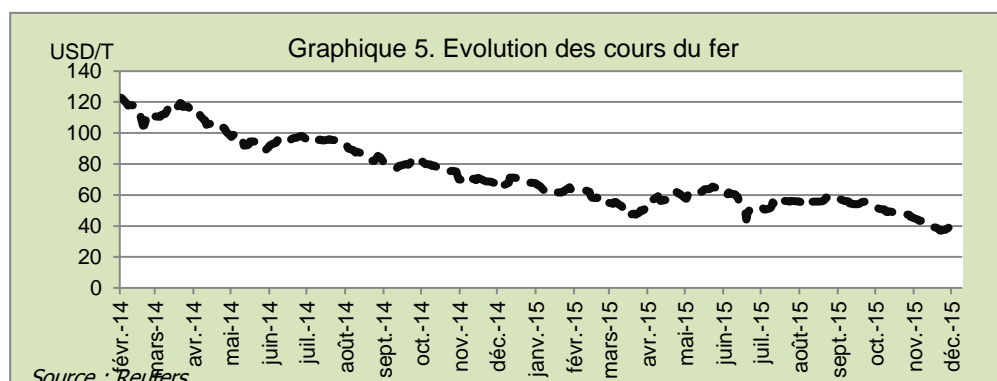


IV-7. Le Cuivre

Le ralentissement de l'économie chinoise depuis 2014 a beaucoup pesé sur le cours du cuivre. Ce dernier a perdu plus de 25% sur l'année 2015, passant d'USD 6258 en janvier à USD 4686 la tonne en décembre 2015.

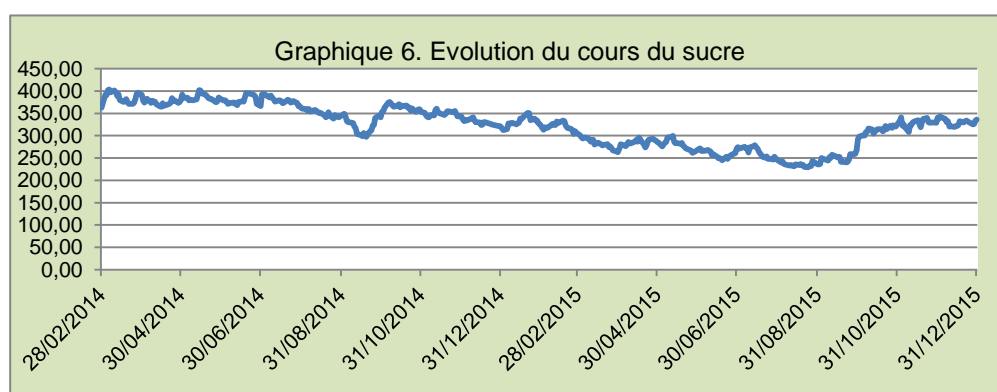


IV-8. Le Fer



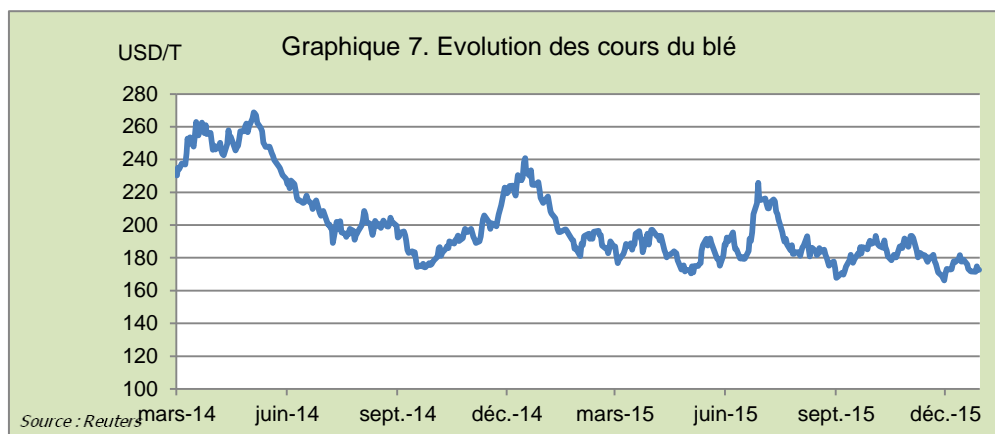
Comme les autres matières premières, le minerai de fer n'a pas pu résister à la tendance des marchés. Le prix de la tonne de minerai est passé de 71 USD à 43 USD entre janvier et décembre 2015, soit une baisse de 40%. Le recul du cours du fer est dû, en grande partie, à la baisse de la demande de l'économie chinoise et au surplus d'offre des compagnies australiennes et brésiliennes.

IV-9. Le Sucre



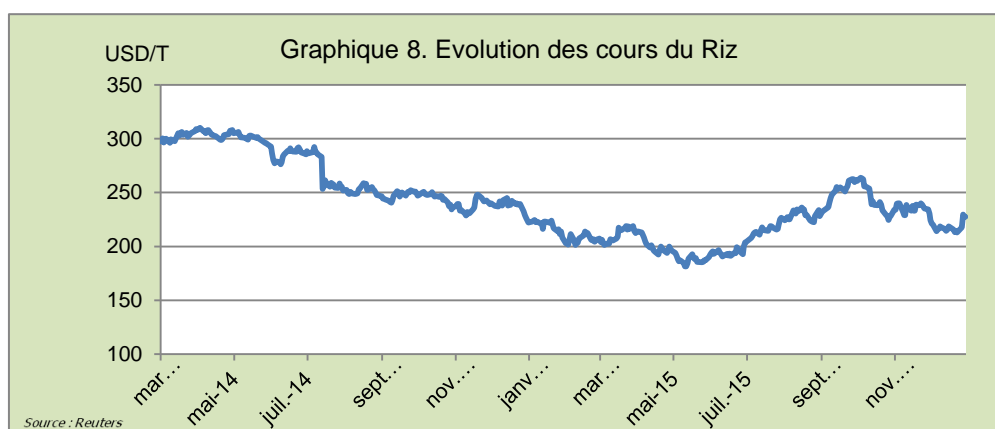
La tendance baissière du cours du sucre entamée à la mi-janvier s'est poursuivie jusqu'en août avec une baisse de 28,8% alors que sur le reste de l'année le cours a gagné 40,5%. Cette remontée est attribuable essentiellement à la baisse de la production du Brésil (premier exportateur) et à la hausse de la demande chinoise. Au terme de l'année 2015, le cours du sucre a retrouvé son niveau en fin 2014, soit 331 USD la tonne.

IV-10. Le Blé



La hausse du cours observée en fin 2014 a été de courte durée, le prix du blé ayant repris sa baisse pour atteindre 150 USD la tonne dès le mois de janvier. Le cours s'est stabilisé autour de 180 USD jusqu'à la fin du deuxième trimestre avant de remonter pour atteindre son plus haut niveau de l'année à 226 USD la tonne à la fin du mois de juin avant de reprendre sa baisse. Sur un an, le cours du blé aura perdu 22,9% à 174,3 USD la tonne en décembre 2015 contre 225,9 USD en décembre 2014. Cette baisse s'explique par l'abondance de l'offre et l'appréciation du dollar.

IV-11. Le Riz



Le cours du riz avait entamé l'année 2015 avec une baisse avant de se ressaisir à la fin du deuxième trimestre. Cette hausse s'explique en partie par les mauvaises conditions climatiques dans les pays producteurs asiatiques. Sur un an, le cours du riz aura baissé de 8% à 219 USD la tonne contre 238,3 USD en décembre 2014. La baisse est liée principalement à la politique de déstockage pratiquée par la Thaïlande et à l'appréciation du dollar par rapport aux monnaies asiatiques et surtout à l'abondance des récoltes en fin d'année.

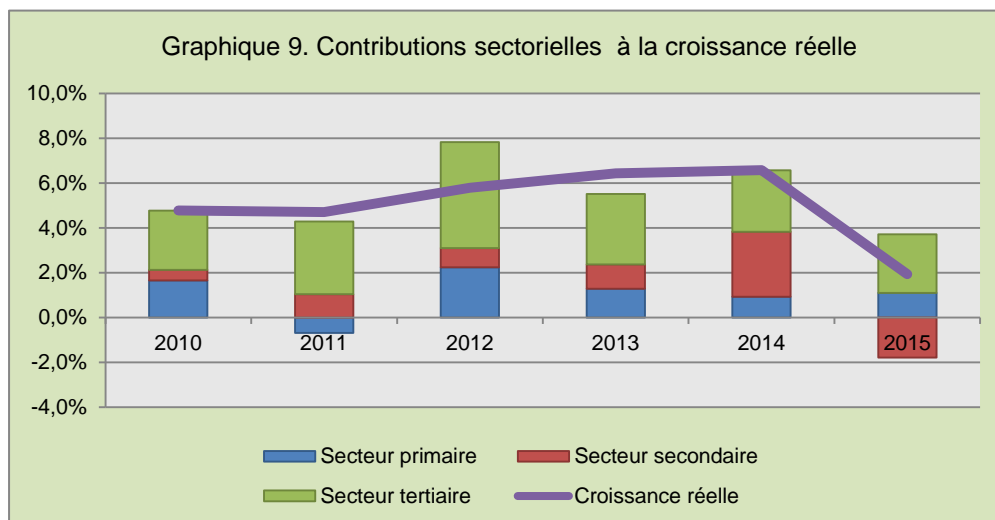
DEUXIÈME PARTIE :

LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE

I. L'ACTIVITE ECONOMIQUE



En 2015, la détérioration de l'environnement économique international a fortement pesé sur l'activité économique nationale. En effet, le ralentissement de la croissance mondiale ainsi que la baisse de la demande et la chute des cours des produits d'exportation, se sont traduits par une décélération sensible de la croissance de l'économie nationale. La hausse du produit intérieur brut, à prix constants, est ainsi revenue à 2% contre 6,6% en 2014. Cette évolution est imputable au recul de la production dans le secteur secondaire, les secteurs primaire et tertiaire ayant connu une croissance assez soutenue. Le PIB réel hors pétrole n'a progressé que de 2,1% et celui excluant les industries extractives de 3% contre respectivement 7,1% et 6,6% en 2014.



La croissance économique a été tirée, en 2015, par le secteur tertiaire et le secteur primaire avec des valeurs ajoutées en hausse respectivement de 5,8% et 3,8%. A l'inverse, le secteur secondaire a accusé une contraction de sa valeur ajoutée de 6,5%. Compte tenu de ces évolutions, les contributions sectorielles à la croissance du PIB global ont été de 2,5 points de pourcentage pour le secteur tertiaire, un point pour le secteur primaire et (-1,7) point pour le secteur secondaire.

La progression du PIB réel s'est accompagnée d'une diminution du déflateur de 5,6% de sorte que le PIB évalué en termes nominaux, qui avait baissé de 3,4% en 2014, s'est de nouveau replié de 3,7% pour s'établir à MRO 1 539,1 milliards.

I-1. Analyse sectorielle

I-1-1. Le secteur primaire

En 2015, le secteur primaire est resté bien orienté grâce notamment à la bonne tenue des branches de l'élevage et de l'agriculture. Quant à la pêche, elle a accusé un léger repli en 2015. Au total, la valeur ajoutée du secteur primaire s'est accrue de 3,8% en termes réels contre 3,1% l'année précédente. En conséquence, sa part dans le PIB est passée de 28,7% à 29,3%.

En termes nominaux, la croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire a toutefois accusé un ralentissement à 4% au lieu de 13,2% en 2014 en relation avec la baisse des prix. Le PIB nominal du secteur primaire s'est chiffré à MRO 356,8 milliards, soit 24,2% du PIB global en 2015 au lieu de 22,4% en 2014.

I-1-1-a. L'agriculture

Après avoir connu une baisse de 1,9% en 2014, le PIB des activités agricoles a enregistré une reprise en termes réels avec une hausse de 6% en 2015, à la faveur d'une forte augmentation de la production des cultures de contre-saison au titre de la campagne 2014/2015.

Au niveau de l'irrigué, la production brute de céréales durant la campagne 2015/2016 s'est contractée de 24% par rapport à la campagne précédente pour se situer à 225,7 mille tonnes, suite notamment à une diminution de l'ordre de 23% des superficies de riz paddy. Cette évolution a résulté de la conjugaison de plusieurs facteurs notamment l'insuffisance des aménagements, la réduction des incitations concernant la subvention des intrants agricoles et la commercialisation du riz

En ce qui concerne la production de céréales sous pluie durant la campagne 2015/2016, elle s'est établie à 116 mille tonnes, marquant ainsi une hausse de 55% par rapport à la campagne précédente, grâce à une bonne pluviométrie qui a favorisé un accroissement des superficies emblavées en zones pluviales et l'amélioration de la production durant la saison hivernale.

Cependant, l'amélioration de la production en zone pluviale n'a pu compenser la baisse de la production en irrigué qui représente plus de 70% de la production céréalière totale, de sorte que la production céréalière globale s'est inscrite en baisse de 8,1% durant la campagne 2015/2016 pour s'établir à 341,7 mille tonnes contre 371,9 mille tonnes au cours de la campagne 2014/2015.

Sur une base calendaire, la production agricole brute a été estimée à 353,9 mille tonnes en 2015 contre 336,3 mille tonnes en 2014, soit une hausse de 5,2% due essentiellement aux résultats des cultures de contresaison au titre de la campagne agricole 2014/2015 (+48%) qui ont plus que compensé la baisse de la production hivernale brute de riz en irrigué durant la campagne 2015/2016 (-25,8%). En conséquence, le PIB nominal de la branche agriculture s'est établi à MRO 57,1 milliards en 2015, soit une hausse annuelle de 9,4% qui porte sa part dans le PIB global à 3,7% au lieu de 3,3% en 2014.

I-1-1-b. L'élevage

Avec une part estimée à plus de 70% du PIB réel du secteur primaire, l'élevage a enregistré une croissance de 3,8% en 2015 après un ralentissement à 1,2% en 2014. Cette amélioration est due à la bonne tenue des pâturages et des campagnes de vaccination contre les maladies animales. Le PIB nominal de l'élevage a atteint MRO 244,4 milliards, soit une hausse de 3,5% au lieu 14,5% en 2014. Cette évolution est essentiellement liée à la modération de la hausse des prix du bétail sur le marché intérieur du fait de l'augmentation de l'offre. Aussi, la part de l'élevage dans le PIB nominal global est-elle passée de 14,8% en 2014 à 15,9% en 2015.

I-1-1-c. La pêche

En 2015, l'activité de la pêche a connu une légère contraction après, il est vrai, une forte expansion en 2014. Cette évolution reflète notamment la baisse de 32,2% enregistrée par les prises industrielle qui ont totalisé 405,3 mille tonnes contre 597,6 mille tonnes en 2014, du fait notamment de

la diminution des captures des espèces pélagiques. Quant aux exportations des produits de la pêche, toutes espèces confondues, elles ont porté sur des quantités en hausse de 21,4% pour une valeur en augmentation de 10,5% seulement en raison de la baisse du prix moyen à l'export. Au total, le PIB de l'activité des pêches a connu une baisse de 0,7% après une envolée de 34% enregistrée en 2014 tandis que la valeur ajoutée nominale s'est repliée de 0,2% contre une hausse de 46,2% en 2014. La contribution de l'activité des pêches dans la formation du PIB global reste toujours assez faible, de l'ordre de 2,4% en 2014 et 2015.

I-1-2. Le secteur secondaire

L'activité du secteur secondaire, en particulier les industries extractives, a été très affectée par la conjoncture défavorable de l'environnement international. La valeur ajoutée a connu une baisse imputable aux activités des minerais métalliques (fer, or, et cuivre), à la production pétrolière et aux BTP. En revanche, l'industrie manufacturière a été marquée par une reprise en 2015 après la baisse observée en 2014. Au total, le PIB réel du secteur secondaire a enregistré une baisse de 6,5% en 2015 contre une hausse de 10,9% un an auparavant. Pour la deuxième année consécutive, le PIB nominal du secteur s'est contracté de 25,5% en 2015 après un recul de 25,3% en 2014. Aussi, sa part dans le PIB global est-elle revenue à 22,9% au lieu de 29,6% en 2014.

I-1-2-a. Les activités extractives

En 2015, les industries extractives ont, à nouveau, pâti d'une conjoncture internationale difficile, caractérisée par une baisse de la demande face à une offre abondante, ce qui a favorisé la poursuite de la chute des cours des produits miniers notamment le minerai de fer. Dans un tel contexte, l'activité des industries extractives s'est traduite par une baisse de son PIB réel de 6,9% contre une hausse de 6,2% en 2014. En valeur, le PIB s'est contracté de 54,5% pour s'établir à MRO 89,5 milliards, en raison principalement de la chute des cours sur le marché international. Sa part dans le PIB total est ainsi ressortie à 5,8% contre 12,3% en 2014.

I-1-2-a-i. Les mines

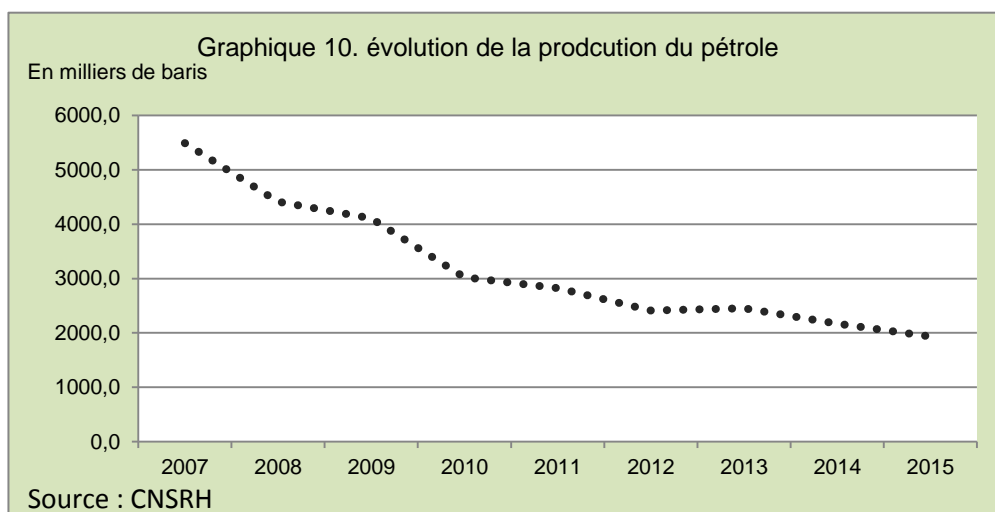
L'activité minière a été marquée en 2015 par une baisse de 7,5% de sa valeur ajoutée après une hausse de 11,3% en 2014. Cette évolution est imputable à la baisse des productions du fer et de l'or, la production du cuivre ayant, en revanche, connu une hausse. En valeur, le PIB des activités minières s'est établi à MRO 57,7 milliards, soit une baisse de 62,2%, et ne représente plus que 3,7% de la valeur du PIB global en 2015 au lieu de 9,5% en 2014.

Après avoir atteint un niveau record de 13,3 millions de tonnes en 2014, la production annuelle du minerai de fer est retombée à 11,6 millions de tonnes en 2015. Aussi, la valeur ajoutée de ce minerai s'est-elle repliée de 12% en terme réel contre une hausse de 20% en 2014. Parallèlement, la valeur ajoutée de la production de fer en terme nominal n'a pas dépassé MRO 6 milliards, soit une baisse de 41,2%, en liaison avec la baisse des quantités produite et surtout la chute du prix du fer sur le marché international. Sa part dans le PIB global est ainsi passée de 6,4% en 2014 à 0,4% en 2015.

S'agissant de la production d'or, elle a enregistré une baisse de 8,4% en 2015 pour se situer à 283,1 mille onces au lieu de 309,4 mille onces en 2014. Quant au minerai de cuivre, sa production s'est accrue pour atteindre 45 mille tonnes en 2015 au lieu de 33,1 mille tonnes l'année précédente, soit une hausse de 36% due notamment à l'amélioration des capacités de production. La valeur ajoutée du sous-groupe minier (or et cuivre) a enregistré une hausse de 5,5% en termes réels et 4,1%

en valeur et représente 3,4% du PIB nominal global contre 3,1% en 2014.

I-1-2-a-ii. Le pétrole



La production pétrolière a poursuivi sa tendance baissière pour se situer à 1,9 millions de barils en 2015 contre 2,2 millions en 2014, en rapport avec l'épuisement des réserves du champ de Chinguitty. Le niveau de production mensuelle a reculé de 10,9% passant de 180,9 mille barils en 2014 à 161,1 mille barils en 2015. Le PIB réel de l'activité pétrolière s'est de nouveau contracté de 7,6% en 2015. En valeur, le PIB pétrolier s'est établi à MRO 15,2 milliards, soit une baisse annuelle de 47,7% due essentiellement à la chute des cours du brut. La valeur ajoutée de l'activité pétrolière ne représente plus que 1% du PIB global contre 1,8% en 2014.

I-1-2-b. Les industries manufacturières

L'activité des industries manufacturières a enregistré une hausse de 9,1% en 2015 contre une baisse de 11% l'année précédente. Ce redressement tient à l'amélioration de la production industrielle hors activités extractives notamment les unités de production alimentaire qui ont progressé de (+16%), la production d'électricité (+9%), de l'eau (+9%), la fabrication des «matériaux minéraux» (+3%). En valeur, le PIB de la branche des industries manufacturières s'est chiffré à MRO 125 milliards, soit une hausse de 9,6% qui a porté sa part dans le PIB nominal global à 8,1% au lieu de 7,1% en 2014.

I-1-2-c. Le Bâtiment et les Travaux Publics

Les principaux indicateurs du secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) font état d'une contraction de l'activité en 2015 qui contraste avec la hausse observée au cours des dernières années. Après une forte accélération en 2014 (+39,7%), la valeur ajoutée réelle de l'activité des BTP a subi une forte baisse en 2015, soit (-15%) en relation notamment avec l'arrivée à maturité de certains grands projets comme celui de la construction du nouvel aéroport de Nouakchott. Ainsi, le PIB en valeur des BTP s'est établi à MRO 137,9 milliards, soit une baisse de 15,2% par rapport à 2014 et une contribution à la formation du PIB global de 9% en 2015 au lieu de 10,2% un an plus tôt.

I-1-3. Le Secteur tertiaire

Malgré un léger ralentissement, l'activité du secteur tertiaire, hors services non marchands fournis par les administrations publiques, reste globalement dans une bonne dynamique sous l'effet de la bonne orientation du commerce, des transports et télécommunications et des autres services. La valeur ajoutée du secteur marchand a progressé de 6,6 % en termes réels et de 7% en termes nominaux, pour atteindre MRO 523,1 milliards, soit 44,4% du PIB marchands au prix du marché au lieu de 38,6% en 2014. Compte tenu des services non marchands fournis par les administrations publiques, le PIB réel du secteur tertiaire a enregistré une progression de 5,8% au lieu de 6,4% en 2014, et 7,3% en terme nominal, ce qui porte sa contribution à la formation du PIB nominal global à 45,7%.

I-1-3-a. Le Transport et les Télécommunications

En 2015, le PIB réel de l'activité des transports et télécommunication a connu une hausse de 6,5% contre 7,8% en 2014. Cette évolution résulte essentiellement du ralentissement de la croissance du PIB des transports à 3,5% contre 12% en 2014, l'activité des télécommunications ayant connu une accélération à 8% contre 5,6% en 2014. La valeur ajoutée nominale des transports et télécommunications s'est accrue de 6,3% pour s'établir à MRO 102,8 milliards, soit 6,7% du PIB nominal global au lieu de 6% en 2014.

I-1-3-b. Le Commerce

L'activité de la branche du «commerce» a affiché une progression de 7% contre 8% en 2014. En valeur nominale, le PIB de la branche « commerce » s'est chiffré à MRO 152,8 milliards au lieu de MRO 142,1 milliards en 2014 et représente 9,9% du PIB global en 2015 contre 8,9% en 2014.

I-1-3-c. Les autres services

Avec une hausse de 6,5% de leur valeur ajoutée contre 7,2% en 2014, l'activité des autres services est restée globalement bien orientée à la faveur du dynamisme de la demande locale. Chiffrée à MRO 267,5 milliards, le PIB nominal des autres services apparaît en hausse de 7%, ce qui porte sa contribution au PIB nominal global à 17,4% en 2015 contre 15,6% l'an dernier.

I-1-3-d. Les Administrations Publiques

En 2015, le taux de croissance de la valeur ajoutée réelle de l'activité des administrations publiques a enregistré une hausse de 1,6%. En valeur, le PIB des administrations publiques a enregistré une hausse de 8,1% contre 6,5% en 2014, pour atteindre MRO 180,1 milliards, soit 11,7% du PIB global au lieu de 10,4% en 2014.

I-1. La Demande

En 2015, les ressources disponibles dans l'économie nationale se sont repliées à MRO 2346,9 milliards contre 2668,5 milliards en 2014 sous l'effet conjugué de la baisse de 3,7% enregistrée par le PIB nominal et de la diminution des importations de 24,5%. S'agissant de la demande intérieure, elle a été estimée à MRO 1830,4 milliards, marquant une baisse de 10% par rapport à l'année précédente en raison de la baisse de l'investissement et du ralentissement du rythme de la consommation. En conséquence, le déficit en ressources s'est redressé passant de MRO 434 milliards à 290 milliards, soit une amélioration de 33,1% en relation avec la baisse des importations des

industries extractives suite à la contraction de leur activité mais aussi du fait de la baisse des cours des produits importés notamment les produits pétroliers et les produits alimentaires.

I-1-1. La Consommation

La consommation finale a été évaluée, à prix courants, à MRO 1283,2 milliards en 2015, soit un ralentissement à 3,5% comparé à 7,5% d'augmentation en 2014. Cette évolution s'explique à la fois par la décélération du rythme d'augmentation de la consommation des ménages et de celui de la consommation des administrations publiques, soit respectivement 3,4% et 3,7% contre 7,8% et 6,9% en 2014. Le poids de la consommation des ménages dans le PIB est passé de 55% en 2014 à 59,1% en 2015 et celui de la consommation des administrations publiques de 22,6% à 24,3%.

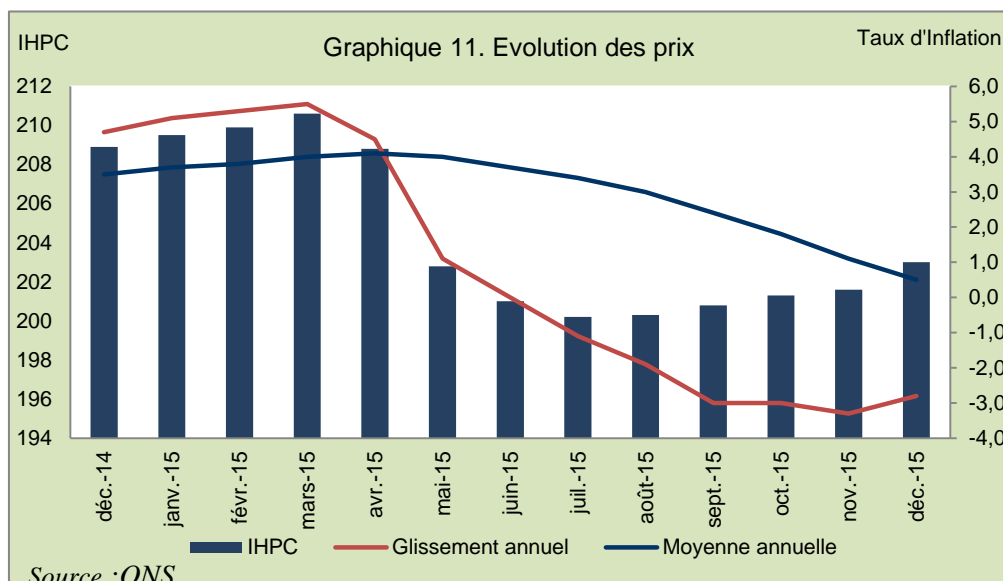
I-1-2. L'Investissement

La formation brute de capital fixe s'est établie à MRO 556 milliards en 2015, soit une baisse de 19,8% par rapport au niveau enregistré l'année précédente. Ce recul des investissements est attribuable essentiellement à la baisse des investissements privés notamment les investissements directs étrangers dans le secteur minier en rapport avec la poursuite de chute des cours mondiaux des métaux. En revanche, les dépenses publiques d'investissement ont connu une progression de 14,8%. S'agissant du taux d'investissement, exprimé par le ratio de la formation brute de capital fixe au PIB nominal, il est revenu à 36,1% au lieu de 43,4% en 2014.

II. L'INFLATION



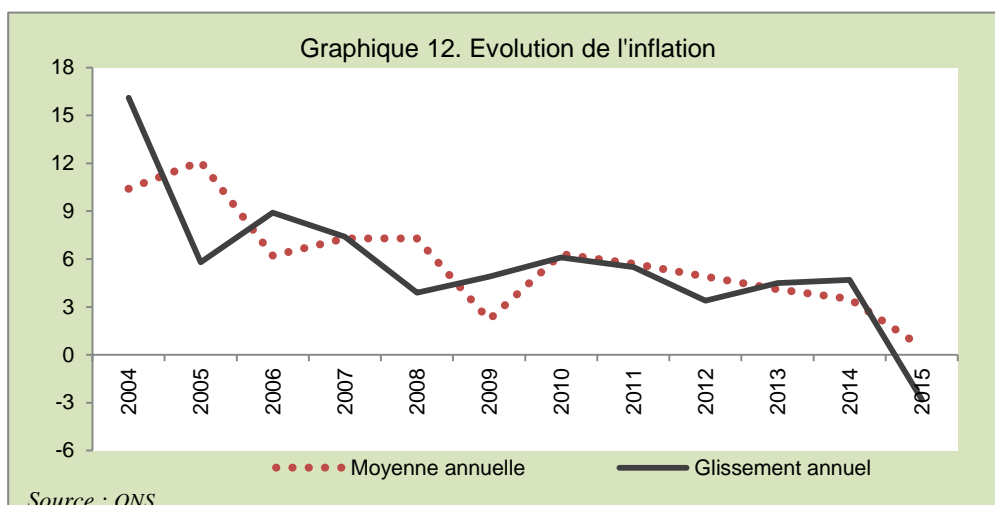
L'évolution des prix à la consommation a été exceptionnellement faible en 2015 par rapport à la tendance observée ces dernières années. En effet, l'inflation mesurée par la variation de l'indice harmonisé des prix à la consommation s'est établie à 0,5% en moyenne annuelle et à (-2,8%) en glissement annuel contre respectivement 3,5% et 4,7% en 2014. La baisse des prix en glissement annuel reflète le ralentissement de l'inflation au cours de la deuxième moitié de l'année 2015. En effet, l'indice du coût de la vie a connu un léger mouvement à la hausse au début de l'année avant d'entamer une tendance baissière à partir du mois de mars. L'évolution de l'inflation s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs notamment une baisse des prix à l'importation des produits alimentaires, le soutien des prix de certaines denrées de première nécessité en faveur des populations pauvres dans le cadre de la poursuite du programme EMEL, l'amélioration de la production du secteur agro-pastoral ainsi que la poursuite d'une politique monétaire prudente.



L'évolution de l'inflation demeure étroitement liée à celle des produits alimentaires étant donné leur poids dans la structure de l'indice des prix, soit plus de 50%. Ainsi, le ralentissement de l'inflation en 2015 tient essentiellement à la détente enregistrée au niveau des prix des produits alimentaires dont l'indice a connu un fléchissement de 6,6% en glissement annuel sous l'effet notamment de la baisse des indices des postes « pains et céréales » (-0,6%), « viande » (-2,9%), « poissons et fruits de mer » (-27,6%), « fruits » (-30,2%) et « légumes » (-10,9%).

S'agissant des prix des produits non alimentaires et des services, leur indice a connu un accroissement de 1,2% attribuable principalement aux prix des fonctions « logement, eau, gaz et électricité » (+2,2%), « hôtels, cafés, restaurants » (+26,1%), « transports » (+6,4%), « ameublement et équipements ménager » (+1,5%), « loisirs, spectacles et culture » (+1,5%), « autres biens et services » (+1,1%) et « santé » (+0,6%). Les autres fonctions non alimentaires de l'indice, à savoir, « communication », « enseignement », « articles d'habillement et chaussures » sont demeurées relativement stables en 2015.

Au total, les produits alimentaires ont contribué pour 0,5 points à la baisse de l'inflation en moyenne annuelle tandis que la contribution des produits non alimentaires y compris « tabac et stupéfiants » a été de +1 point.



En outre, les produits importés ont enregistré une baisse de leurs prix plus forte que les produits locaux, soit respectivement (-6,2%) et (-1%). Quant aux prix des produits frais, ils ont connu une baisse de 18,5% alors que ceux de l'énergie ont enregistré une hausse de 1,7%.

Sur les cinq dernières années, l'inflation a connu une baisse continue, passant, en moyenne annuelle, de 5,7% en 2011 à 0,5% en 2015 et en glissement annuel de 5,5% à -2,8% au cours de la même période. Sur la période 2011-2015, le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 3,7%.

Par ailleurs, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), utilisé depuis 2004 pour mesurer l'inflation, a fait l'objet d'une mise à jour en 2015 sur la base de l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie (EPCV) de 2014, en vue de tenir compte de l'évolution des habitudes de consommation des ménages. Un nouvel Indice National des Prix à la Consommation (INPC) a ainsi été élaboré et mis en place à partir de janvier 2016. La couverture de l'INPC a été étendue à l'ensemble du pays par le biais d'un découpage en cinq zones, à savoir l'Est (Aioun), le Sud (Rosso), le Nord (Atar), Dakhlet Nouadhibou (Nouadhibou) et Nouakchott. L'INPC est décliné en 12 fonctions suivant la classification des fonctions de consommation des ménages (COICOP – 12). En outre, un nouvel indice harmonisé des prix à la consommation, avec comme année de base 2014, est calculé mensuellement par l'ONS pour l'agglomération de Nouakchott.

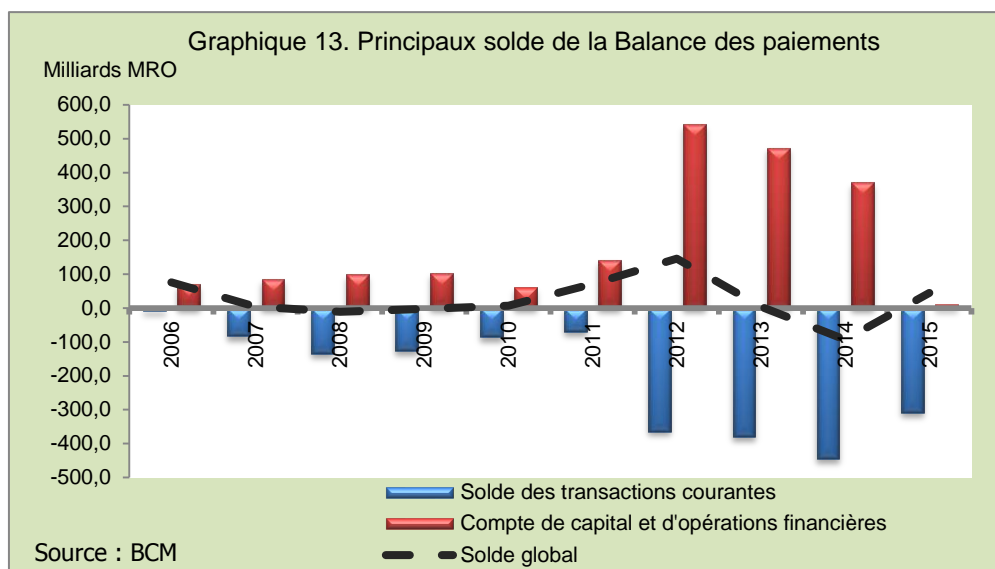
Tableau 1. Évolution de l'IHPC	Moyenne annuelle			Variations en %		
	2013	2014	2015	moyenne annuelle	Glissement annuel	Contrib. en points
1. Produits alimentaires, boissons non alcoolisée	219,6	230,3	228,0	(1,0)	(6,6)	(3,5)
Pain et céréales	198,0	209,6	222,4	6,1	(0,6)	(0,1)
Viande	205,3	244,1	243,3	(0,3)	(2,9)	(0,4)
Poisson et fruits de mer	428,2	424,0	393,3	(7,2)	(27,6)	(1,2)
Lait, fromage et œufs	185,7	191,9	187,8	(2,1)	3,5	0,2
Huiles et graisses	181,1	185,3	185,3	0,0	(0,1)	(0,0)
Fruits	209,1	224,4	188,8	(15,9)	(30,2)	(0,4)
Légumes	234,3	213,1	169,2	(20,6)	(10,9)	(0,5)
Sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie	226,4	224,7	224,0	(0,3)	1,3	0,0
Boissons	160,9	159,2	157,9	(0,9)	(1,9)	(0,1)
2. Tabac et stupéfiants	239,5	242,2	237,2	(2,1)	(6,5)	(0,1)
3. Articles Habillement et chaussures	204,0	206,7	206,7	(0,0)	0,1	0,0
4. Logement, eau, électricité, gaz et auto. combustibles	176,9	179,9	185,2	2,9	2,2	0,3
5. Ameublement, équipement ménager	189,1	193,5	197,1	1,8	1,5	0,1
6. Santé	173,1	173,0	173,9	0,5	0,6	0,0
7. Transports	154,5	154,5	162,8	5,4	6,4	0,7
8. Communication	59,9	59,9	59,9	0,0	0,0	-
9. Loisirs, spectacles et culture	96,5	99,3	100,2	1,0	1,5	0,0
10. Enseignement	108,8	108,8	100,6	(7,5)	0,0	-
11. Hôtels, cafés, restaurants	169,6	169,6	205,7	21,3	26,1	0,5
12. Autres biens et services	179,7	185,1	186,9	1,0	1,1	0,0
INDICE GLOBAL	196,2	203,2	204,2	0,5	(2,8)	(2,8)

Source : ONS ; *() : Chiffres négatifs

III. LE SECTEUR EXTERIEUR



En 2015, les échanges commerciaux avec l'extérieur ont été marqués par une décélération sensible du rythme des transactions en liaison avec un contexte international caractérisé par une atonie de la demande mondiale notamment pour les matières premières face à une offre abondante, ce qui s'est traduit par une chute des cours des produits de base, en particulier le fer et le pétrole. En dépit de cette conjoncture internationale peu favorable, l'équilibre extérieur s'est amélioré.



La balance globale s'est en effet soldée par un excédent de MRO 51,5 milliards suite à une contraction du déficit courant qui s'est établi à MRO 308,6 milliards, soit 20% du PIB au lieu de 27,8% en 2014, et au redressement du compte de capital et d'opérations financières. En conséquence, les réserves officielles de change se sont renforcées pour atteindre USD 821,3 millions, soit l'équivalent de 7,9 mois d'importations de biens et services contre 5,7 mois en 2014.

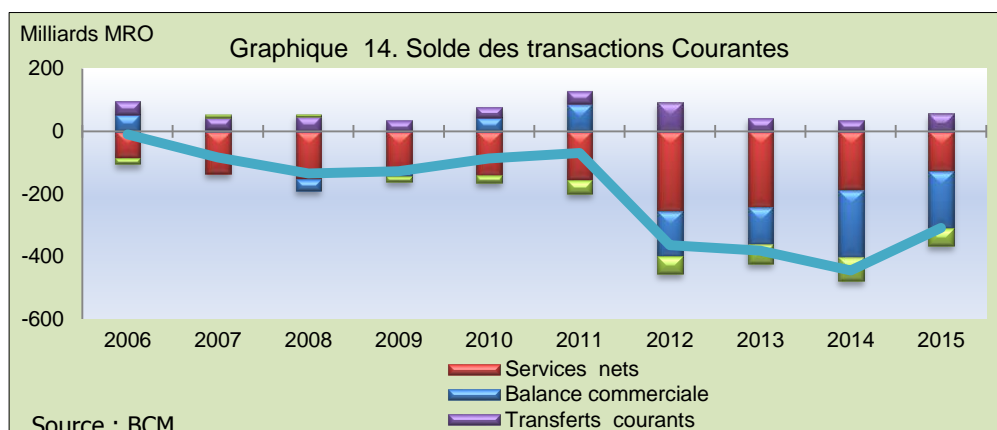
Tableau 2. Evolution des principaux soldes de la Balance des paiements	2013	2014	2015*
(Chiffres en milliards MRO)			
Solde de la balance commerciale	(117,8)	(215,2)	(180,8)
Solde des transactions courantes	(381,3)	(444,7)	(308,6)
Solde du compte de capital et d'opérations financières	472,1	369,9	404,9
Balance globale	4,5	(93,5)	51,5
Solde courant en pourcentage du PIB	(23,0)	(27,8)	(20,0)

* chiffres révisés

III-1. Les Transactions courantes

Le déficit des transactions courantes, qui s'était alourdi en 2014 pour s'établir à MRO 447,7 milliards ou 27,8% du PIB, est revenu cette année à MRO 308,6 milliards ou 20% du PIB.

Cette évolution résulte notamment d'une réduction du déficit commercial conjuguée à un redressement du solde déficitaire des services et revenus et une amélioration du surplus des transferts sans contreparties.

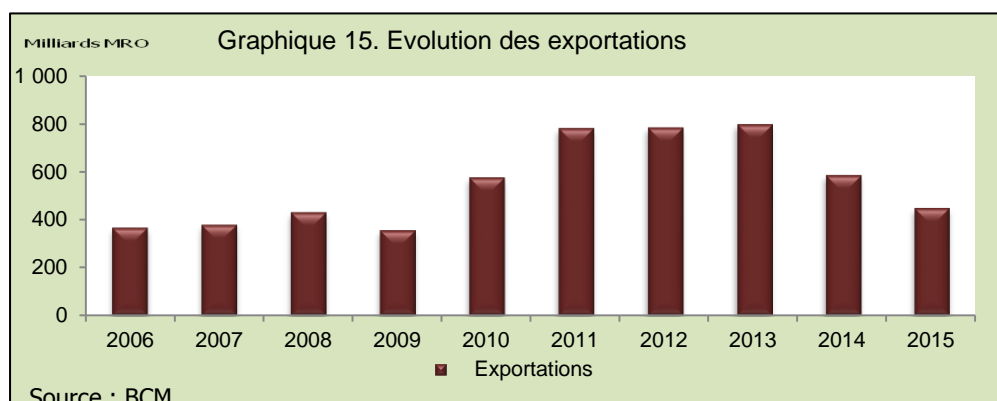


III-1-1. La Balance Commerciale

Les échanges commerciaux avec l'extérieur ont été marqués en 2015 par une décélération sensible du rythme des transactions en raison de l'atonie de la demande mondiale notamment de produits de base conjuguée à une offre demeurée abondante. Cette situation s'est traduite par une accélération de la baisse des cours sur les marchés mondiaux des produits de base. Dans ces conditions, le déficit commercial qui s'était alourdi de près de 40% en 2014, a connu un redressement de plus de 16% en 2015 pour se situer à MRO 180,8 milliards suite à une diminution des importations plus importante que celle des exportations. Quant au taux de couverture des importations par les exportations, il est resté stable autour de 72% entre 2014 et 2015 après avoir atteint 87% en 2013.

III-1-1-a. Les exportations

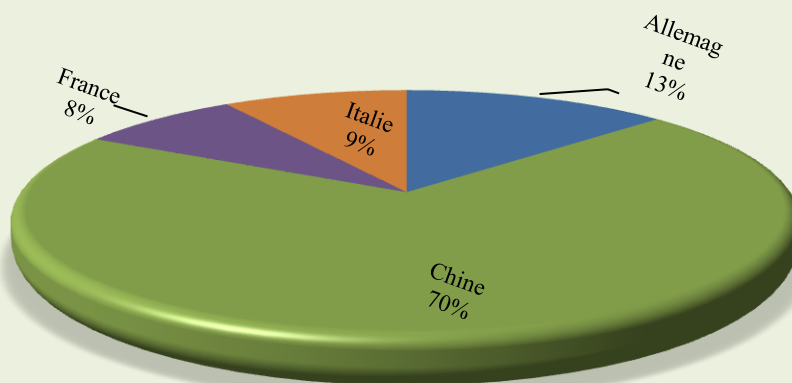
En 2015, les recettes d'exportation se sont établies à MRO 450,5 milliards enregistrant ainsi une baisse 23 % par rapport à 2014. Les exportations de minerai de fer ainsi que celles de pétrole et d'or ont été à l'origine de cette baisse, les ventes de cuivre et de poisson ayant enregistré une hausse.



La part des exportations dans le PIB global est revenue à 29,3% au lieu de 36,6% en 2014 et une moyenne de 50,6% sur la période 2011 à 2013. Cette tendance à la baisse est en lien avec la conjoncture internationale défavorable qui prévaut depuis 2014 et qui s'est traduite par une chute des

cours des principaux produits d'exportations notamment le minerai de fer dont le prix moyen a diminué de 28,5% en 2014 et de 43% en 2015.

Graphique 16. Répartition géographique des exportation du Fer



Les exportations du minerai de fer ont totalisé MRO 110,1 milliards en 2015 contre 220,6 milliards en 2014, soit une baisse de 50 % sous l'effet de la forte baisse du prix du fer à l'export conjuguée à une diminution des quantités vendues. Les quantités vendues se sont contractées pour s'établir à 11,4 millions de tonne contre 13 millions en 2014 en raison de la chute des cours (-43%) mais aussi à cause du mouvement de grève d'une partie du personnel de la SNIM.

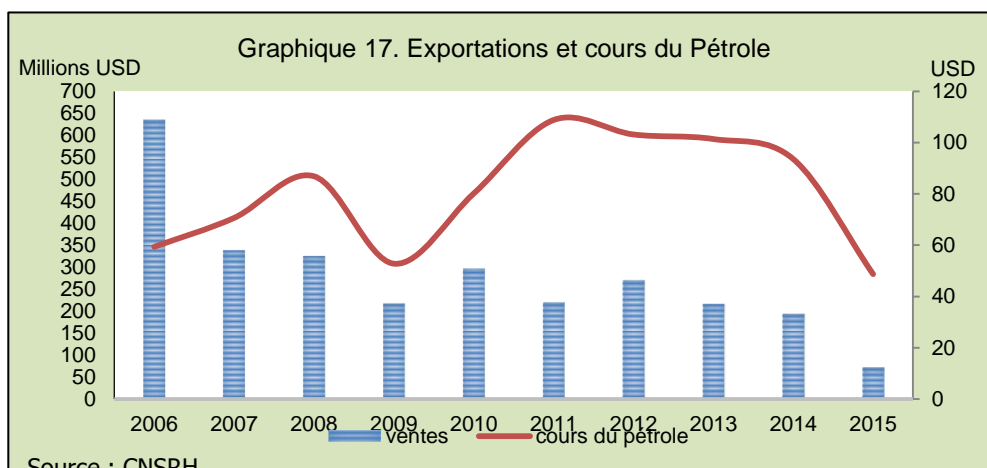
La part du minerai de fer dans les exportations totales est revenue cette année à 24% contre 38% en 2014 et une moyenne de 50% sur 2011-2013.

La répartition géographique des exportations de minerai de fer est restée inchangée avec une prépondérance de la part de la Chine à laquelle ont été destinées 70% des quantités vendues de minerai de fer contre 30% pour l'Europe.

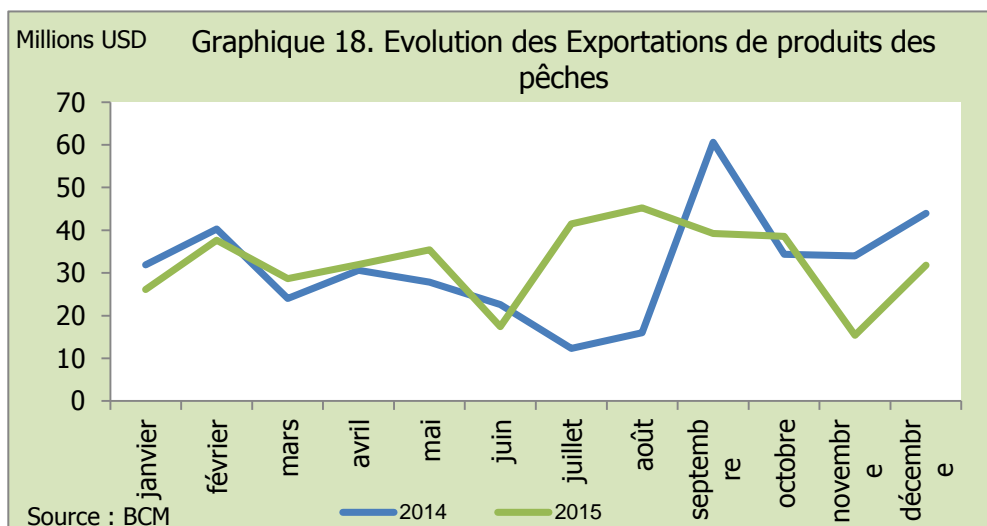
S'agissant des exportations d'or, elles ont été évaluées MRO 108,3 milliards contre 123,2 milliards réalisés en 2014, soit une baisse de 12% résultant aussi bien d'une diminution des quantités vendues que du recul des prix. Les quantités vendues ont en effet porté sur un volume de 296,2 mille onces contre 324,1 mille onces en 2014 tandis que le prix moyen de l'once a enregistré une baisse annuelle 10%.

Les exportations de cuivre ont, en revanche, connu une progression de 26% en 2015 pour se situer à MRO 63,2 milliards grâce à la hausse des quantités vendues (+59%) qui a compensé l'effet de la chute des cours mondiaux du cuivre (- 27%).

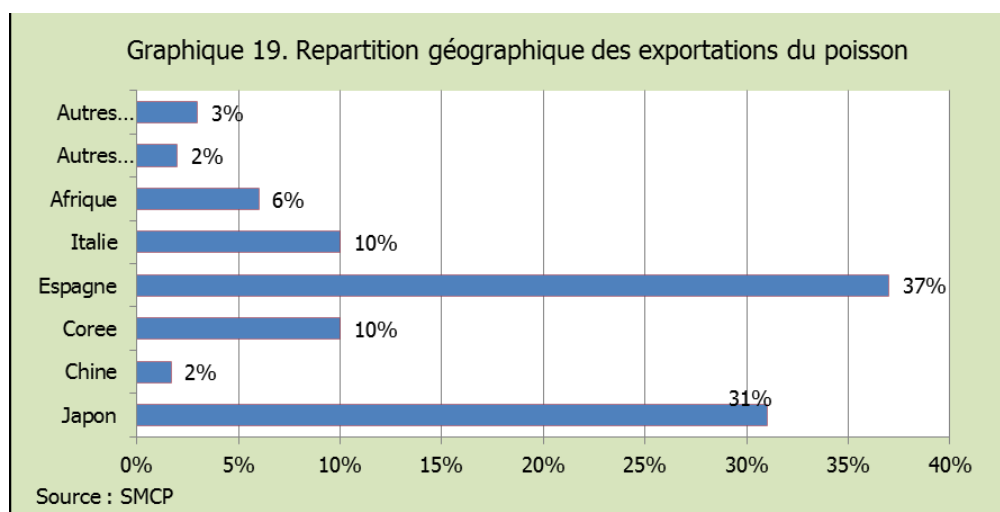
Pour leur part, les exportations de pétrole continuent d'être affectées tant par la baisse des quantités vendues que par la dégringolade des cours du brut depuis mai 2014 en raison de la surabondance de l'offre combinée à une demande peu soutenue. Arrêtées à MRO 23,4 milliards, les exportations de pétrole ont accusé une baisse de 60% par rapport à leur niveau en 2013 reflétant ainsi une chute du cours annuel moyen de 48% et une contraction du volume exporté de 34%.



s'agissant des exportations de produits de la pêche, elles ont atteint MRO 126,3 milliards, soit une amélioration de 10,5% par rapport au niveau enregistré en 2014, due notamment à la hausse du tonnage exporté qui a porté sur 166,3 mille tonnes au lieu de 137 mille tonnes l'année passée. L'augmentation des quantités vendues a concerné aussi bien les exportations de la SMCP que de celles de la pêche artisanale qui représentent respectivement 69% et 31% du total des exportations de la pêche.



Les exportations de la SMCP ont bénéficié de l'augmentation des quantités expédiées qui sont passées de 62,6 milles tonne en 2014 à 80,1 mille tonnes cette année, portant les recettes de la SMCP à MRO 86,9 milliards en 2015 contre 83,1milliards un an plus tôt, soit une hausse de 5% seulement, la hausse de 28% enregistrée par quantités vendues ayant été atténuée par le recul de 23,6% du prix moyen à la tonne.



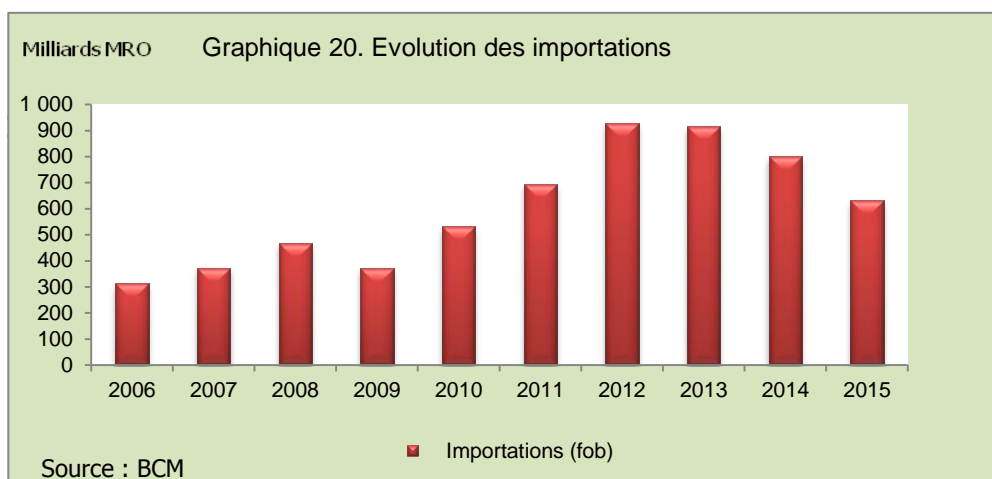
Les exportations de la SMCP restent dominées par les céphalopodes qui représentent 85% de la valeur totale de ses ventes. En quantité, les exportations des céphalopodes se sont élevées à 40,1 mille tonnes en 2015 contre 32,7 mille tonnes l'année précédente, soit une augmentation de 23% atténuée toutefois par un fléchissement des prix de 18%.

La répartition des ventes de la SMCP par destination montre qu'elles restent en majorité orientées vers l'Europe avec 50% des ventes suivi du Japon avec 31 % des exportations.

S'agissant de la pêche artisanale, ses exportations ont enregistré une progression de 26% pour atteindre MRO 39,3 milliards en 2015 au lieu de 31milliards en 2014. Cette évolution favorable est attribuable à la progression des quantités vendues (+16%) qui se sont établies à 86,2 mille tonnes en 2015 contre 74,4 mille tonnes l'année d'avant. Par contre, le prix moyen à la tonne s'est inscrit en baisse de 6% en 2015.

III-1-1-b. Les Importations

En 2015, les importations se sont établies à MRO 631,1 milliards enregistrant une baisse de 21% par rapport à l'année écoulée en dépit d'une hausse de 14% des importations des produits alimentaires. Cette diminution s'est reflétée au niveau des principales composantes des importations notamment la facture pétrolière (-39%), les dépenses des industries extractives (-21%) et des autres produits d'importation composés de matériaux de construction, d'équipements et autres biens de consommation (-10%).



Concernant les achats de produits énergétiques, la facture pétrolière s'est élevée, en 2015, à MRO 109,4 milliards, en baisse de 70,7 milliards ou 39% par rapport à l'année passée. L'augmentation de 3,9% enregistrée par les quantités importées a été largement compensée par la baisse du prix moyen à l'importation. Quant aux importations de produits alimentaires, elles se sont élevées à MRO 128 milliards, montant en hausse de 14% par rapport à 2014 du fait d'une hausse modérée des quantités importées conjuguée à l'appréciation du dollar par rapport à l'ouguiya.

Les importations du secteur des industries extractives, qui représentent 38% de la valeur totale des importations, se sont établies MRO 241,5 milliards, en recul de 21,1% par rapport au niveau atteint en 2014. Cette baisse résulte notamment de la poursuite du ralentissement de l'activité économique et du recul des investissements dans le secteur minier en lien avec la baisse des cours mondiaux des métaux.

Pour ce qui est du secteur de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, les importations constituées essentiellement d'achats d'équipement ont été chiffrées à MRO 89,6 milliards contre 84,6 milliards en 2014, en relation avec la poursuite des activités liées à l'exploration du gaz.

S'agissant du secteur minier, les importations ont accusé une baisse de 32% pour se situer à MRO 151,9 milliards au lieu de 223,5 milliards en 2014, la baisse des cours du fer et du cuivre ayant occasionné un recul significatif des dépenses d'équipements liées à la production du minerai de fer (-50%) et du cuivre (-62%). De même, les importations hors produits d'équipement ont suivi la même tendance baissière, soit (-55,7%) pour le fer et (-46,4%) pour le cuivre.

En revanche, les importations de biens pour la production d'or ont progressé de 53% pour s'établir à MRO 60,5 milliards au lieu de 39,6 milliards une année auparavant. Ces dépenses importantes ont été réalisées pour améliorer la teneur du minerai en vue d'atténuer l'impact de la baisse du cours de l'or.

En ce qui concerne les autres importations, constituées essentiellement de matériaux de constructions, de biens d'équipement et d'autres biens de consommation, elles ont été évaluées à

MRO 152,1 milliards contre 199,4 milliards en 2014, soit une diminution de MRO 47,7 milliards en relation avec la baisse des prix de ces produits sur le marché international.

III-1-2. Les Services

Le déficit de la balance des services s'est de nouveau contracté de 31% en 2015 pour s'établir à MRO 127,8 milliards. Cette amélioration fait suite à une baisse plus importante des dépenses (-23,5%) que des recettes (-5%).

Les recettes au titre des services se sont en effet repliées pour se situer à MRO 80 milliards au lieu de 84 milliards suite au recul de 35% enregistré par les recettes provenant des licences de pêche et consécutif à l'entrée en vigueur du nouvel accord de pêche avec l'Union Européenne. Ce dernier s'est en effet traduit par une diminution du nombre de licences accordées aux bateaux non européens afin de réduire l'effort de pêche pour préserver la pérennité des ressources halieutiques. L'impact de cette baisse a cependant été atténué par la progression de 14% enregistrée par les autres services.

Pour leur part, les dépenses en services se sont élevées à MRO 207,8 milliards enregistrant ainsi une baisse annuelle de plus de 23% en lien avec la réduction des paiements au titre du fret et des autres services.

III-1-3. Les Revenus

Le solde déficitaire de la balance des revenus a enregistré un redressement de 24% en 2015 pour se chiffrer à MRO 58,7 milliards suite notamment au versement de la première tranche de la redevance de pêche dans le cadre du nouvel accord conclu avec l'Union Européenne en 2015. Ce surplus de revenus a largement compensé la hausse des intérêts sur la dette extérieure.

III-1-4. Les Transferts courants

L'excédent de la balance des transferts sans contrepartie a sensiblement augmenté pour s'établir à MRO 58 milliards en 2015 au lieu de 34,4 milliards un an plus tôt. Cette évolution est attribuable tant à l'amélioration des entrées au titre des transferts privés (+68%) qu'à celle des transferts officiels (+70%) résultant de la hausse des aides budgétaires notamment à caractère bilatéral.

III-2. Le Compte de capital et d'opérations financières

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est redressé en 2015 pour s'établir à MRO 404,9 milliards, soit une hausse de 9,5% contre une diminution de 21,6% en 2014. Cette amélioration est attribuable essentiellement au renforcement des entrées nettes au titre des opérations liées aux dons et prêts officiels. Les flux nets au titre des investissements directs étrangers sont restés stables tandis que les flux financiers provenant des transactions privées sont apparus en recul.

Tableau 3. Évolution des soldes des comptes de capital et d'opérations financières	2013	2014	2015
(Chiffres en milliards MRO)			
Comptes de capital et d'opérations financières	472,1	369,9	404,9
Compte de capital	1,4	4,8	10
Compte d'opérations financières	470,6	365,1	394,9

Le compte de capital a dégagé un surplus de MRO 10 milliards au lieu de MRO 4,8 milliards en 2014. Cette progression reflète une hausse du montant des dons obtenus par le secteur public pour le financement des projets.

L'excédent du compte d'opérations financières s'est, quant à lui, accru de 8,2% pour se situer à MRO 394,9 milliards contre 365,1 milliards en 2014. Cette augmentation recouvre une hausse des investissements directs étrangers, un accroissement des flux nets provenant des emprunts publics et une baisse des flux financiers relatifs aux transactions privées.

Les flux nets au titre des investissements directs étrangers ont atteint MRO 163 milliards contre 151,7 milliards en 2014, soit une progression de 7,5% résultant de l'accroissement des investissements directs dans le secteur des hydrocarbures, ceux du secteur minier ayant connu une baisse. En effet, les investissements directs nets du secteur pétrolier ont augmenté de MRO 21 milliards pour atteindre 101,2 milliards en 2015, par suite de la diminution des sorties au titre du *cost oil* et de la poursuite des investissements dans le domaine de la prospection gazière.

Quant aux investissements directs étrangers dans le secteur minier, ils ont été marqués, d'une part, par une augmentation des flux rentrants pour la production d'or (+10 milliards de MRO) en rapport avec les actions engagées pour améliorer la teneur du minerai et, d'autre part, par une réduction de 60% des dépenses d'équipement dans le secteur du cuivre.

De leur côté, les flux au titre des emprunts extérieurs publics à moyen et long terme se sont traduits par des entrées nettes de MRO 130,6 milliards, montant en hausse de 93,8 milliards en raison principalement de l'accroissement des décaissements sur prêts. Ces derniers se sont en effet établis cette année à MRO 183,8 milliards contre 81,3 milliards en 2014, soit une hausse de 106,4 milliards recouvrant aussi bien une augmentation des financements obtenus dans le cadre du programme d'investissement public que des prêts en soutien à la balance des paiements.

Les ressources extérieures mobilisées au titre des prêts gouvernementaux sont ainsi passés de MRO 63,6 milliards en 2014 à 87,3 milliards en 2015, soit une progression de 23,7 milliards ou 37,3% en liaison avec l'accélération du rythme d'exécution du programme d'investissement public. De même, les décaissements au titre du soutien à la balance des paiements constitués essentiellement de dépôts à la Banque Centrale ont sensiblement augmentés pour se situer à MRO 96,5 milliards en 2015 au lieu de 13,8 milliards mobilisés en 2014.

S'agissant des paiements afférents à l'amortissement de la dette extérieure de l'Etat et des établissements publics, ils sont passés de MRO 44,4 milliards en 2014 à 53,2 milliards en 2015 dont 31,4 milliards à la charge du Trésor contre 24,7 milliards en 2014.

Pour leur part, les flux nets provenant des « autres opérations financières » ont affiché une baisse de 42,7% en s'établissant à MRO 101,2 milliards contre 176,5 milliards à la fin de l'exercice précédent. Cette évolution est imputable notamment à la diminution sensible des rapatriements des recettes d'exportation notamment ceux de la SNIM du fait de la chute de ses ventes.

Au total, le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent de MRO 51,5 milliards de MRO au lieu d'un déficit de 93,5 milliards en 2014. Cette amélioration s'est reflétée au niveau des réserves officielles de change qui se sont accrues pour atteindre USD 821,3 millions en fin 2015 soit 7,9 mois d'importations de biens et services (hors importations des industries extractives) contre 5,7 mois en 2014.

Tableau 4. Balance des paiements (Milliards MRO)	2011	2012	2013	2014	2015
Balance commerciale	79,0	(154,3)	(117,8)	(215,2)	(180,8)
Exportation	772,4	783,2	797,2	585,1	450,5
Minerai de fer	413,3	335,2	408,2	220,6	110,1
Pétrole	62,0	80,2	65,3	58,9	23,4
Cuivre	65,8	70,6	65,1	50,2	63,5
Or	113,6	132,2	141,7	123,2	108,3
Pêche	114,7	142,3	99,3	114,4	126,3
Autres	3,1	22,7	17,7	17,9	18,8
Importation, fob	(693,4)	(928,4)	(915,1)	(800,3)	(631,3)
Produits alimentaires	(81,7)	(113,2)	(112,9)	(112,7)	(128,0)
Produits pétroliers	(147,5)	(195,3)	(190,5)	(180,1)	(109,4)
Dont SNIM	(24,4)	(32,7)	(32,9)	(30,9)	(17,8)
MCM	(12,2)	(14,7)	(13,9)	(13,4)	(9,1)
Tasiast	(18,2)	(33,3)	(30,4)	(1,2)	(1,1)
Equipements importés pour les industries extractives	(338,0)	(481,6)	(474,9)	(308,1)	(241,6)
dont SNIM	(101,6)	(142,9)	(147,1)	(127,3)	(64,2)
MCM	(43,6)	(47,6)	(42,0)	(56,5)	(27,1)
Tasiast	(160,5)	(286,7)	(177,5)	(39,6)	(60,5)
Exploration pétrolière	(32,3)	(4,5)	(108,3)	(84,6)	(89,7)
Autres importations	(126,3)	(138,2)	(136,8)	(199,4)	(152,2)
Service et revenus (nets)	(198,8)	(311,5)	(305,7)	(263,9)	(185,9)
Services (nets)	(155,1)	(256,6)	(244,5)	(187,6)	(127,8)
dont licences pêche	16,4	3,5	8,4	33,3	21,6
Revenus (nets)	(43,7)	(56,0)	(61,2)	(76,4)	(58,1)
dont compensation pêche	29,3	26,7	27,2	-	20,2
Transferts courants (net)	42,5	95,6	42,2	34,4	58,0
Transferts privés (net)	8,8	12,6	17,1	15,1	25,2
Transferts officiels	33,7	83,0	25,1	19,3	32,8
dont allègement PPTE multilatéral 1/	0,7	0,3	-	-	-
Balance des Transactions Courantes	(77,2)	(371,3)	(381,3)	(444,7)	(308,6)
Compte de capital et d'opérations financières	140,3	537,3	472,1	369,9	404,9
Compte Capital	-	9,2	1,4	4,8	10,0
Autres	-	9,2	1,4	4,8	10,0
Compte d'opérations financières	140,3	528,0	470,6	365,1	394,9
Investissement direct (net)	165,5	410,4	338,5	151,7	163,0
Dont : industries pétrolières (net)	21,6	6,7	123,3	80,1	101,2
Prêt officiels à moyen et long terme	68,3	150,2	64,7	36,8	130,6
Décaissements	86,2	180,0	94,8	81,3	183,8
Principal exigible	(17,9)	(29,7)	(30,1)	(44,4)	(53,1)
Autres transactions privées en capital	(93,5)	(32,6)	67,4	176,5	101,2
Erreurs et omissions	8,0	(20,1)	(86,2)	(18,7)	(44,9)
Balance globale	71,1	145,8	4,5	(93,5)	51,5
Financement	(71,1)	(145,8)	(4,5)	93,5	(51,5)
Actifs extérieurs nets	(75,1)	(120,6)	(7,9)	89,9	(53,4)
BCM (net)	(55,0)	(141,7)	(8,5)	93,9	(63,0)
Avoirs	(64,6)	(137,0)	(10,8)	98,1	(58,2)
Engagements	9,6	(4,7)	2,4	(4,2)	(4,9)
Banques commerciales (nets)	(7,2)	25,3	1,8	(5,3)	4,7
Comptes pétrolier	(13,0)	(4,1)	(1,2)	1,3	5,0
Financement exceptionnel	4,0	(25,3)	3,3	3,2	1,9

Source : BCM

IV. DETTE EXTERIEURE



IV-1. L'encours de la dette extérieure

Au terme de l'année 2015, l'encours de la dette extérieure s'est établi à USD 3 831,8 millions, en hausse de 10,5% par rapport au niveau enregistré à fin 2014. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des tirages sur emprunts extérieurs entraînant un flux nets positif d'USD 435,9 millions.

La structure de l'encours de la dette extérieure par catégorie de créancier reste dominée par les institutions multilatérales avec 60,2% du total de la dette contre 39,8% pour les créanciers bilatéraux.

Pour sa part, le ratio de la dette extérieure publique par rapport au PIB s'est établi 80,6%, en 2015 contre 65,4% en 2014 du fait non seulement des nouveaux tirages sur emprunts mais aussi de la contraction du PIB en USD. En dépit de cette évolution, la dette extérieure demeure soutenable car elle est constituée pour l'essentiel de prêts contractés à des conditions très concessionnelles.

Tableau 5. Encours de la dette par catégorie de créancier

	2013		2014		2015	
	En millions USD	En %	En millions USD	En %	En millions USD	En %
TOTAL	3 455,9	100%	3 468,1	100%	3 831,8	100%
A. BILATERAUX	1 280,4	37%	1 262,8	36%	1 524,1	39,8%
B. MULTILATERAUX	2 175,5	63%	2 205,3	64%	2 307,8	60,2%
État	2 584,0	75%	2 692,1	78%	2 834,1	74%
1. Bilatéraux	977,1	28%	989,9	29%	984,1	26%
2. Multilatéraux	1 606,9	46%	1 702,2	49%	1 850,0	48%
BCM	178,0	5%	157,8	5%	451,0	12%
1. Bilatéraux	25,8	1%	23,5	1%	321,3	8%
2. Multilatéraux	152,2	4%	134,3	4%	129,7	3%
SNIM	693,9	20%	618,2	18%	546,8	14%
1. Bilatéraux	277,5	8%	249,4	7%	218,7	6%
2. Multilatéraux	416,4	12%	368,8	11%	328,0	9%

IV-1-1. La dette bilatérale

L'encours de la dette bilatérale a enregistré une progression de 20,7% au titre de l'année 2015 pour s'établir à USD 1 524,1 millions dont 54,8% dû aux créanciers bilatéraux arabes, 22,6% aux bilatéraux membres du Club de Paris et 22,1% à la Chine.

L'augmentation de la dette bilatérale au cours de l'année 2015 est due essentiellement aux nouveaux décaissements provenant du Royaume d'Arabie saoudite, des Emirats Arabes Unis et de la Chine.

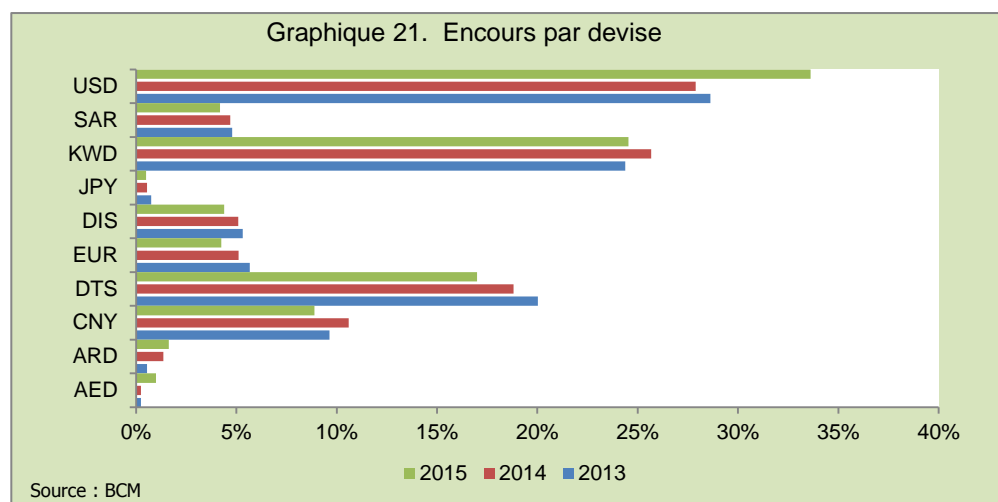
IV-1-2. La dette multilatérale

Avec un encours d'USD 2307,8 millions, en hausse de 4,6%, par rapport à 2014, les institutions de développement multilatérales constituent le premier groupe de créanciers de la Mauritanie avec une part représentant 60,2% de l'encours totale de la dette extérieure.

Le FADES reste le premier créancier de la Mauritanie avec une part de 34,3% de la dette multilatérale, devant l'IDA et la BID qui en détiennent respectivement 17,7% et 9,8%.

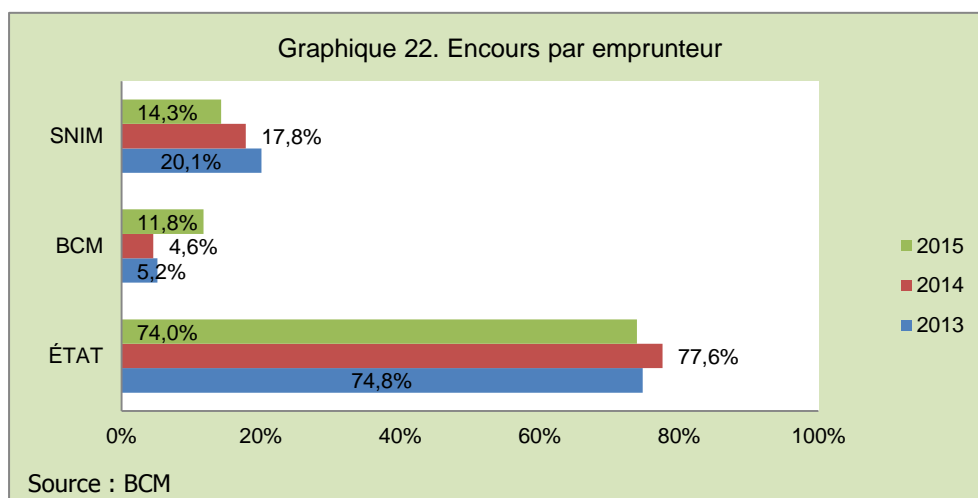
IV-1-3. Les encours par devise

En 2015, la structure de la dette extérieure par devise s'est caractérisée par le renforcement de la part de la dette libellée en dollar américain (USD) au détriment des autres devises, notamment celles libellées en dinar koweïtien (KWD) et en DTS. En effet, la part de la dette libellée en USD dans le portefeuille de la dette extérieure s'est renforcée par rapport à l'année dernière, passant de 27,9% à 33,6%. En revanche, les parts de KWD et du DTS dans l'ensemble de l'encours ont diminué pour se situer, respectivement, à 24,5% et 17,0% contre 25,7% et 18,8%, en 2014



Le changement de la structure de l'encours par devise observé en 2015 découle essentiellement du niveau des flux nets d'endettement dans les principales monnaies et de la variation de leur taux de change par rapport au dollar.

IV-1-4. Les encours par emprunteur



En 2015, la part de l'État dans l'encours total de la dette extérieure a reculé pour se situer à 73,9% au lieu de 77,6%. Quant aux engagements extérieurs des autorités monétaires, ils ont enregistré un net accroissement pour représenter 11,8% du total de la dette en 2015, contre 4,6% en 2014 suite à un accroissement des dépôts en devises qui a porté la dette de la Banque centrale à USD 451,0 millions.

S'agissant des autres entreprises publiques, leur proportion dans l'encours total de la dette publique est passée de 17,9% en 2014 à 14,3% en 2015 en raison principalement de la baisse de la dette de la SNIM, dont la part dans la dette totale est revenue en un an de 17,8% à 14,2%.

IV-2. Le Service de la dette extérieure

En 2015, le service de la dette extérieure publique s'est élevé à USD 236,4 millions contre USD 243,0 millions en 2014, enregistrant ainsi une diminution de 2,7%. Cette évolution s'explique essentiellement par une baisse d'USD 17,2 millions au titre de l'amortissement de la dette de la SNIM.

Les paiements du service de la dette au titre du principal représentent 71,1% du total et ceux des intérêts 28,9%, contre des parts respectives de 73,2% et 26,8% au cours de l'année précédente. Rapportés aux exportations de biens et services, les paiements au titre du service de la dette sont passés de 11% en 2014 à 14,4% en 2015 en liaison avec la baisse des exportations.

Tableau 6. Évolution du service de la dette publique

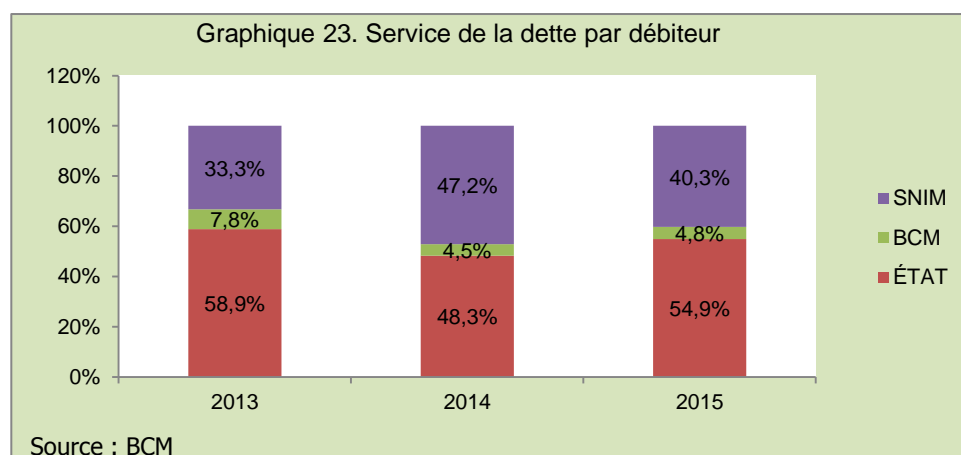
En millions USD		2014				2015			
	Principal	Intérêts	Total	En % I	Principal	Intérêts	Total	En %	
TOTAL	177,9	65,2	243,0	100,0%	168,0	68,4	236,4	100,0%	
A. BILATERAUX	54,9	24,2	79,2	32,6%	65,7	28,2	93,9	39,7%	
B. MULTILATERAUX	122,9	40,9	163,8	67,4%	102,2	40,2	142,5	60,3%	
État									
Total État	79,0	38,5	117,5	48,3%	90,5	39,4	129,8	54,9%	
1. Bilatéraux	22,7	13,7	36,4	15,0%	33,6	14,1	47,7	20,2%	
2. Multilatéraux	56,3	24,8	81,0	33,4%	56,8	25,3	82,1	34,7%	
BCM									
Total BCM	10,9	-	10,9	4,5%	6,8	4,5	11,4	4,8%	
1. Bilatéraux	2,2	-	2,2	0,9%	2,2	4,5	6,7	2,9%	
2. Multilatéraux	8,6	-	8,6	3,6%	4,6	0,0	4,6	2,0%	
SNIM									
Total SNIM	88,0	26,7	114,7	47,2%	70,7	24,5	95,2	40,3%	
1. Bilatéraux	30,0	10,5	40,5	16,7%	29,9	9,6	39,5	16,7%	
2. Multilatéraux	58,0	16,2	74,2	30,5%	40,8	14,9	55,7	23,6%	

IV-2-1. Le service de la dette par créancier

Ventilé par type de créancier, le total du service de la dette extérieure montre que les paiements effectués en 2015, ont bénéficié aux créanciers bilatéraux à hauteur de 39,7% contre 32,6% en 2014. Sur le total du service de la dette bilatérale, 43,1% des paiements ont été effectués au profit des créanciers membres du Club de Paris, 24,1% pour le compte des partenaires bilatéraux arabes et 26,7% pour la Chine.

En revanche, la part des paiements du service de la dette en faveur des créanciers multilatéraux a enregistré une baisse pour se situer à 60,3% contre 67,4% en 2014. Sur le total du service de la dette multilatérale, 33,8% des paiements ont été effectués au profit du FADES, 16,3% pour le compte de la BID et 16,0% pour la BEI.

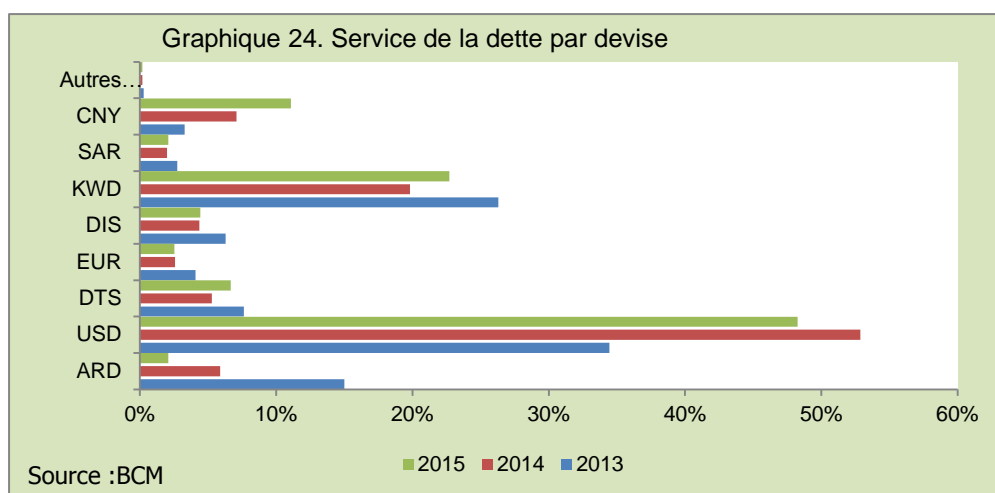
IV-2-2. Le service de la dette par débiteur



La part des paiements effectués par l'État au titre de sa dette en 2015 a représenté 54,9% du service total payé contre 48,3% en 2014. En revanche, service de la dette payé par la SNIM a diminué pour s'établir à 40,3% contre 47,2% en 2014.

Pour ce qui est du service de la dette honoré par la BCM, sa part dans le total du service de la dette payé a légèrement augmenté pour se situer à 4,8% en 2015, contre 4,5% l'année passée.

IV-2-3. Le service de la dette par devise



Au niveau de la ventilation du service de la dette par devise, le dollar demeure la monnaie principale de paiement. Sa part dans le total du service de la dette s'est inscrite en hausse pour atteindre 52,9% en 2015 au lieu de 48,3% en 2014. Aussi, les parts de la dette libellée en Dinar koweïtien (KWD) et en Yuan Chinois (CNY) dans le total des remboursements ont augmenté passant, respectivement, de 19,8% et 7,1% en 2014 à 22,7% et 11,1, en 2015.

Cette évolution s'explique par la fin du différé d'amortissement pour certains prêts libellés en KWD et en CNY.

IV-3. Les Décaissements sur emprunts extérieurs

Au cours de l'année 2015, les tirages sur emprunts extérieurs effectués par le secteur public ont totalisé USD 603,8 millions, soit le double de ceux enregistrés l'année dernière.

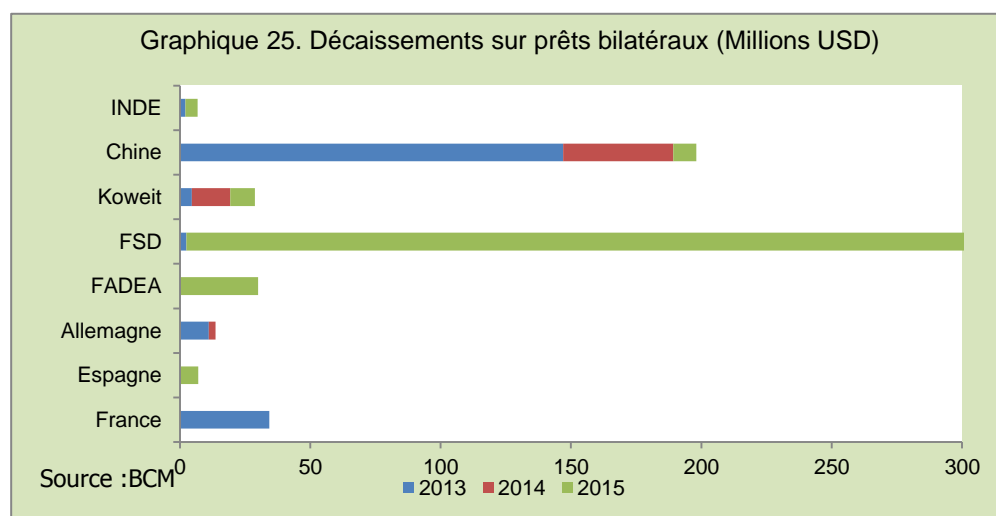
L'évolution de la structure des tirages par catégorie de créancier fait apparaître une consolidation des décaissements en provenance de créanciers bilatéraux, soit 59,6% contre 40,4% pour les multilatéraux en 2015 au lieu de, respectivement, 19,6% et 80,4% en 2014.

Tableau 7. Évolution des décaissements

	2013		2014		2015	
	En millions USD	En % du total	En millions USD	En % du total	En millions USD	En % du total
TOTAL	416,1	100,0%	303,5	100,0%	603,8	100,0%
A. BILATERAUX	201,7	48,5%	59,6	19,6%	359,9	59,6%
B. MULTILATERAUX	214,4	51,5%	243,9	80,4%	244,0	40,4%
Total Etat	255,2	61,3%	290,5	95,7%	303,8	50,3%
1. Bilatéraux	156,3	37,6%	57,0	18,8%	59,9	9,9%
2. Multilatéraux	98,9	23,8%	233,5	76,9%	244,0	40,4%
Total BCM	17,0	4,1%	0,0	0,0%	300,0	49,7%
1. Bilatéraux	0,0	0,0%	0,0	0,0%	300,0	49,7%
2. Multilatéraux	17,0	4,1%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Total SNIM	143,9	34,6%	13,0	4,3%	0,0	0,0%
1. Bilatéraux	45,4	10,9%	2,6	0,9%	0,0	0,0%
2. Multilatéraux	98,5	23,7%	10,4	3,4%	0,0	0,0%

IV-3-1. Les décaissements sur prêts bilatéraux

Les ressources mobilisées auprès de créancier bilatéraux ont enregistré une forte hausse pour atteindre USD 359,9 millions en 2015 contre USD 56,9 millions en 2014, suite notamment à l'accroissement des décaissements provenant du Fonds saoudien de développement qui ont porté sur un montant d'USD 300 millions.

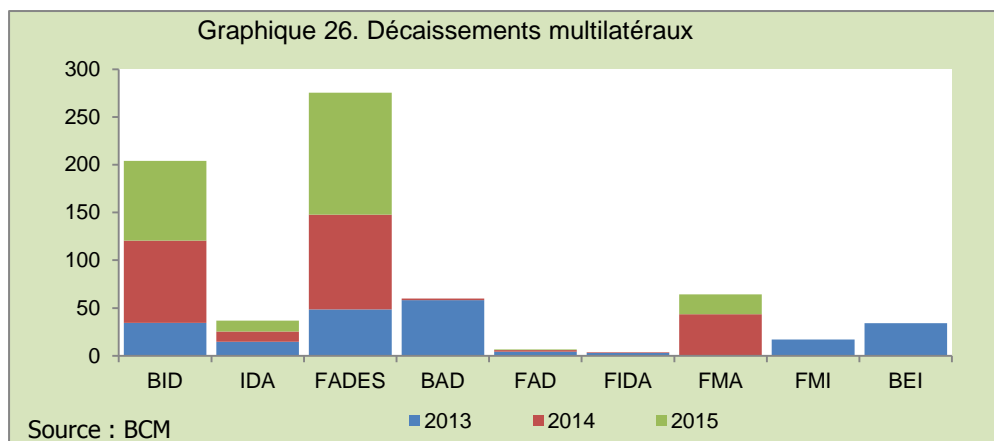


Les tirages effectués sur les prêts bilatéraux ont représenté 59,6% du total des décaissements en 2015, dont 9,9% pour le compte de l'Etat et 49,7% pour la BCM.

L'essentiel des ressources bilatérales mobilisées par l'Etat provenaient de la Chine dans le cadre des projets de Route Nema-Bangou-Bassiknou-Vassala et de l'extension du port autonome de Nouakchott tandis que les décaissements en faveur de la BCM étaient consentis par le FSD sous forme d'appui à la balance des paiements.

IV-3-2. Les décaissements sur prêts multilatéraux

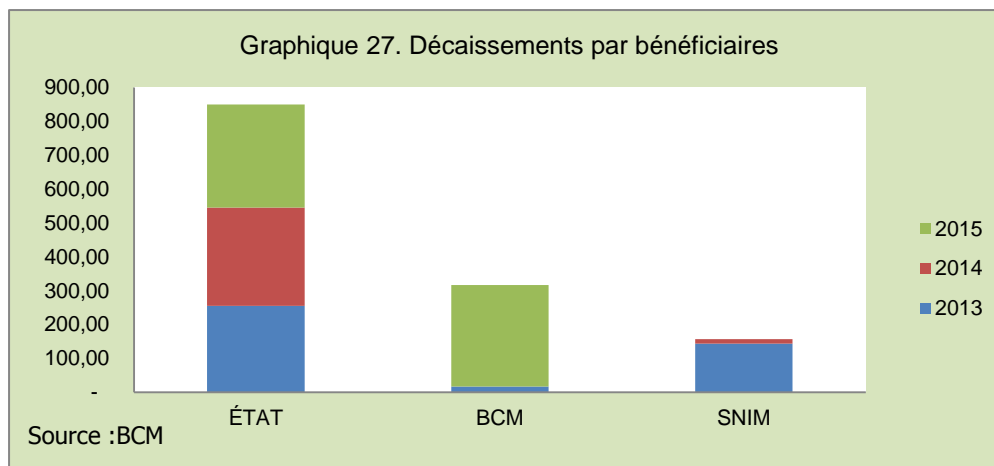
Les décaissements dans le cadre de la coopération multilatérale se sont élevés à USD 244,0 millions USD, soit le même niveau qu'en 2014. La répartition des tirages multilatéraux par bailleur a fait ressortir, en 2015, une prépondérance du FADES avec 52,3% du total décaissé, suivi de la BID et du FMA avec respectivement 34,1% et 8,5%.



L'essentiel des ressources multilatérales a été mobilisé par le gouvernement auprès du FADES et de la BID pour servir principalement au financement des projets d'alimentation en eau potable et de la construction de la Centrale duale Nouakchott Nord de 180 MW.

Par ailleurs, la répartition des tirages multilatéraux par bénéficiaire montre que les flux mobilisés ont servi à hauteur de 100% au profit de l'État, contre, 95,7% en 2014.

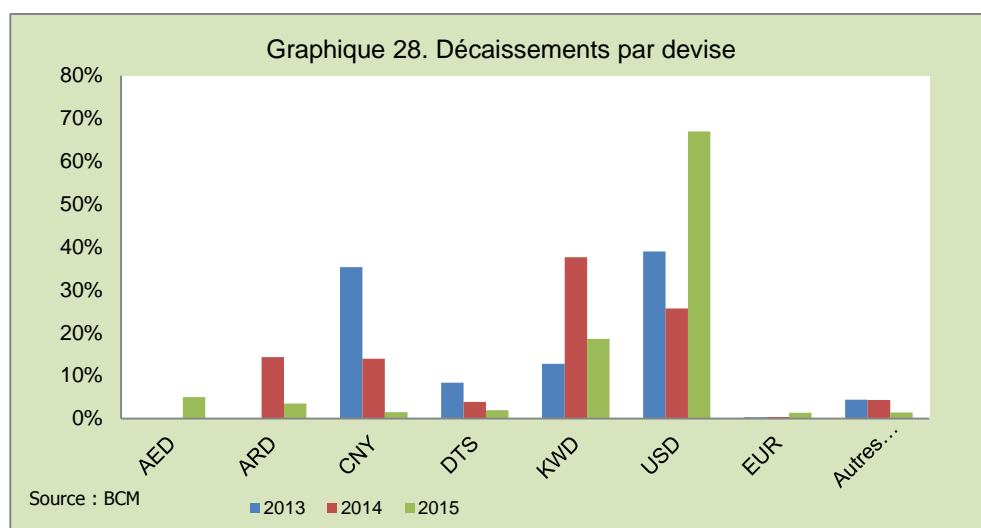
IV-3-3. Répartition des décaissements par bénéficiaires



Au cours de l'année 2015, la structure des tirages par bénéficiaire a été fortement modifiée en faveur de la BCM dont la part dans le total des décaissements a atteint 49,7%, alors que celle de l'Etat est passée d'une année à l'autre de 95,7% à 50,3%. En effet, les décaissements pour le compte de l'Etat se sont élevés à USD 303,8 millions en 2015 contre 290,5 millions l'année précédente.

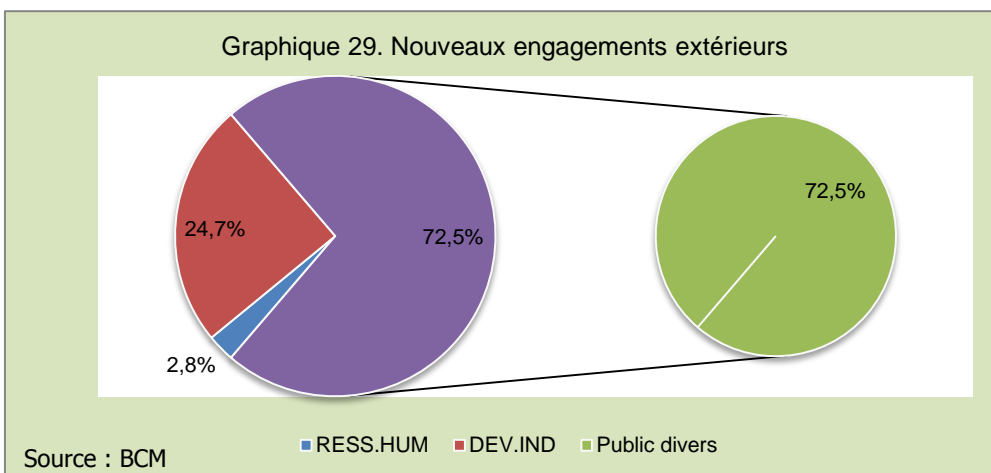
IV-3-4. Les décaissements par devise

L'ampleur des flux des tirages et les variations des cours des principales monnaies d'endettement par rapport au dollar au cours de l'année 2015 ont changé la structure de décaissements par devise en faveur du dollar américain et du dirham des Emirats Arabes Unis (AED) des autres devises, notamment, le dinar koweïtien, le dinar arabe et le yuan chinois.



En effet, le dollar a consolidé sa position en tant que première monnaie d'endettement avec une part de 67,0% du total de tirages, soit une hausse de 41,3% par rapport à 2014. Cette consolidation est attribuable aussi bien aux tirages libellés en dollar qu'à l'appréciation de cette devise au cours de l'année 2015 par rapport aux autres monnaies de tirages.

IV-4. Nouveaux engagements extérieurs



Les nouveaux accords de prêts contractés en 2015 ont porté sur un montant d'USD 440,8 millions dont 72,5% avec les créanciers bilatéraux et de 27,5% avec les organismes multilatéraux. Cette enveloppe est destinée à hauteur de 24,7% au financement des projets de développement industriel, 2,8% aux ressources humaines et de 72,5% aux autres secteurs.

Ces nouveaux engagements sont, en général, assortis de conditions financières très favorables en termes de taux d'intérêt et de maturité. Ainsi, le taux d'intérêt moyen est estimé à 2,4% pour une durée totale moyenne de 15,4 ans dont 4,4 ans de différé d'amortissement.

V. FINANCES PUBLIQUES



Dans un contexte économique marqué par la baisse des revenus miniers en liaison avec la chute des cours du minerai de fer, la politique budgétaire telle qu'elle apparaît à travers les orientations des lois de finances 2015, vise à préserver la soutenabilité des finances publiques à travers l'amélioration des recettes fiscales et la rationalisation des dépenses de fonctionnement. Tout en consolidant l'équilibre budgétaire, les ressources attendues devaient permettre de soutenir l'effort d'investissement dans les infrastructures de base et la poursuite de l'action de l'Etat dans le domaine social.

V-1. Lois de finances 2015

Reflétant les orientations de la politique budgétaire, la LFI 2015 prévoyait de ramener le déficit budgétaire hors dons à 6% du PIB au lieu de 7,4% du PIB dans la LFR 2014, grâce à une hausse des recettes intérieures suite à une mobilisation accrue des recettes fiscales qui compenserait largement la baisse attendue des recettes non fiscales en liaison avec la diminution des dividendes en provenance de la SNIM. En effet, les recettes fiscales étaient projetées en hausse de 11% sur la base d'un taux de croissance économique de 6% en 2015.

Quant aux dépenses totales, elles étaient prévues en hausse de 1,9% dans la LFI 2015 traduisant la poursuite des efforts de rationalisation des charges de fonctionnement et par le maintien d'un niveau soutenu de dépenses d'investissement en raison de leur impact sur la relance de la croissance, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Les actions à caractère social ont été maintenues à travers les transferts en faveur des couches les plus défavorisées notamment le soutien au prix des produits de première nécessité dans le cadre de la poursuite du programme EMEL.

Au plan fiscal, les aménagements introduits dans la loi de finances initiale 2015 ont porté essentiellement sur le relèvement du taux de la TVA qui passe de 14% à 16%.

Pour tenir compte des évolutions enregistrées au niveau des recettes et des dépenses réalisées par rapport aux prévisions de la LFI, une loi de finances rectificative a été adoptée en 2015. Ainsi, les recettes fiscales et celles provenant des revenus au titre des dividendes ont été revues à la baisse en liaison avec le ralentissement de l'activité économique et une chute des prix du fer plus importante que prévue. En revanche, les recettes non fiscales ont été accrues pour tenir compte du surplus de recettes au titre des comptes spéciaux et des revenus provenant du renouvellement des licences de téléphonie mobile ainsi que la redevance de pêche au titre de l'accord avec l'UE.

Les principaux aménagements fiscaux introduits par la LFR 2015 portaient sur le relèvement de la taxation des produits pétroliers à travers notamment l'augmentation du taux de la TVA de 18% à 20%, la majoration des tarifs de la taxe de consommation de 30 UM par litre et/ou par kg et l'application de la valeur en douane comme assiette pour le calcul du droit fiscal à l'importation.

Par ailleurs, pour consolider les principes et mécanismes de bonnes pratiques en matière de gestion des deniers publics, un projet de loi organique des lois de finances (LOLF) est en cours de préparation en vue de (i) renforcer l'efficacité, l'efficience et la cohérence des politiques publiques ; (ii) améliorer la qualité du service public fourni aux citoyens et la maîtrise de la dépense y afférente ; (iii) approfondir la transparence des finances publiques et (iv) accroître le rôle du Parlement dans le débat budgétaire, le contrôle financier et l'évaluation des politiques publiques.

V-2. L'exécution budgétaire

L'exécution budgétaire en 2015 fait apparaître un niveau de recettes totales conforme aux prévisions de la de LFR. En revanche, les dépenses réalisées se sont avérées plus importantes que prévu en raison du dépassement enregistré au niveau des dépenses d'équipement. Comparées aux réalisations budgétaires de 2014, les recettes globales ont enregistré une hausse de 8,5% en 2015 tandis que les dépenses et prêts nets ont connu une augmentation de 7,2%. Dans ces conditions, le déficit budgétaire global (dons compris) s'est établi à MRO 53,5 milliards ou 3,6% du PIB hors pétrole contre MRO 55,2 milliards ou 3,7% en 2014. Hors dons, le solde budgétaire affiche un déficit de MRO 81,8 milliards ou 5,5% du PIB hors pétrole en 2015 contre MRO 57,3 milliards ou 3,9% du PIB hors pétrole en 2014.

Compte tenu de la baisse des engagements de l'Etat au titre des bons du Trésor, le financement du déficit budgétaire a été assuré essentiellement par le recours aux ressources extérieures à des conditions concessionnelles et, dans une moindre mesure, aux ressources accumulées par l'Etat auprès de la Banque centrale.

V-2-1. Les Ressources budgétaires

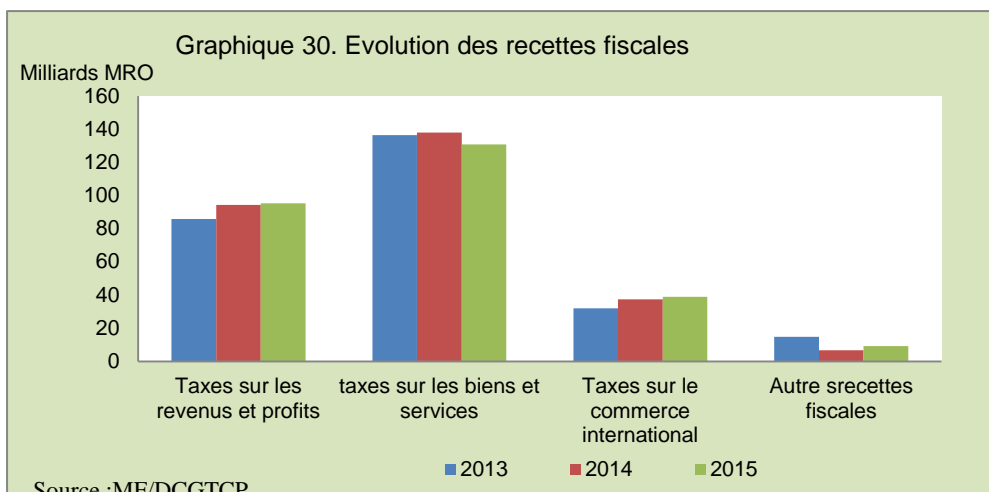
Les recettes budgétaires totales ont atteint MRO 460,2 milliards en 2015, enregistrant une augmentation de MRO 36,2 milliards ou 8,5% par rapport à 2014. Cette hausse est attribuable aux recettes non fiscales (y compris dons et recettes pétrolières) qui ont connu une hausse de 33% en 2015 tandis que les recettes fiscales ont accusé une baisse de 3,9%.

V-2-1-a. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont accusé une baisse de 3,9% en 2015 pour se situer à MRO 269,6 milliards, en liaison avec le tassement de l'activité économique. Cette évolution recouvre une amélioration des impôts directs et une baisse des impôts indirects.

S'agissant des recettes au titre des impôts directs, elles se sont chiffrées à MRO 95,2 milliards, enregistrant ainsi une hausse modérée de 0,9% par rapport au niveau atteint en 2014, en rapport avec le ralentissement de l'activité économique en 2015 notamment au niveau du secteur minier (y compris la SNIM). L'essentiel, des recettes au titre des impôts directs provient de l'ITS, l'impôt sur les sociétés (BIC-BNC) et l'impôt minimum forfaitaire douane, soit respectivement 41%, 36,5% et 14,7%. En 2015, l'impôt sur les sociétés a rapporté MRO 34,8 milliards, soit une légère hausse de 2,1%.

De même, l'ITS a procuré un montant de MRO 39,0 milliards en hausse de 2,8% tandis que l'impôt minimum forfaitaire douane a généré des recettes de MRO 14 milliards en progression de 6,2%.



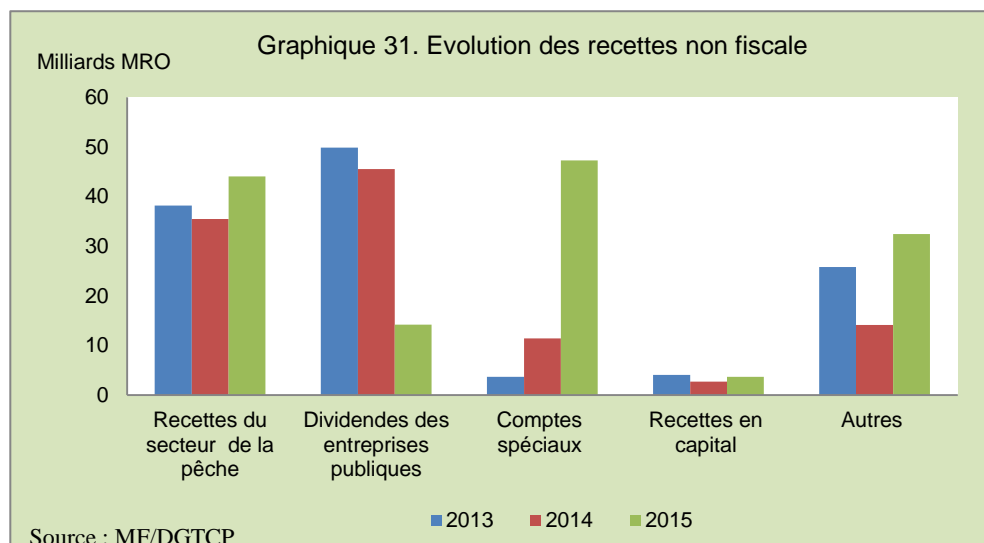
S'agissant des impôts indirects, ils ont rapporté en 2015 un montant de MRO 174,8 milliards, en recul de 6,3% par rapport à l'exercice précédent, à cause, principalement, de la baisse des taxes sur les biens et services. Ces dernières ont en effet accusé une diminution de 5,2% pour se chiffrer à MRO 130,9 milliards sous l'effet de la contraction des recettes au titre de la TVA sur les importations et surtout de la taxe unique sur la SNIM. Celle-ci n'a rapporté que MRO 7,5 milliards marquant ainsi une contraction de 62,7% due à la chute des recettes d'exportation de la SNIM suite à l'effondrement des cours du fer. Pour sa part, la TVA sur les importations a connu un repli de 5,7% pour se situer à MRO 59,6 milliards en liaison avec la diminution de la valeur des importations. En revanche, les recettes générées par la TVA sur les transactions intérieures ont connu une hausse de 12,6% pour s'élever à MRO 44,5 milliards tandis que les droits de consommation sur certains produits (tabac, sucre, thé, ciment) ont fourni un montant de MRO 10,5 milliards en progression de 20,5% par rapport à 2014. De même, les taxes sur les produits pétroliers ont fourni des recettes de MRO 5,8 milliards, en hausse de 65,6% suite au relèvement de la taxation sur ces produits.

S'agissant des taxes sur le commerce international, elles ont connu une amélioration de 4,1% pour s'établir à MRO 38,8 milliards en relation avec la révision de la taxation de certains produits à l'import.

En 2015, les prélèvements fiscaux ont représenté 17,5% du PIB, soit à peu près la même proportion que celle enregistrée l'année précédente.

V-2-1-b. Les recettes non fiscales hors dons

En 2015, les recettes non fiscales hors dons ont atteint MRO 149,1 milliards marquant une progression annuelle de 27,1%. Cette expansion est due essentiellement aux revenus au titre des comptes spéciaux ainsi que les ressources provenant du renouvellement des licences de téléphonie mobile et les revenus de la pêche.



Les recettes au titre des comptes spéciaux se sont accrues de près de MRO 36 milliards en 2015 pour s'établir à MRO 47,3 milliards grâce notamment au surplus généré par le différentiel entre les prix des hydrocarbures à la pompe et les prix à l'importation. Ce différentiel est collecté par les distributeurs de carburant et reversé au Trésor public qui l'inscrit comme recettes du Fonds d'Aide et d'Intervention pour le Développement (FAID). Quant aux entrées au titre des autres recettes non fiscales, elles ont enregistré une hausse de MRO 18,3 milliards en 2015, due essentiellement aux produits générés par le renouvellement des licences de téléphonie mobile. Pour leur part, les revenus de la pêche se sont accrus de 24,2% en 2015 pour s'élever à MRO 44,1 milliards suite au versement de la première tranche de la redevance de pêche d'un montant de MRO 19,9 milliards dans le cadre du renouvellement de l'accord de pêche avec l'Union Européenne.

S'agissant des dividendes et redevances provenant des entreprises publiques ou semi-publiques, ils se sont inscrits en forte baisse, passant de MRO 45,5 milliards en 2014 à MRO 14,2 milliards en 2015, soit une régression de 68,8% traduisant l'absence de versement de dividendes par la SNIM, la chute des cours du minerai de fer ayant fortement pesé sur l'exploitation de la société. Le dividende versé par la BCM à l'Etat s'est élevé à MRO 3,1 milliards, soit 21,5% de l'ensemble des dividendes et redevances perçus par l'Etat en 2015.

En ce qui concerne les recettes minières, elles ont affiché une baisse de 20,6% pour se chiffrer à MRO 6,1 milliards en 2015 suite à la diminution des recettes d'exploitation en relation avec la morosité du secteur minier. Quant aux recettes en capital, elles ont progressé de MRO 1 milliard suite à l'augmentation des revenus tirés de la vente de terrains.

V-2-1-c. Les dons

Les dons se sont élevés en 2015 à MRO 28,3 milliards contre MRO 2,2 milliards en 2014. Ce rebond est principalement lié à l'augmentation des dons au titre de l'aide budgétaire qui s'est élevée à MRO 20,5 milliards en 2015, soit une augmentation de MRO 19,5 milliards par rapport à 2014.

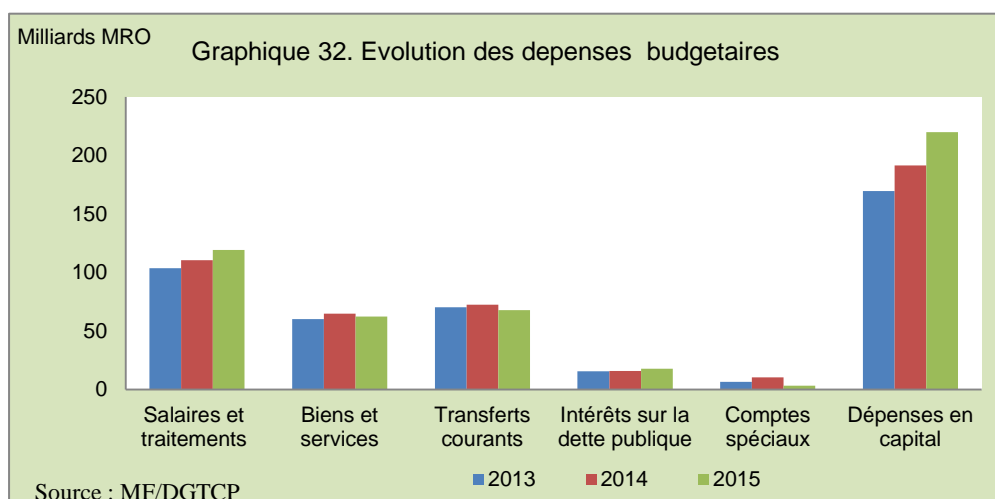
attribuable à un appui budgétaire de l'Arabie Saoudite pour un montant de MRO 16 milliards. Les dons projets se sont, eux aussi, inscrits en hausse pour atteindre MRO 7,8 milliards en 2015 au lieu de MRO 1,6 milliard en 2014.

V-2-2. Les Dépenses budgétaires

En 2015, les dépenses de l'Etat ont totalisé MRO 513,7 milliards contre MRO 479,1 milliards en 2014, soit un accroissement de 7,2%. Rapporté au PIB, elles ont représenté 33,4% contre 30% en 2014. La hausse des dépenses globales est due, en grande partie, à l'augmentation des dépenses d'investissement, la progression des charges courantes ayant été beaucoup plus faible.

V-2-2-a. Les dépenses courantes

La politique de rationalisation des dépenses de l'État s'est reflétée à travers la maîtrise des charges de fonctionnement. Celles-ci n'ont progressé que de 1,1% en 2015, atteignant ainsi MRO 290,9 milliards contre MRO 287,64 milliards en 2014. Cette évolution englobe notamment une augmentation des charges salariales qui se sont chiffrées à MRO 119,4 milliards, soit une progression de 8,1% attribuable notamment aux nouveaux recrutements dans la fonction publique. De même, les charges en intérêts de la dette publique se sont alourdies de MRO 2 milliards du fait de l'augmentation des intérêts tant sur la dette extérieure qu'intérieure en liaison avec les nouveaux engagements extérieurs, d'une part, et l'accroissement des intérêts sur la dette intérieure, d'autre part.



S'agissant des dépenses sur biens et services, après avoir connu une hausse de 7,6% en 2014 du fait notamment de l'organisation des élections présidentielles au cours de cette année, elles sont revenues à MRO 62,4 milliards accusant ainsi une contraction de 3,7%. Quant aux dépenses de subvention des prix des produits alimentaires de base, elles ont fléchi de 6,5% s'établissant à MRO 67,8 milliards, à la suite de la baisse des prix de ces produits subventionnés en relation avec le fléchissement des cours mondiaux et la hausse de la production nationale de céréales. Le niveau assez élevé de ces dépenses reflète la poursuite des actions de l'Etat en faveur des populations vulnérables dans le cadre du programme EMEL.

V-2-2-b. Les dépenses d'investissement et prêts nets

Reflétant la volonté des pouvoirs publics de poursuivre l'effort soutenu en faveur des investissements structurants mieux à même de favoriser une croissance inclusive permettant de répondre aux attentes en matière de création d'emplois et de réduction de la pauvreté, les dépenses d'investissement et prêts nets ont progressé de MRO 28,4 milliards ou 14,8% pour atteindre MRO 219,9 milliards en 2015. La hausse des dépenses d'équipement a concerné aussi bien les dépenses sur ressources propres de l'État que celles financées sur ressources extérieures.

Cet effort en faveur des investissements a été financé aussi bien sur ressources extérieures qu'intérieures. Les dépenses d'équipement sur ressources propres de l'État ont atteint MRO 141,7 milliards contre MRO 133,6 milliards en 2014, soit une hausse de MRO 8,2 milliards ou 6,1%. Dans le même temps, les investissements financés sur ressources extérieures ont totalisé MRO 78,2 milliards et progressé de 35,1%.

La structure des dépenses fait ressortir une augmentation de la part des dépenses d'investissement dans le total des dépenses, passant de 40% en 2014 à 42,8% en 2015 alors que celle des dépenses courantes a reculé de 60% à 56,6%.

V-2-3. Le Solde budgétaire et son financement

L'exécution budgétaire en 2015 s'est soldée par un déficit de MRO 53,5 milliards contre MRO 55,2 milliards en 2014, soit une baisse de 2,9% due à une hausse des recettes globales plus importante que celle des dépenses. La couverture du déficit budgétaire a été assurée grâce au recours aux financements intérieurs et surtout aux emprunts extérieurs.

Au niveau intérieur, le financement des besoins du Trésor a été assuré essentiellement par le recours aux ressources accumulées auprès de la BCM entraînant une détérioration de la position nette du Gouvernement auprès de la Banque centrale de MRO 24,2 milliards, tandis que celle envers les banques s'est améliorée de MRO 21,4 milliards reflétant un désendettement important du Trésor vis-à-vis du système bancaire suite au non renouvellement par certaines banques de leur stock de bons du trésor en liaison avec la baisse de leur liquidité. En effet, l'encours des bons du Trésor détenus par les banques a enregistré une diminution de MRO 23,1 milliards pour se situer à MRO 14,5 milliards. En revanche, l'encours des bons du Trésor non bancaire s'est accru de MRO 8,9 milliards pour atteindre MRO 50,7 milliards reflétant une substitution du financement bancaire par le financement non bancaire. Au total, la situation intérieure nette du trésor s'est améliorée de MRO 5 milliards traduisant un désendettement net du Trésor au niveau intérieur.

S'agissant du financement extérieur net, il s'est établi à MRO 57,2 milliards contre MRO 50,2 milliards en 2014, soit une hausse de MRO 7,0 milliards reflétant un recours accru aux emprunts extérieurs. En effet, les engagements extérieurs se sont accrus de MRO 7,1 milliards, contre MRO 4,8 milliards pour les remboursements. Le FRNH a contribué au financement du déficit à hauteur de MRO 18 milliards contre MRO 24,9 milliards en 2014. Quant au financement exceptionnel provenant de l'allègement de la dette extérieure, il a atteint MRO 2,6 milliards contre MRO 3,1 milliards en 2014.

VI. LA MONNAIE



VI-1. La Politique monétaire

En 2015, la BCM a poursuivi sa politique monétaire axée sur la stabilité des prix dans un contexte de liquidité bancaire globalement excédentaire. A cet effet, elle a maintenu inchangés son taux directeur et le taux de la réserve obligatoires respectivement à 9% et 7%.

Au niveau opérationnel, la régulation de la liquidité bancaire s'est limitée aux retraits des liquidités effectués à travers les adjudications hebdomadaires de bons du trésor, d'une part, et les interventions sur le marché des changes, d'autre part. En 2015, le taux moyen pondéré des adjudications de bons du trésor est resté assez faible, évoluant entre 3,4% et 3,8%, en raison du faible recours du trésor au financement bancaire et d'un niveau de liquidité bancaire relativement élevé.

Si le volume des retraits n'a pas permis d'éponger toute la liquidité excédentaire, l'excès de trésorerie non retiré n'est pas distribué sous forme de crédit car celui-ci est souvent jugé trop risqué par les banques, d'autant plus que l'essentiel de leurs ressources est constitué de dépôts à vue pouvant être retirés à tout moment. Compte tenu de la faiblesse des rendements des bons du trésor, de l'absence d'instruments de placement alternatif, et de l'incertitude du refinancement en cas de besoin, l'excès de liquidité vient en général alimenter la demande de devises sur le marché des changes entretenant ainsi les pressions sur le taux de change de l'ouguiya.

Le secteur bancaire mauritanien connaît, depuis quelques années, une situation de surliquidité qui réduit l'efficacité de la politique monétaire en affaiblissant ses canaux de transmission. Cet excès de liquidité résulte notamment d'un accroissement substantiel des revenus miniers qui s'est accompagné d'une réduction des besoins de financement du Gouvernement tandis que la progression des crédits au secteur privé est restée relativement modérée.

En vue de renforcer l'efficacité des politiques monétaire et de change, une réforme du cadre opérationnel de gestion de la liquidité et du change est en cours. Elle permettra notamment de consolider les capacités opérationnelles de la BCM en vue d'une meilleure régulation de la liquidité bancaire. Ainsi, les instruments existants seront renforcés tandis que de nouveaux outils seront institués pour faciliter le retrait ou l'injection de liquidité en cas de besoin.

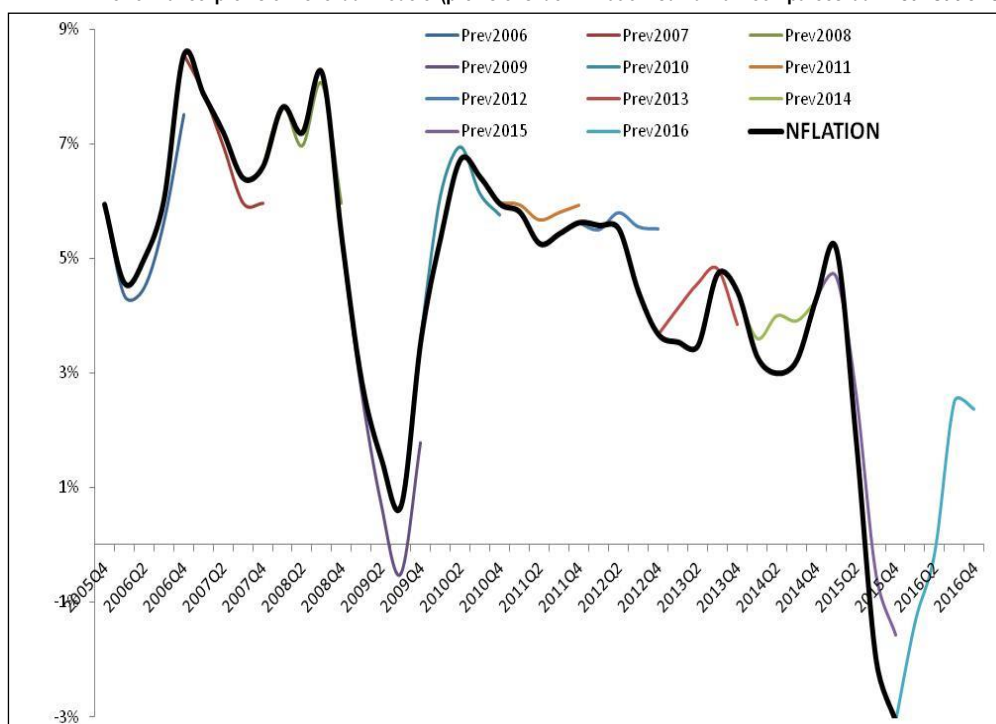
Encadré : Modèle de prévision de l'inflation en Mauritanie

Dans le cadre du renforcement du dispositif d'analyse et de prévision économiques de la Banque centrale, un modèle de prévision de l'inflation a été mis en place. L'élaboration de ce modèle aidera à clarifier les mécanismes de prise de décision de politique monétaire. De type vectoriel à correction d'erreurs (VECM), ce modèle permettra notamment de prévoir et d'anticiper les mesures à prendre pour une meilleure maîtrise de l'évolution des prix.

Le modèle met en relation l'inflation avec ses valeurs passées et des variables explicatives tels que le taux de change effectif nominal, la masse monétaire et le PIB. Il utilise également des variables exogènes tels que les prix internationaux des denrées alimentaires et ceux de l'énergie. Les séries utilisées portent sur des données trimestrielles pour la période allant de 2004 à 2015.

Bien qu'il soit encore en phase de développement, le modèle donne des résultats assez proches des réalisations (voir graphique ci-dessous). Il permet également de prévoir les variables endogènes et de faire des prévisions conditionnelles. Au fur et à mesure du renforcement de l'activité de modélisation, d'autres modèles seront développés en vue de renforcer le cadre analytique de la politique monétaire.

Performance prévisionnelle du modèle (prévisions de l'inflation sur un an comparées aux réalisations)



VI-2. Les Agrégats monétaires

La monnaie au sens large s'est établie, à fin décembre 2015, à MRO 512.2 milliards, marquant un accroissement modéré de 0,4% en glissement annuel au lieu de 8,6% en 2014. Cette forte décélération recouvre des évolutions contrastées au niveau des contreparties de la masse monétaire avec notamment une progression du crédit intérieur et une baisse des avoirs extérieurs nets.

VI-2-1. La masse monétaire M2

En s'établissant à MRO 512.2 milliards en fin 2015, l'agrégat de monnaie M2 représentant la masse monétaire au sens large, a enregistré un net ralentissement de sa progression, soit 0,4% en glissement annuel contre 8,6% une année auparavant. Cette évolution s'est reflétée au niveau de ses composantes par un repli de la circulation fiduciaire et des dépôts à vue tandis que les dépôts à terme ont marqué une hausse substantielle. Les dépôts à vue ont suivi un rythme de progression stable durant les trois premiers trimestres de l'année, avant d'amorcer une baisse à partir du quatrième trimestre pour s'établir à MRO 298,5 milliards en décembre, enregistrant une baisse de 3,5% au lieu d'une hausse de 13,7% en 2014. De même, la circulation fiduciaire s'est contractée de 0,9% par rapport à 2014 pour se chiffrer à MRO 129,7 milliards. Suite à ces évolutions, la part des dépôts à vue et celle de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire sont passées de respectivement 60,6% et 25,7% en 2014 à 58,3% et 25,3% en 2015. En revanche, les dépôts à terme ont atteint MRO 83,9 milliards, enregistrant ainsi une augmentation de 20% d'une année à l'autre. En conséquence, leur part dans la masse monétaire est passée de 13,7% en 2014 à 16,4% en 2015.

Tableau 8. Masse monétaire et ses composantes (En milliards MRO)

	2011	2012	2013	2014	2015	Var %
Monnaie (M1)	323,8	361,8	404,7	440,1	428,1	(2,7)
Circulation fiduciaire	100,9	115,3	132,7	130,9	129,7	(0,9)
Dépôts à vue	222,9	246,5	272	309,2	298,5	(3,5)
Dépôts à terme et d'épargne	50,3	51,62	64,9	70	83,9	19,9
Masse monétaire (M2)	374,1	413,42	469,6	510,1	512	0,4

Source BCM/DGE

VI-2-2. Les contreparties de la masse monétaire

En 2015, la décélération de la masse monétaire a résulté, principalement, de la contraction des avoirs extérieurs nets qui a presque compensé la hausse du crédit au secteur privé et celle des créances nettes sur l'État.

Tableau 9. Contreparties de la masse monétaire (En milliards MRO)

	2011	2012	2013	2014	2015	Var en %
Avoirs extérieurs nets	70,8	192,4	196,8	108,0	77,9	(27,9)
Crédits intérieur net	502,8	458,9	516,6	609,3	654,9	7,5
Créances nettes sur l'État	187,2	100,3	118,2	166,4	169,2	1,7
Concours à l'économie	315,6	358,5	398,4	442,9	485,7	9,7
Autres postes nets	(199,4)	(237,6)	(243,6)	(207,2)	(219,9)	(6,1)

Source BCM/DGE

VI-2-2-a. Les avoirs extérieurs nets

En s'établissant à MRO 78 milliards en fin 2015, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont accusé une contraction annuelle de MRO 30 milliards sous l'effet conjugué d'une baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale et de ceux des banques. En effet, les réserves extérieures nettes de la Banque centrale ont connu une diminution de 24,2 milliards d'UM en 2015 pour se situer à MRO 102 milliards en liaison avec l'augmentation des engagements extérieurs dans le cadre des accords bilatéraux signés avec nos partenaires extérieurs en soutien à la balance des paiements. De même, les avoirs extérieurs nets des banques se sont inscrits en baisse de MRO 5,8 milliards, revenant à MRO 24 milliards.

Tableau 10. Évolution des avoirs et engagements extérieurs (milliards MRO)

	2012	2013	2014	2015	Var %
Avoirs extérieurs nets de la BCM	214,3	220,0	126,1	101,9	(19,2)
Avoirs extérieurs de la BCM	290,8	297,9	199,8	278,3	39,3
Engagements extérieurs de la BCM	(76,5)	(77,9)	(73,7)	(176,4)	139,3
Avoirs extérieurs nets des banques	(21,9)	(23,2)	(18,1)	(23,9)	32,0
Avoirs extérieurs des banques	31,1	34,7	38,6	44,4	15,0
Engagements extérieurs des banques	(53,0)	(57,9)	(56,7)	(68,3)	20,5
Actifs extérieurs nets	192,4	196,8	108,0	78,0	(27,8)

Source BCM/DGE

VI-2-2-b. Le crédit intérieur

En 2015, les crédits intérieurs nets se sont chiffrés à MRO 654,9 milliards contre MRO 609,3 en 2014, soit une progression de MRO 44,6 milliards ou 7,5%, attribuable principalement à la hausse des concours à l'économie et, dans une moindre mesure, à l'accroissement des créances nettes sur l'État.

Tableau 11. Évolution des crédits intérieurs (milliards MRO)

	2011	2012	2013	2014	2015	Var %
Crédits intérieurs	502,9	458,8	516,6	609,4	654,9	7,5
Créances nettes sur l'État	187,3	100,3	118,2	166,4	169,2	1,7
Créances nettes de la BCM	145,5	50,9	91,8	138,1	162,3	17,5
Créances nettes des banques	41,8	49,4	26,4	28,3	6,9	(79,2)
Concours à l'économie	315,6	358,5	398,4	443	485,7	9,6

Source BCM/DGE

VI-2-2-b-i. Les créances nettes sur l'État

Les créances nettes sur l'État se sont établies à MRO 169,2 milliards en fin 2015, enregistrant ainsi une progression de MRO 2,8 milliards ou 1,7% d'une année à l'autre. Cette évolution recouvre, d'une part, une hausse des créances nettes de la BCM sur l'État suite notamment à la baisse des dépôts de l'État auprès de la BCM et, d'autre part, une diminution des créances nettes des banques primaires sur l'État suite à la baisse de l'encours des bons du trésor détenus par les banques.

VI-2-2-b-ii. Les concours à l'économie

Les concours à l'économie se sont élevés, en 2015, à MRO 485,7 milliards, enregistrant une progression de 9,6% après celle de 11,2% en 2014. Cette décélération est liée notamment au ralentissement de l'activité économique en 2015. Toutefois, en proportion du PIB, les crédits à l'économie sont passés de 27,4% en 2014 à 31,3% en 2015, suite à la contraction du PIB nominal.

Chiffrés à MRO 369,8 milliards en 2015, les crédits à court terme ont enregistré une progression annuelle de 8,3%. Ils continuent de constituer l'essentiel des concours à l'économie avec une part de 76,9% dans le total des crédits distribués par les banques en 2015. Quant aux prêts bancaires à moyen et long terme, ils ont atteint MRO 111,3 milliards en 2015, marquant une progression annuelle de 12%. Leur part dans le total du crédit bancaire est demeurée stable autour de 23%.

VII. LE MARCHÉ DES CAPITAUX



L'activité du marché des capitaux en 2015 est restée limitée aux opérations monétaires à court terme sur les différents compartiments du marché monétaire, à savoir, le marché des bons du trésor, le marché interbancaire et les interventions de la BCM sous forme de pension livrée contre bons du trésor. En 2015, le marché des bons du trésor est demeuré orienté à la baisse tout comme le marché interbancaire qui a enregistré une baisse du volume des liquidités échangées entre les banques. Les opérations de refinancement effectuées par la Banque centrale en faveur des banques ont, quant à elles, enregistré un regain en rapport à l'année passée du fait de la baisse de la trésorerie de certaines banques, mais le volume global de refinancement est demeuré limité.

Par ailleurs, les opérations de monétique et celles de la chambre de compensation se sont poursuivies, portant sur des volumes en hausse.

VII-1. Le marché des Bons du Trésor

Ce compartiment du marché monétaire reste limité au marché primaire des bons du trésor à court terme émis par adjudications hebdomadaires. Ces dernières portent sur des maturités de 4 semaines, 13 semaines, 26 semaines et 50 semaines. Les émissions de bons du Trésor au titre de l'exercice 2015, se sont élevées à MRO 366,3 milliards contre MRO 411,6 milliards en 2014, soit une baisse de 11%. La participation du secteur bancaire s'est renforcée en 2015, avec 41,7% du volume total des souscriptions contre environ 30% en 2014. Le niveau d'émission le plus élevé a été réalisé en décembre, avec MRO 36,9 milliards, en raison des adjudications spéciales durant cette période. Sur l'année, le volume moyen mensuel des émissions des bons du trésor s'est établi à MRO 28,6 milliards au lieu de 34,3 milliards en 2014.

La part des bons de maturité supérieure à 13 semaines a représenté 4,7% du volume global des adjudications reflétant ainsi la préférence des souscripteurs pour les maturités plus courte.

Le tableau ci-après fait état de la situation mensuelle des adjudications de bons du trésor en 2015.

Maturité	Rubriques	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Total
BT à 4 semaines	Montants adjugés	16 200	14 800	15 000	11 400	13 100	16 200	6 800	7 000	8 200	12 000	10 600	18 100	149 400
	Intérêts précomptés	44	41	43	33	38	45	18	19	23	34	31	56	424
	Total	16 244	14 841	15 043	11 433	13 138	16 245	6 818	7 019	8 223	12 034	10 631	18 156	149 824
BT à 13 semaines	Montants adjugés	14 600	10 200	14 600	20 200	11 400	17 800	14 800	11 600	19 000	14 600	11 600	17 800	178 200
	Intérêts précomptés	125	93	136	180	96	164	133	109	175	135	110	166	1622
	Total	14 725	10 293	14 736	20 380	11 496	17 964	14 933	11 709	19 175	14 735	11 710	17 966	179 822
BT à 26 semaines	Montants adjugés	2240	1540	2040	0	200	0	2440	1490	2140	200	0	0	12290
	Intérêts précomptés	45	30	40	0	4	0	47	29	42	4	0	0	240
	Total	2285	1570	2080	0	204	0	2487	1519	2182	204	0	0	12530
BT à 50 semaines	Montants adjugés	0	0	0	1800	0	0	0	800	0	200	0	1000	3800
	Intérêts précomptés	0	0	0	66	0	0	0	30	0	7	0	37	140
	Total	0	0	0	1866	0	0	0	830	0	207	0	1037	3940
Total adjudication		33 040	26 540	31 640	33 400	24 700	34 000	24 040	20 890	29 340	27 000	22 200	36 900	343 690

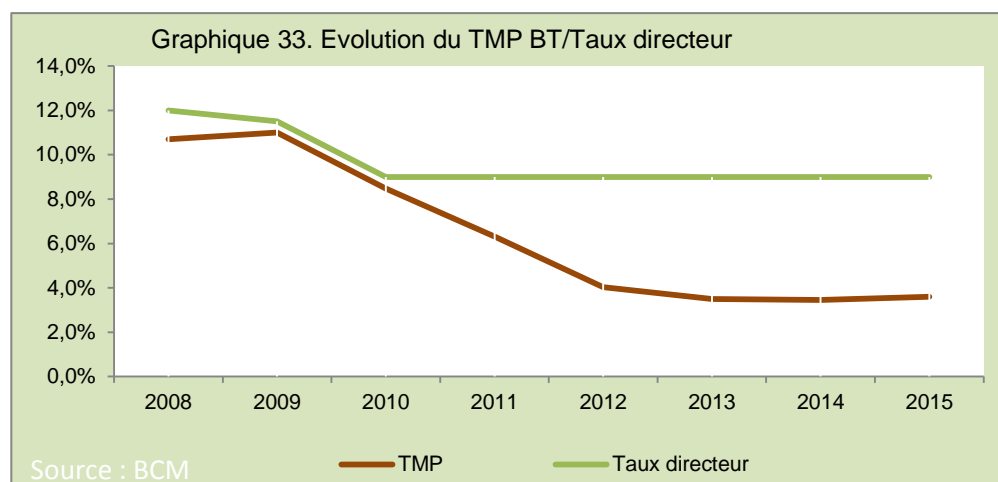
VII-1-1. Encours des bons du trésor et taux d'intérêt

L'encours des bons du Trésor est passé de MRO 79,4 milliards en 2014 à MRO 66,8 milliards au 31 décembre 2015, soit une baisse de 15,9% en liaison avec la diminution des souscriptions des banques.

Tableau 13. Évolution du Stock de Bons du Trésor (MRO millions)

	2011	2012	2013	2014	2015
Bancaire	50,0	56,6	33,2	37,6	16,1
Non Bancaire	29,5	28,2	36,5	41,8	50,7
Total	79,5	84,8	69,7	79,4	66,8

Source : DGML

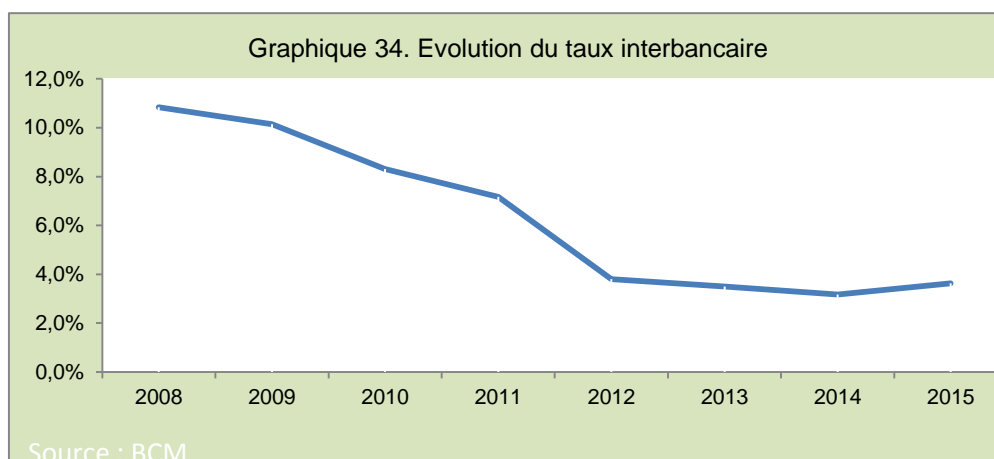


La répartition de l'encours par catégorie de détenteurs montre que la part détenue par le secteur bancaire a connu une baisse sensible passant de MRO 37,6 milliards en 2014 à 16,1 milliards en 2015, soit une diminution de plus de 57% qui s'explique par une baisse de la liquidité bancaire conjuguée à des taux d'intérêts peu incitatifs pour les banques. En effet, le taux moyen pondéré des adjudications de bons du trésor est demeuré à des niveaux assez bas au cours de l'exercice 2015, oscillant dans une fourchette de 3 à 4%. Le taux annuel moyen pondéré des adjudications des bons du trésor s'est ainsi établi à 3,66% en 2015 contre 3,45% l'année précédente.

L'encours des bons du trésor détenu par le secteur non bancaire s'est accru pour atteindre MRO 50,7 milliards au lieu de 41,8 milliards en 2014, soit une hausse de 21,3% qui porte la part du secteur non bancaire à 75,9% contre 52,6% en 2014.

VII-2. Le marché interbancaire

Bien que peu dynamique, le marché interbancaire a été marqué par une baisse d'activité en 2015. Les échanges de liquidités entre les banques ont en effet porté sur un montant global en baisse, passant de MRO 88 milliards en 2014 à MRO 19 milliards en 2015, en liaison avec la baisse du stock de bons du trésor utilisés comme collatéral sur le marché interbancaire.



Quant aux opérations de refinancement des banques auprès de la Banque centrale, sous forme de pensions livrées contre bons du trésor, elles ont totalisé MRO 3 milliards en 2015 contre MRO 1,6 milliard en 2014. S'agissant du taux d'intérêt moyen pondéré du marché interbancaire, il est ressorti en hausse, passant de 3,2% en 2014 à 3,6% en 2015.

VII-3. Les opérations de la chambre de compensation

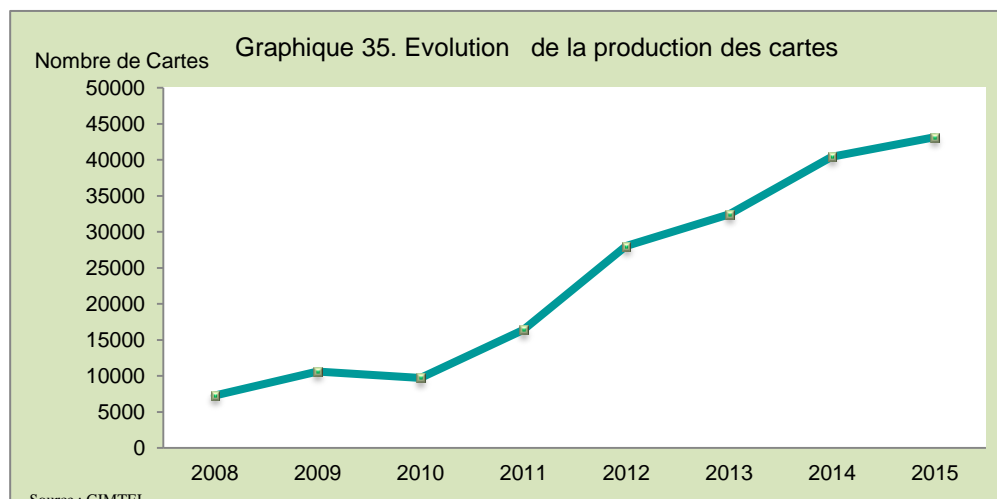
Avec 125,8 mille valeurs traitées en 2015 contre 125,9 mille en 2014, l'activité de la chambre de compensation a connu une quasi-stagnation en termes de nombres de valeurs traitées. Cependant en termes de montant, les opérations de la chambre de compensation se sont chiffrées à MRO 911,5 milliards au lieu de 883 milliards en 2014, soit une hausse de 3,2% attribuable à la progression du nombre de chèques présentés. La part du chèque dans le nombre total de valeurs traitées a ainsi progressé pour se situer à 82,4% en 2015 pour un montant total de MRO 711,3 milliards représentant plus de 78% du montant total des valeurs traitées.

Tableau 14. Répartition des opérations de compensation par type de valeur

Type de valeurs	2012		2013		2014		2015	
	Nombre (en milliers)	Volume en MRO milliards	Nombre (en milliers)	Volume en MRO milliards	Nombre (en milliers)	Volume en MRO milliards	Nombre (en milliers)	Volume en MRO milliards
Chèque	95,8	592,0	98,6	664,1	101,6	676,5	103,6	711,3
B.V	19,2	133,0	24,0	165,0	23,6	166,7	21,4	161,1
Traite	0,8	34,0	0,7	31,5	0,8	39,8	0,7	39,1
Total	115,9	759,0	123,3	860,5	125,9	883,0	125,8	911,5

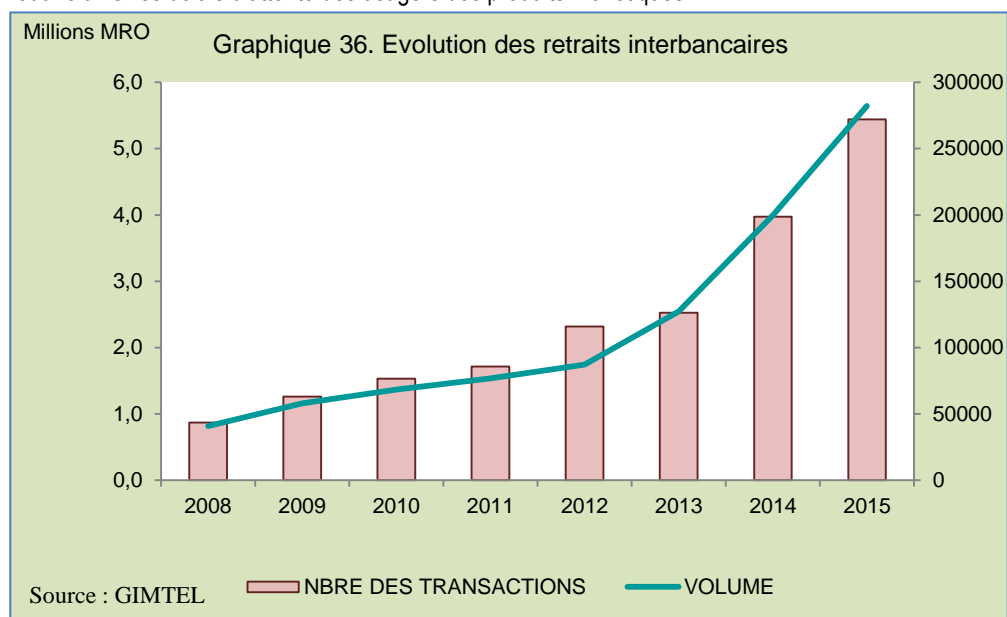
Source : BCM/DGML





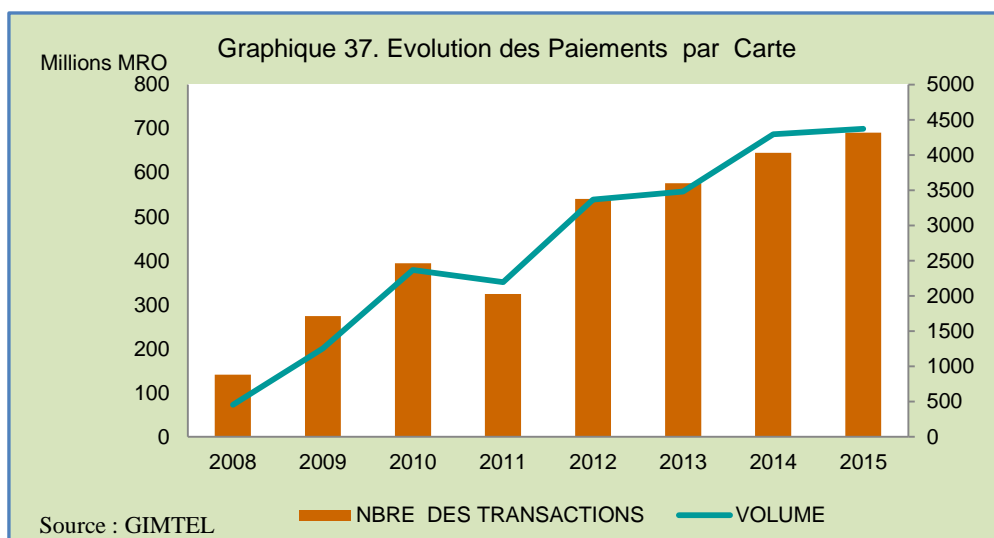
VII-4. Les opérations de monétique

L'activité monétique a été marquée, en 2015, par l'exécution de nouveaux projets notamment l'adhésion du GIMTEL au réseau Mastercard et la certification du centre monétique conforme aux normes de sécurité des données (PCI DSS). En outre, le centre de personnalisation des cartes interbancaires a fait l'objet d'une extension qui a permis de renforcer sa capacité de production et de réduire ainsi les délais d'attente des usagers des produits monétiques.



Par ailleurs, le développement du parc de GABs s'est poursuivi favorisant ainsi l'extension de sa couverture à la plupart des villes de l'intérieur du pays. Le raccordement de la plupart des banques locales au réseau du GIMTEL permet une interbancaire monétique bénéficiant aux usagers des services bancaires qui peuvent ainsi utiliser les services de monétique sur toute l'étendue du territoire national. Le réseau de GABs est également accessible aux porteurs de cartes internationales VISA.

En ce qui concerne l'émission de cartes interbancaires, l'activité du centre de personnalisation est demeurée bien orientée en 2015. La production des cartes interbancaires locales a connu une augmentation remarquable par rapport aux années précédentes portant le nombre de cartes interbancaires en circulation à près de 86 mille cartes interbancaires actives.

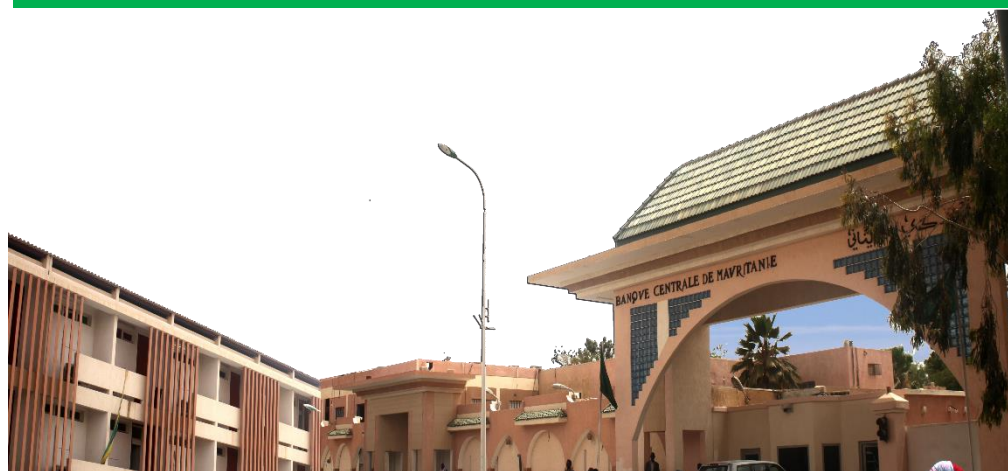


De même, le nombre de transactions interbancaires est en constante progression atteignant plus de 272 mille transactions en 2015 pour un volume de plus de MRO 5,6 milliards, compte non tenu des opérations locales de retrait (porteur de carte retirant des espèces sur le GAB de sa propre banque), qui sont très importantes en termes de volume et du nombre d'opérations.

En dépit de l'ampleur des activités commerciales au niveau national et de l'importance du nombre de points de ventes, le nombre de commerces affiliés au GIMTEL demeure encore assez limité. En effet, le volume des transactions effectuées à travers le réseau du GIMTEL n'a pas dépassé MRO 0,7 milliard en 2015, dont 95% ont été effectuées par des porteurs étrangers de cartes visa.



VIII. LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIERE



L'année 2015 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur financier adoptée par le Gouvernement en 2013 et par la prise en compte des recommandations du programme d'évaluation du secteur financier (PESF) réalisé en 2014 avec l'assistance technique des services du FMI.

Dans ce cadre, la Banque Centrale a continué le processus de mise à niveau de la réglementation prudentielle afin de se conformer aux normes internationales.

Au plan juridique, la révision de l'ordonnance bancaire et de celle portant statut de la Banque Centrale de Mauritanie s'est poursuivie. Les projets de loi en cours de finalisation visent notamment à consolider l'indépendance juridique et institutionnelle de la Banque centrale, encadrer les recours contre les décisions des Autorités monétaires, élargir le champ de la supervision bancaire et financière et renforcer le rôle de la Banque centrale en matière de prévention et de résolution des crises bancaires.

Par ailleurs, dans le cadre de modernisation du système de supervision bancaire et financière, une ligne sécurisée a été mise en place pour l'échange de données en temps réel entre la Banque centrale et les banques primaires. De même, un tableau de bord assorti d'une batterie d'indicateurs appropriés permet désormais à la Banque Centrale d'avoir une vue synthétique sur la situation du système financier.

VIII-1. La structure du secteur financier

La structure du système financier reste dominée par les banques avec une quinzaine de banques en activité dont cinq islamiques. Depuis la libéralisation du système financier et son ouverture aux capitaux étrangers, plusieurs banques étrangères se sont installées en Mauritanie. En effet, cinq des quinze banques en activité sont des banques à capitaux privés majoritairement étrangers.

Quant au système financier non bancaire, il regroupe une vingtaine d'institutions de micro finance, une caisse de dépôts et de développement, les services financiers de la poste, dix-sept compagnies d'assurance, deux régimes de prévoyance sociale et une trentaine de bureaux de change agréés.

L'augmentation du nombre de banques en activité et l'intensification de la concurrence entre celles-ci s'est traduite par une amélioration des indicateurs d'inclusion financière. Le nombre d'agences bancaires est ainsi passé de 155 en 2014 à 184 en 2015. En outre, cinq des quinze banques en activité sont des banques islamiques, ce qui est de nature à favoriser la bancarisation de la population grâce notamment à l'amélioration de l'offre de services financiers islamiques. De même, le développement du réseau des institutions de micro finance et son extension aux zones rurales sont des facteurs qui contribuent à améliorer l'inclusion financière dont le niveau est jugé encore faible malgré les progrès enregistrés au cours des dernières années. En effet, seulement 20% de la population adulte en Mauritanie disposait d'un compte dans une institution financière en 2014, soit un niveau inférieur aux moyennes observées dans les pays à revenu comparable.

*Le minimum obligatoire pour l'ensemble des banques à partir du 31/12/2012
Source : BCM/DGSB

VIII-2-1-c. L'équilibre entre ressources stables et actifs immobilisés

En 2015, le total des actifs immobilisés des banques a représenté 50% de l'ensemble de leurs ressources stables contre 49% en 2014. Seule une banque s'est retrouvée au delà du seuil maximal de 100% fixé par la réglementation.

Tableau 17. Règle d'équilibre entre ressources stables et actifs immobilisés		(En milliards MRO)				
	Requis	2011	2012	2013	2014	2015
1. Fonds propres et assimilés		96,1	102,0	118,0	123,1	130,8
2. Actifs immobilisés		49,4	71,5	70,1	65,1	68,5
Excédent (+) ou insuff.(-) en ress. stables		46,8	61,6	73,1	68,4	69,7
RATIO (2/1)	Max 100%	51%	54%	49%	49%	50%

Source : BCM/DGSBF

VIII-2-1-d. La couverture des risques

En 2015, toutes les banques ont respecté le ratio minimum de solvabilité, fixé à 10% et défini comme étant le rapport entre les fonds propres nets d'une part, et les engagements pondérés en fonction de leur degré de risque, d'autre part.

Tableau 18. Couvertures des risques		Requis	(En milliers MRO)				
			2011	2012	2013	2014	2015
1. Fonds propres nets corrigés			79,1	99,1	114,4	115,1	130,8
2. Engagements pondérés			257,7	291,9	382,9	467,1	519,1
RATIO (1/2)		Min	30,7	34,0	29,9	24,6	25,20
		10%	%	%	%	%	%

Source : BCM/DGSBF

VIII-3. La rentabilité des banques

En 2015, le résultat net consolidé des banques a atteint MRO 6,6 milliards contre MRO 7,7 milliards en 2014, soit une baisse de 14% d'une année à l'autre. De même, le taux de rentabilité provisoire des fonds propres s'est établi à 4,7% en 2015 au lieu de 5,4% en 2014.

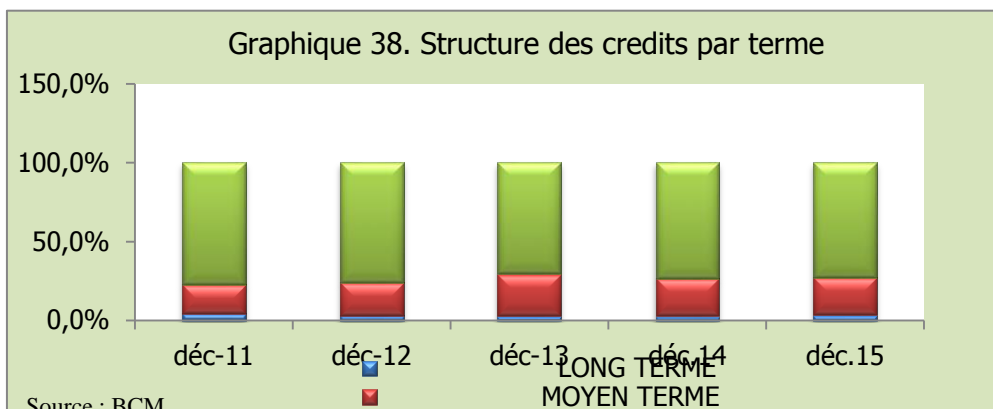
Tableau 19. Rentabilité des Banques

LIBELLES (EN MILLIONS D'UM)	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15
PRODUITS FINAN SUR OP. CLIENT.	15 508	14 961	22 594	23 984	26 424
- CHARGES FINAN SUR OP. CLIENT.	4 474	2 203	4 879	2 765	3 775
MARGE FINANCIERE	11 034	12 758	17 715	21 219	22 649
+ COMMISSIONS	15 028	15 532	16 052	18 375	17 659
A= MARGED'EXPL BANC.	26 062	28 290	33 767	39 594	40 308
PRODUITS SUR PLAC TRESORERIE	4 073	1 703	2 158	2 118	1 048
- CHARGES SUR EMPUNTS TRES.	1 983	795	1 572	1 294	1 451
B=MARGE D'EXPL. SUR OP.TRES.	2 090	908	586	824	-403
PRODUITS ACCESSOIRES	96	115	687	647	1843
SUBVENTIONS RECUES	0	0	8	0	0
C=PRODUITS ACCESSOIRES	96	115	695	647	1843
A+B+C=PRODUIT NET BANCAIRE	28 248	29 313	35048	41065	41748
FRAIS DE PERSONNEL	6 401	7 725	8 476	10 195	11 196
IMPOTS ET TAXES	540	430	528	453	766
FRAIS DIVERS DE GESTION	10 794	10 388	11086	11672	19 026
-CHARGES RECUPEREES	494	876	136	358	5 468
FRAIS D'EXPLOITATION	17 241	17 667	19954	21962	25 520
=RESULTAT D'EXPL BANCAIRE	11 007	11 646	15 094	19 103	16228
-DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	2 038	2 482	3 746	4 260	5 151
Créances irrécouvrable	913	1 723	197	390	42
-DOTATIONS AUX PROVISIONS	6 726	9 356	8756	9687	10 348
+REPRISES SUR PROVISIONS	3 458	5 151	5 029	2 969	6694
RESULTAT COURANT	4 788	3 236	7 424	7 735	7 381
PERTES ET PROFITS SUR EX ANT	1 007	1 800	559	563	748
PERTES ET PROFITS EXCEPT	1 110	2 751	1243	2126	394
- IMPOT SUR LES SOCIETES	1 350	1 429	1 881	2 694	2 350
RESULTAT NET	5 555	6 358	7 116	7 721	6 173

VIII-4. L'activité du secteur financier**VIII-4-1. Les Banques**

Le bilan consolidé des banques a atteint MRO 740,1 milliards, soit une hausse de 4,2% par rapport à 2014. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de plus de 10% des crédits qui ont représenté 30,3% du PIB en 2015 contre 26,6% en 2014. S'agissant des dépôts de la clientèle, ils ont connu une légère augmentation, de l'ordre de 2,3%. En conséquence, le taux d'intermédiation, représenté par le rapport des crédits bruts aux dépôts, s'est amélioré, passant de 107,7% à 112,6%

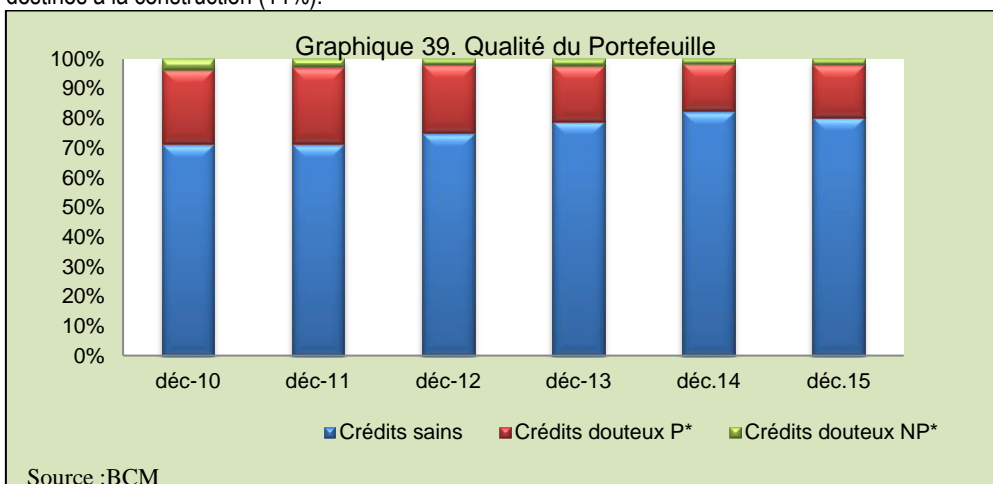
VIII-4-1-a. La distribution des crédits par les banques

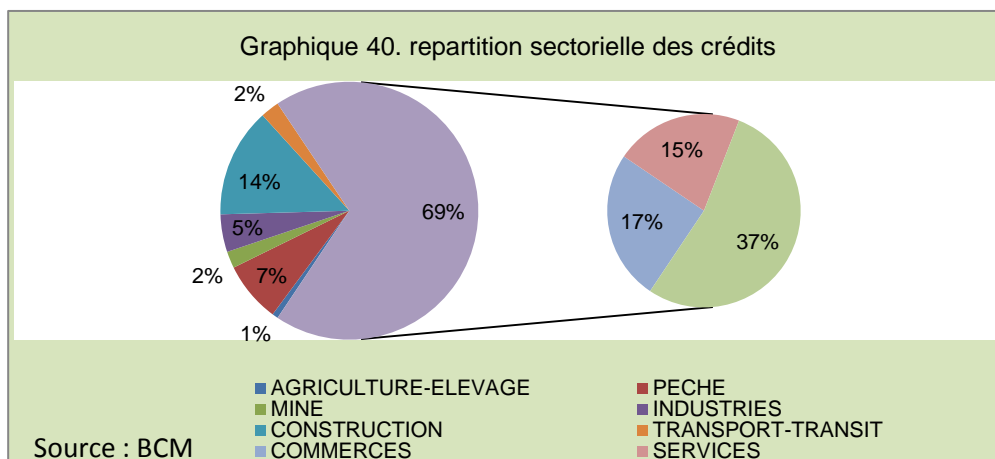


Les crédits nets consolidés des banques ont enregistré une augmentation de 10,6% passant de MRO 342 milliards en 2014 à MRO 379 milliards en 2015. L'essentiel de ces concours à l'économie sont constitués des crédits à court terme qui représentent 74% du total des crédits.

D'autre part, l'application de la nouvelle réglementation en matière de classification des créances et de constitution de provisions s'est traduite par la baisse du taux des créances improductives à moins de 20% en 2015.

La répartition sectorielle des crédits montre une prédominance des crédits destinés au poste «autres» (37%), suivis des crédits alloués au commerce (17%), aux services (15%) et ceux destinés à la construction (14%).





La structure des dépôts demeure caractérisée par la prépondérance des dépôts à vue qui représentent 86% du total des dépôts contre 14% pour les dépôts à terme et les comptes d'épargne.

La part des dépôts du secteur public dans le total des dépôts a connu une baisse entre 2014 et 2015, passant d'une année à l'autre de 20,2% à 13% tandis que celle des dépôts privés a enregistré une hausse pour se situer à 87% en 2015 contre 79,8% une année plus tôt.

Tableau 21. Répartition des dépôts		(En Milliards MRO)				
		déc.11	déc.12	déc.13	déc.14	déc.15
dépôts publics (a)		27,1	35,3	66,7	80,3	52,2
dépôts privés (b)		256,0	280,6	284,8	316,8	353,5
Total dépôts		283,1	315,8	351,5	397,0	405,8
Pourcentage (a) / Total dépôts		10,0%	11,0%	19,0%	20,2%	13,0%
Pourcentage (b) / Total dépôts		90,4%	88,9%	81,0%	79,8%	87,0%

Source : BCM/DGSBF

TABLEAU 22.VARIATION DÉPÔTS-CRÉDITS		(En Milliards MRO)				
LIBELLES		déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	dec-15
Crédits	9,2	7,9	8,2	13,0	13,0	13,0
	37,2	50,6	77,6	89,6	89,6	89,6
	160,3	186,0	206,9	276,7	276,7	276,7
Crédits nets		206,7	244,5	292,7	345,2	379,3
Provisions		72,7	73,3	77,9	66,0	72,1
Crédits bruts		279,4	317,8	370,7	411,2	451,4
Dépôts	249,0	279,9	306,5	348,2	348,2	348,2
	34,1	35,9	45,0	58,4	58,4	58,4
Dépôts		283,1	315,8	351,5	397,0	406,6
Écarts : Dépôts - Crédits bruts		3,7	-2,0	-19,1	-14,2	-44,8
Écarts : Dépôts - Crédits nets		76,4	71,3	58,8	51,8	27,4
Pourcentage : Dépôts / Crédits bruts		101,3%	99,4%	94,8%	96,6%	90%
Pourcentage : Dépôts / Crédits nets		136,9%	129,2%	120,1%	115,0%	107%
Pourcentage : Dépôts à terme/ Crédits bruts		17,0%	15,0%	15,0%	15,0%	13%

Concernant la trésorerie des banques, le système bancaire a dégagé un solde de MRO 122 milliards en décembre 2015 contre MRO 140,8 milliards en décembre 2014, soit une baisse de 2%.

Tableau 23. Évolution de la trésorerie des banques (En milliards MRO)

	déc.11	déc.12	déc.-13	déc.-14	déc.-15
I. Emplois de Trésorerie	164,1	175,7	169,5	173,3	162
Caisse, Institut d'émission, Trésor public CCP	81,2	92,1	103,6	99,8	95
Correspondants (locaux & étrangers)	32,9	24,7	32	35,9	51
Marché Monétaire	0	4,4	1,5	0	0
Bons du Trésor	50	54,6	33,8	37,6	16
II. Ressources de Trésorerie	14,5	24,3	34,9	32,5	41
BCM, Trésor public, CCP	0,7	1,9	1,5	0,5	1
Correspondants	10,7	16,8	32,1	30,8	39
Marché Monétaire	0,3	4,4	0	0	0
Refinancement BCM	2,7	1,3	1,3	1,3	1
=Solde des opérations de trésorerie. (I- II)	149,6	151,4	134,6	140,8	122

Source : BCM/DGSBF

VIII-5. Les institutions de micro-finance

La Banque Centrale continue ses efforts d'assainissement et de modernisation du secteur de la microfinance. En 2015, le secteur de la micro finance comptait une vingtaine d'institutions agréées dont quatre structures constituées en réseaux, pour un nombre d'adhérents estimé à plus de 272 mille.

VIII-5-1. Les crédits

Malgré une hausse de 14% en 2015, l'encours de crédits nets distribués par les institutions de micro finance reste très faible, de l'ordre de MRO 1,8 milliard, soit à peine 0,64 % du total des crédits nets du système bancaire.

Tableau 24. Activités de micro finance	(En milliards MRO)				
Libellés	2011	2012	2013	2014	2015
Crédits nets	14,1	14,8	15,5	1,6	1,8
Épargne	4,9	5,5	6,3	6,2	6,0
Fonds propres	2,0	0,8	0,6	-2,8	-2,1

Source : BCM/DGSBF

VIII-5-2. Les dépôts

Les dépôts n'ont pas enregistré de variation significative par rapport à 2014 malgré l'entrée en activité d'un nouveau réseau et d'une nouvelle mutuelle à capitaux majoritairement étrangers en 2015. Le volume des dépôts représente seulement 1,47% du total des dépôts collectés par le système bancaire au 31/12/2015.



IX- LES ETATS FINANCIERS DE LA BCM

IX-1 ANALYSE DES COMPTES DE LA BCM POUR L'EXERCICE 2015

A la clôture de l'exercice 2015, le total du bilan de la BCM s'est élevé à MRO 542,7 milliards enregistrant ainsi une progression annuelle de MRO 88,3 milliards ou 19,4% contre une baisse de MRO 83,4 milliards ou 15,5% en 2014. Cette évolution est essentiellement due, au niveau de l'actif, à la hausse des avoirs en devises et, au niveau du passif, à l'accroissement des engagements extérieurs.

IX-1.1 COMPTES DU BILAN

A - ACTIF

1- Avoirs en or et en devises

Avec un montant de MRO 278,8 milliards en fin décembre 2015, les avoirs extérieurs bruts, qui représentent 51,4% du total de l'actif, ont enregistré une augmentation de MRO 78,5 milliards ou 40% par rapport à leur niveau en 2014. Cette hausse a résulté de l'accroissement des avoirs en devises, qui ont connu une progression de 40,1% pour se chiffrer à MRO 274,7 milliards. Quant aux avoirs en or, ils ont enregistré une baisse de 4% pour s'établir à MRO 4,1 milliards, en liaison avec le recul du cours de l'or.

2 – Avoirs auprès d'organismes financiers internationaux

Ce poste enregistre principalement les souscriptions de la BCM au capital du FMI et du FMA. Au 31/12/2015, le montant total des souscriptions s'est chiffré à MRO 44,4 milliards contre MRO 44,6 à la fin de l'exercice précédent, soit une diminution nette de MRO 0,1 milliard représentant 0,3%. Cette évolution est due à l'effet conjugué de l'actualisation du cours du DTS et de la libération par la BCM de la 2^{ème} tranche annuelle au titre de l'augmentation du capital du FMA décidée en 2013.

3 – Créance sur l'État

Les créances de la BCM sur l'État ont connu une progression annuelle de 11% pour se situer à MRO 198,9 milliards à la clôture de l'exercice 2015. Cette évolution reflète la constatation comme créances sur l'État des montants dus par celui-ci à la BCM au titre de la gestion des bons du trésor, ainsi que le nivellement des produits provenant de la convention État-BCM pour les exercices 2013 à 2015, inscrits au compte des produits à recevoir, vers le compte de créances sur l'État à régulariser.

4 – Créances sur les établissements de crédits

Les créances sur les établissements de crédit et assimilés sont passées de MRO 2,4 milliards à 5,1 milliards, soit une augmentation de 106,5% due pour l'essentiel à l'escompte par le trésor des effets tirés sur des Banques primaires.

5 – Titres de participation

Ce poste de l'actif, qui enregistre les participations de la BCM dans le capital des institutions financières nationales et étrangères, a totalisé un montant de MRO 1,3 milliard, en hausse de 1,1 milliard par rapport à l'exercice écoulé, en liaison avec la libération partielle (25%) de la part de la BCM dans le capital de la Banque Maghrébine pour l'Investissement et le Commerce Extérieur (BMICE).

6 – Les immobilisations nettes

L'actif immobilisé net de la Banque centrale a enregistré un accroissement de 4% en 2015 pour se chiffrer à MRO 1,3 milliard, suite notamment à l'augmentation des immobilisations corporelles et des avances et acomptes versés sur immobilisations.

7 - Les comptes d'ordre et divers actif

En s'établissant à MRO 12,7 milliards en fin décembre 2015, les « Comptes d'ordres et divers actif » se sont inscrits en baisse de 48% par rapport à leur niveau à la clôture de l'exercice précédent. Cette diminution est consécutive à la réduction du solde du « Compte de régularisation Actif » de MRO 10,4 milliards suite au nivellement des montants dus par le Trésor en 2013 et 2014 au titre de la convention BCM-Etat, du compte des produits à recevoir vers les créances sur l'Etat. De même, le poste « Chèques et valeurs à l'encaissement », qui affichait un solde de MRO 1,4 milliards en 2014, a été soldé en 2015. Quant aux « Coût de revient des billets et pièces de monnaie », il a connu une contraction de 13% pour se chiffrer à MRO 2 milliards en fin 2015.

B. PASSIF

1-Billets et monnaie en circulation

Le montant des billets et monnaie en circulation à la fin de 2015 a atteint MRO 155,8 milliards, accusant ainsi une légère baisse, de l'ordre de 0,5% après celle de 0,2% enregistrée à la fin de l'exercice précédent.

2 – Comptes courants et de dépôts

Les « Comptes courants et dépôts » enregistrent l'ensemble des dépôts en monnaie nationale et en devises des collectivités publiques et des IAM ainsi que les dépôts des banques et institutions financières étrangères installées en Mauritanie et les des dépôts du personnel de la Banque centrale. Avec un montant total de MRO 123,5 milliards, les « comptes courants et de dépôts » se sont inscrits en baisse de 15% en 2015. Cette évolution a résulté, pour plus de la moitié, de la diminution de la rubrique « administration, sociétés et établissements publics » dont le montant s'est chiffré à MRO 34,4 milliards contre MRO 47 milliards en 2014. De même, les « banques et établissements financiers » ont connu une baisse de 8% pour revenir à MRO 5,7 milliards en fin 2015 tandis que le compte courant du trésor a affiché un solde de 19,9 milliards en recul de 4,5 milliards par rapport à son niveau en 2014.

3 - FMI et FMA

Le poste FMI au passif englobe les montants détenus par cet organisme en monnaie nationale en contrepartie des souscriptions à l'actif ainsi que le montant des allocations en DTS et le compte N°2. Il totalisait, au 31/12/2015, un montant de MRO 58,1 milliards en hausse de 0,6% par rapport à 2014 du fait de la variation du cours du DTS vis-à-vis de l'ouguiya. Quant au poste FMA, il s'est élevé à MRO 0,1 milliard représentant la souscription libérée en ouguiya au capital de cet organisme.

4 – Dettes envers les banques et organismes étrangers

Cette rubrique qui enregistre les prêts et les dépôts collectés par la Banque centrale auprès de banques centrales et organismes étrangers, présentait un solde de MRO 147 milliards au 31/12/2015 contre MRO 45,7 milliards au 31/12/2014, soit une augmentation de MRO 101,3 milliards due presque exclusivement au dépôt en devises effectué par le Fonds saoudien de Développement auprès de la BCM dans le cadre de l'appui à la balance des paiements.

5– Capital et fonds de réserves

Arrêté au 31/12/2015 à MRO 16,8 milliards, le montant total du capital et des réserves a enregistré une progression de MRO 0,2 milliard ou 1,3% du fait de l'augmentation des réserves, le capital étant resté inchangé à MRO 0,2 milliard.

6 – Compte d'ordre et divers

Les comptes d'ordre et divers du passif sont constitués essentiellement des opérations à régulariser du passif, des créiteurs divers et des provisions pour pertes et charges. Ils ont totalisé, à fin décembre 2015, un montant de MRO 20 milliards, en augmentation de MRO 2,6 milliards par rapport à l'année précédente. Cet accroissement a résulté de la variation des « créiteurs divers » résultant du versement effectué au titre de la libération du capital d'une banque en cours de constitution.

XI-1.2 LES COMPTES DE RÉSULTATS

En 2015, les charges d'exploitation de la BCM ont atteint MRO 11,4 milliards accusant ainsi une diminution de MRO 0,3 milliards ou 3% par rapport à 2014. Cette évolution recouvre notamment une augmentation substantielle des charges financières qui a été compensée par les baisses enregistrées au niveau des provisions pour risque et charges, des frais d'entretien de la circulation fiduciaire et des frais généraux.

S'agissant des produits d'exploitation, ils se sont chiffrés à MRO 13,2 milliards en 2015, montant quasi identique à celui de 2014.

Pour ce qui est des charges hors exploitation, elles sont passées de MRO 0,2 milliard en 2014 à MRO 0,1 milliard en 2015, suite à la diminution des pertes sur exercices antérieurs. Quant aux produits hors exploitation, ils n'ont pas connu d'évolution significative par rapport à l'exercice précédent, demeurant à un niveau très faible.

En définitive, le résultat net de l'exercice 2015 est ressorti excédentaire de MRO 1,6 milliard, soit une baisse de MRO 2,6 milliards par rapport à celui de 2014.

BILAN DE LA BCM AU 31/12/2015

ACTIF	31/12/2015	PASSIF	31/12/2015
Avoirs et placements en or	4 118 303 484,75	Billets et monnaies en circulation	155 784 180 919,76
Avoirs et placements en devises	274 706 843 193,60	Comptes courants et de dépôts	123 487 145 719,84
Avoirs auprès d'organismes financiers internationaux	44 426 185 225,61	-Compte courant du Trésor	19 941 557 264,09
		-Administration, société d'Etat et Ets publics	34 447 673 448,56
-Souscription au Fonds Monétaire International (FMI)	29 087 624 297,15	-Banques et établissements financiers	66 948 082 742,63
-Souscription au Fonds Monétaire Arabe (FMA)	15 338 560 928,46	-Comptes courants du personnel	1 777 193 143,23
Créances sur l'Etat	198 964 942 553,30	-Autres comptes	372 639 121,33
		Dépôts des banques étrangères	146 990 747 337,46
-Comptes chèques postaux	7 471 936,92	Accords de crédit et de compensation	15 446 095 849,31
- Allocation DTS BCM-Etat	23 549 033 232,81	Engagements envers le FMI	58 069 399 309,51
- Créances sur l'Etat à régulariser	22 437 838 881,27	Engagements envers le FMA	108 401 084,00
- Créances sur l'Etat convention 2013	152 970 598 502,30		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 052 800 370,00	Différence de change	650 303 884,49
-Effets Escomptés	2 585 500 000,00		
-Avance sans intérêts (GIMTEL)	4 400 000,00	Comptes d'ordre et divers passif	20 003 603 494,81
-Prêt MAURISBANK	1 169 900 370,00	Réserve de réévaluation Or	3 676 009 309,48
-Prêt ORA-BANK	1 293 000 000,00		
Différence de change	-	Capital et réserves	16 843 123 190,38
Valeurs immobilisées	1 344 813 319,62	Capital	200 000 000,00
Titres de participation	1 332 303 590,94	Réserve statutaire	100 000 000,00
Comptes d'ordre et divers actifs	12 738 745 695,21	Réserve facultative	16 516 411 811,89
TOATAL ACTIF	542 684 937 433,03	Report à nouveau	20 887 989,49
		Résultat en Instance d'affectation	5 823 389,00
		Résultat de l'exercice	1 625 927 333,99
		TOATAL PASSIF	542 684 937 433,03

TABLEAU III. COMPTE DE RESULTAT GENERAL DE LA BCM AU 31/12/2015

CHARGES	31/12/2015	PRODUITS	31/12/2015
Entretien de la circulation fiduciaire	979 340 034,59	Intérêts sur avoirs en devises	466 480 435,17
Frais du personnel	6 463 614 212,11	Produits Escomptes A CT	100 078 021,32
Frais Généraux	1 338 295 126,38	Intérêts sur convention BCM-ETAT	5 444 204 627,09
Frais financiers	1 874 126 090,43	Intérêts sur FNRH	66 864 186,88
Perte de change	110 768 436,60	Commission de change	2 349 122 064,82
Dotations aux amortissements	175 581 000,25	Produits sur marché de change	1 624 399 031,00
Dotations aux provisions	513 187 642,24	Autres produits	1 893 693 699,00
		Intérêts sur pension livrée BCM	6 175 000,00
		Reprises sur provisions	1 086 549 896,87
		Produits non courants	30 072 000,00
		Gain de change	112 876 568,20
Total Charges d'exploitation	11 454 912 542,60	Total Produits d'exploitation	13 180 515 530,35
Résultat d'exploitation	1 725 602 987,75		
Pertes sur exercices antérieurs	113 897 250,70	Profits sur exercices antérieurs	561 361,25
Pertes exceptionnelles	513 501,11	Profits exceptionnels	14 173 736,80
Total pertes HE	114 410 751,81	Total profits HE	14 735 098,05
Résultat HE	99 675 653,76		
Résultat de l'exercice (benefice)	1 625 927 333,99		
TOTAL	13 195 250 628,40	TOTAL	13 195 250 628,40

X- OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE DE LA BCM

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE (BCM)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT

Etats financiers annuels

Exercice clos le 31 décembre 2015

Messieurs les Membres du Conseil Général,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil Général, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque Centrale de Mauritanie, qui comprennent le bilan, le compte d'exploitation générale et de pertes et profits, ainsi que les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION RELATIVE AUX ETATS FINANCIERS

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable de Mauritanie et les Notes de service comptables, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

RESPONSABILITE DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'Auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION

A notre avis, les états financiers annuels donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale de Mauritanie au 31 décembre 2015, ainsi que de sa performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément au Plan Comptable de Mauritanie et des Notes de service Comptables.

PARAGRAPHE D'OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5 des notes annexes aux comptes annuels relative aux intérêts courus non échus sur le prêt accordé à Monsieur Ahmed MOGUAYA.

Abidjan, le 06 juin 2016

Deloitte Côte d'Ivoire



XI- ANNEXES

ANNEXE1. INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	2011	2012	2013	2014	2015
Évolution en pourcentage, sauf indication contraire					
Revenu national et prix					
PIB à prix constant	3,6	7,9	5,5	6,6	2,0
PIB hors pétrole à prix constant	4,4	9,2	5,8	7,1	2,1
Déflateur du PIB	14,9	(1,0)	1,2	(9,4)	(5,6)
Déflateur du PIB hors pétrole	14,5	(1,4)	1,2	(9,5)	(5,0)
Indice des prix à la consommation (moyenne période)	5,7	4,9	4,1	3,5	0,5
Indice des prix à la consommation (fin période)	5,5	3,4	4,5	4,7	(2,8)
Secteur extérieur					
Exportations de biens, fob (taux de croissance, en dollars EU)	33,4	(3,9)	0,4	(27,0)	(28,3)
Importations de biens, fob (taux de croissance en dollars EU)	28,7	26,8	(2,7)	(13,1)	(26,4)
Importations de biens, fob (taux de croissance en dollars EU)/2	12,2	20,2	15,8	10,7	(31,5)
Solde de la balance des transactions courantes (en % du PIB)	(5,1)	(26,1)	(25,1)	(29,0)	(20,1)
Réserves officielles					
Réserves officielles brutes en millions USD (fin de période)/3	504,5	961,9	995,6	639,1	821,3
Réserves officielles brutes (en mois d'imports de biens et services)	3,7	6,2	5,7	5,3	7,9
Monnaie et crédit					
Évolution en pourcentage, sauf indication contraire					
Monnaie et quasi-monnaie	19,9	10,5	13,6	8,6	0,4
Crédits au secteur privé	10,1	14,6	11,1	11,2	9,7
En pourcentage du PIB					
Opérations consolidées du gouvernement					
Revenu total	22,5	29,8	25,5	26,6	29,9
Revenus (hors dons et pétrole)	20,4	24,1	23,7	24,9	27,3
Dépenses et prêts nets	23,7	27,7	26,4	30,2	33,4
Solde global, dons compris	(1,2)	2,3	(0,9)	(3,5)	(3,5)
Solde global, hors pétrole, dons compris	(2,8)	0,8	(2,3)	(5,4)	(4,3)
Solde global, (hors pétrole et dons)	(3,3)	(3,69)	(2,8)	(5,1)	(6,2)
Pour mémoire :					
Taux de change MRO/US\$ (fin de période)	287,9	302,3	296,99	311,2	337,2
Exportations de biens, fob (en millions de dollars EU)	2 748,7	2 641,0	2 651,5	1935,4	1388,6
Importations de biens, fob (en millions de dollars EU)/2	2 467,4	3 128,8	3 044,3	2 646,3	1948,0
PIB nominal (en milliards MRO)	1452,3	1 551,7	1 655,6	1 599,0	1539,1
PIB nominal hors pétrole (en milliards MRO)	1406,3	1514,6	1621,1	1569,9	1523,9
PIB nominal (en millions de dollars EU)	4 147	4840	5588,5	5300,4	4752,0
Population (en millions)	3,42	3,48	3,53	3,6	3,7
PIB par tête (en dollars EU)	1 501,8	1 390,8	1 451,7	1 408,9	1284
Prix du pétrole (US\$/baril)	104,0	105,0	104,1	96,2	50,8
prix du fer (US\$/ton)	167,8	128,5	135,4	96,8	55,2
prix de l'or (US\$/once)	1 568,6	1 668,8	1 411,1	1 266,2	1160,1
prix du cuivre (US\$/ton)	8 823,5	7 958,9	7 331,5	6 863,4	5510,5
Production annuelle de pétrole (en millions de barils)	2,8	2,4	2,45	2,17	1,8
2/ industries pétrolières et minières (hors SNIM) exclues					
3/hors compte pétrolier					
4/ y compris bonus de signature pétroliers					
Sources : Autorités mauritaniennes					

ANNEXE 2. PIB SECTORIEL À PRIX CONSTANT (Base 2004)		(En Millions MRO)			
périodes	2011	2012	2013*	2014*	2015*
Secteur primaire	211 895	227 811	237 398	244 744	254 043
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	211 895	227 811	237 398	244 744	254 043
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	21 098	40 385	48 466	47 543	50 402
1. 2 Élevage	171 022	166 030	171 130	173 184	179 786
1. 3 Pêche	19 775	21 396	17 802	24 017	23 855
Secteur secondaire	198 474	204 521	212 735	235 915	220 693
2. Activités extractives	96 865	92 294	92 975	98 727	91 903
2. 1 Extraction de produits pétroliers	29 354	22 878	21 638	19 333	17 857
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	67 511	69 416	71 338	79 395	74 045
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	65 209	66 798	68 468	76 187	70 461
Fer	44 372	41 298	47 062	56 637	49 841
Or et Cuivre	20 838	25 499	21 406	19 550	20 621
2. 2.2 Autres activités extractives	2 302	2 618	2 870	3 208	3 584
3. Activités manufacturières	52 184	56 722	59 389	52 855	57 661
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Électricité	50 435	55 532	58 094	51 470	56 143
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	1 748	1 190	1 294	1 386	1 518
4. Bâtiment et travaux-publics	49 425	55 505	60 371	84 332	71 129
Secteur tertiaire	247 418	265 928	284 252	302 540	319 948
5. Transports et télécommunications	48 785	63 176	68 408	73 753	78 513
5.1 Transports	14 471	23 335	22 781	25 557	26 461
5.2 Télécommunications	34 314	39 842	45 627	48 197	52 052
6. Commerce	54 578	58 683	63 674	68 754	73 591
7. Autres services	94 187	93 153	100 287	107 488	114 455
Correction SIFIM	(20 054)	(21 581)	(22 844)	(24 377)	(25 030)
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	637 732	676 678	711 541	758 822	769 655
8. Administrations publiques	49 868	50 915	51 884	52 546	53 389
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	687 600	727 593	763 425	811 368	823 044
Taxes nettes sur les produits	64 788	81 416	87 929	93 205	98 797
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHE	702521	758094	799470	852027	868452
PIB hors pétrole	673167	735216	777833	832694	850595
PIB au prix du marché hors industries extractives	605656	665800	706495	753299	776550

Source : MEF/DPAE&ONS (*) : provisoires

ANNEXE 3. TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL EN %

	2011	2012	2013*	2014*	2015*
Secteur primaire	(2,2)	7,5	4,2	3,1	3,8
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	(2,2)	7,5	4,2	3,1	3,8
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	(32,2)	91,4	20,0	(1,9)	6,0
1. 2 Élevage	2,1	(2,9)	3,1	1,2	3,8
1. 3 Pêche	10,7	8,2	(16,8)	34,9	(0,7)
Secteur secondaire	3,7	3,0	4,0	10,9	(6,5)
2. Activités extractives	(4,7)	(4,7)	0,7	6,2	(6,9)
2. 1 Extraction de produits pétroliers	(11,9)	(22,1)	(5,4)	(10,7)	(7,6)
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	(1,2)	2,8	2,8	11,3	(6,7)
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	(1,6)	2,4	2,5	11,3	(7,5)
Fer	(1,8)	(6,9)	14,0	20,3	(12,0)
Or et Cuivre	(1,1)	22,4	(16,1)	(8,7)	5,5
2. 2.2 Autres activités extractives	12,0	13,7	9,6	11,8	11,7
3. Activités manufacturières	12,1	8,7	4,7	(11,0)	9,1
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Électricité	12,5	10,1	4,6	(11,4)	9,1
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	1,5	(31,9)	8,8	7,1	9,5
4. Bâtiment et travaux-publics	14,3	12,3	8,8	39,7	(15,7)
Secteur tertiaire	6,2	7,5	6,9	6,4	5,8
5. Transports et télécommunications	14,3	29,5	8,3	7,8	6,5
5.1 Transports	22,2	61,3	(2,4)	12,2	3,5
5.2 Télécommunications	11,2	16,1	14,5	5,6	8,0
6. Commerce	5,4	7,5	8,5	8,0	7,0
7. Autres services	6,1	(1,1)	7,7	7,2	6,5
Correction SIFIM	10,9	7,6	5,8	6,7	2,7
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	11,3	6,1	5,2	6,6	1,4
8. Administrations publiques	0,4	2,1	1,9	1,3	1,6
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	10,4	5,8	4,9	6,3	1,4
Taxes nettes sur les produits	17,1	25,7	8,0	6,0	6,0
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHÉ	10,9	7,5	5,2	6,3	2,0
PIB hors pétrole	12,1	8,7	5,5	6,7	2,1
PIB au prix du marché hors industries extractives	13,7	9,3	5,8	6,3	3,0

Source : MEF/DPAE&ONS (*) : provisoires

ANNEXE 4. PIB SECTORIEL A PRIX COURANT (En Millions MRO)

	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	248 240	278 240	288 059	325 985	339 158
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	248 240	278 240	288 059	325 985	339 158
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	22 173	48 343	56 009	52 185	57 084
1. 2 Elevage	199 018	197 832	206 212	236 020	244 367
1. 3 Pêche	27 049	32 065	25 837	37 780	37 707
Secteur secondaire	657 834	620 080	633 247	473 237	352 437
2. Activités extractives	477 733	406 702	396 512	196 415	89 465
2. 1 Extraction de produits pétroliers	46 041	37 077	34 447	29 054	15 206
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	431 692	369 625	362 065	167 361	74 259
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	421 825	358 474	349 337	152 595	57 683
Fer	349 873	263 378	287 471	102 954	5 985
Or et Cuivre	71 952	95 096	61 866	49 642	51 698
2. 2.2 Autres activités extractives	9 867	11 151	12 728	14 766	16 576
3. Activités manufacturières	98 714	114 244	124 456	114 062	125 027
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Electricité	98 634	116 444	126 849	116 624	127 832
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	80	(2 200)	(2 393)	(2 562)	(2 805)
4. Bâtiment et travaux-publics	81 387	99 134	112 279	162 760	137 946
Secteur tertiaire	476 520	536 970	597 304	655 409	703 185
5. Transports et télécommunications	61 103	81 407	89 252	96 688	102 790
5.1 Transports	22 065	35 575	36 765	41 244	42 911
5.2 Télécommunications	39 038	45 832	52 487	55 443	59 879
6. Commerce	98 734	112 243	126 821	142 104	152 841
7. Autres services	184 308	200 464	224 731	249 954	267 451
Correction SIFIM	(23 227)	(26 221)	(28 605)	(32 075)	(33 275)
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	1 226 992	1 266 213	1 333 505	1 255 893	1 181 402
8. Administrations publiques	132 375	142 856	156 500	166 663	180 102
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	1 359 367	1 409 069	1 490 005	1 422 557	1 361 504
Taxes nettes sur les produits	92 986	142 626	165 589	176 438	177 620
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHE	1 452 353	1 551 695	1 655 594	1 598 994	1 539 125
PIB hors pétrole	1 406 312	1 514 618	1 621 147	1 569 940	1 523 919
PIB au prix du marché hors industries extractives	974 620	1 144 993	1 259 082	1 402 579	1 449 660

Source : MEF/DPAE&ONS (*) : provisoires

ANNEXE 5. TAUX DE CROISSANCE DU PIB SECTORIEL AUX PRIX COURANT EN %

	2011	2012	2013*	2014*	2015*
Secteur primaire	2,2	12,1	3,7	13,2	4,0
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	2,2	12,1	3,7	13,2	4,0
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	(36,6)	118,0	15,9	(6,8)	9,4
1. 2 Élevage	6,9	(0,6)	4,2	14,5	3,5
1. 3 Pêche	24,7	18,5	(19,4)	46,2	(0,2)
Secteur secondaire	40,9	(5,7)	2,2	(25,3)	(25,5)
2. Activités extractives	57,0	(14,9)	(2,6)	(50,5)	(54,5)
2. 1 Extraction de produits pétroliers	15,7	(19,5)	(7,1)	(15,7)	(47,7)
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	63,2	(14,4)	(2,0)	(53,8)	(55,6)
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	65,5	(15,0)	(2,6)	(56,3)	(62,2)
Fer	87,9	(24,7)	9,1	(64,2)	(94,2)
Or et Cuivre	4,8	32,2	(34,9)	(19,8)	4,1
2. 2.2 Autres activités extractives	2,0	13,0	12,7	16,0	12,3
3. Activités manufacturières	8,7	15,7	8,9	(8,4)	9,6
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Électricité	15,7	18,1	8,9	(8,1)	9,6
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	(98,6)	(2 850,0)	8,8	7,1	9,5
4. Bâtiment et travaux-publics	13,4	21,8	13,3	45,0	(15,2)
Secteur tertiaire	10,4	12,7	11,3	9,7	7,3
5. Transports et télécommunications	14,4	33,2	9,9	8,3	6,3
5.1 Transports	22,1	61,2	3,3	12,2	4,0
5.2 Télécommunications	10,5	17,4	14,5	5,6	8,0
6. Commerce	13,7	13,7	13,0	12,1	7,6
7. Autres services	7,6	8,8	12,1	11,2	7,0
Correction SIFIM	17,2	12,9	9,1	12,1	3,7
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	22,5	3,2	5,4	(5,8)	(5,9)
8. Administrations publiques	10,1	7,9	9,6	6,5	8,1
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	21,2	3,7	5,8	(4,5)	(4,3)
Taxes nettes sur les produits	23,8	53,4	16,1	6,6	0,7
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHE	21,4	6,8	6,4	(3,4)	(3,7)
PIB hors pétrole	21,5	7,7	6,8	(3,2)	(2,9)
PIB au prix du marché hors industries extractives	9,2	17,5	9,7	11,4	3,4

Source : MEF/DPAE&ONS (*) : provisoires

ANNEXE 6. RÉPARTITION SECTORIELLE DU PIB COURANT (En %)

	2011	2012	2013 *	2014*	2015*
Secteur primaire	17,09	17,93	17,40	20,39	22,04
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	17,09	17,93	17,40	20,39	22,04
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	1,53	3,12	3,38	3,26	3,71
1. 2 Élevage	13,70	12,75	12,46	14,76	15,88
1. 3 Pêche	1,86	2,07	1,56	2,36	2,45
Secteur secondaire	45,29	39,96	38,25	29,60	22,90
2. Activités extractives	32,89	26,21	23,95	12,28	5,81
2. 1 Extraction de produits pétroliers	3,17	2,39	2,08	1,82	0,99
2.2. Industries extractives autre que produits pétroliers	29,72	23,82	21,87	10,47	4,82
2. 2.1 Extraction des minerais métalliques	29,04	23,10	21,10	9,54	3,75
Fer	24,09	16,97	17,36	6,44	0,39
Or et Cuivre	4,95	6,13	3,74	3,10	3,36
2. 2.2 Autres activités extractives	0,68	0,72	0,77	0,92	1,08
3. Activités manufacturières	6,80	7,36	7,52	7,13	8,12
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Électricité	6,79	7,50	7,66	7,29	8,31
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	0,01	(0,14)	(0,14)	(0,16)	(0,18)
4. Bâtiment et travaux-publics	5,60	6,39	6,78	10,18	8,96
Secteur tertiaire	32,81	34,61	36,08	40,99	45,69
5. Transports et télécommunications	4,21	5,25	5,39	6,05	6,68
5.1 Transports	1,52	2,29	2,22	2,58	2,79
5.2 Télécommunications	2,69	2,95	3,17	3,47	3,89
6. Commerce	6,80	7,23	7,66	8,89	9,93
7. Autres services	12,69	12,92	13,57	15,63	17,38
Correction SIFIM	(1,60)	(1,69)	(1,73)	(2,01)	(2,16)
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	84,48	81,60	80,55	78,54	76,76
8. Administrations publiques	9,11	9,21	9,45	10,42	11,70
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	93,60	90,81	90,00	88,97	88,46
Taxes nettes sur les produits	6,40	9,19	10,00	11,03	11,54
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHÉ	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
PIB hors pétrole	96,83	97,61	97,92	98,18	99,01
PIB au prix du marché hors industries extractives	67,11	73,79	76,05	87,72	94,19

Source : MEF/DPAE&ONS (*) : provisoires

ANNEXE 7. PIB ET SES EMPLOIS À PRIX CONSTANTS (*En millions MRO*)

	2011	2012	2013*	2014*	2015*
TOTAL RESSOURCES	1 241 319	1 446 042	1 486 718	1 474 540	1 384 675
P.I.B au prix du marché	710 047	751 195	799 474	852 030	868 286
Importation de Biens et Services	531 272	694 847	687 244	622 510	516 389
TOTAL EMPLOIS	1 241 319	1 446 042	1 486 718	1 474 540	1 384 675
Consommation finale des Administrations Publiques	163 199	181 738	189 747	194 724	197 547
Consommation Finale des Ménages	443 176	481 494	508 464	528 184	543 272
Formation Brute de Capital Fixe	427 640	530 742	488 367	475 669	386 243
Variation de Stocks	3 909	36 549	67 983	86 632	75 933
Demande intérieure	1 037 924	1 230 523	1 254 561	1 285 209	1 202 996
Exportation de Biens et Services	203 395	215 518	232 157	189 330	181 679

Source :MEF/DPAE&ONS (*) :provisoires

ANNEXE 7. PIB ET SES EMPLOIS À PRIX COURANTS (*En millions MRO*)

	2011	2012	2013*	2014*	2015*
TOTAL RESSOURCES	2 359 885	2 784 826	2 853 662	2 668 541	2 346 857
P.I.B au prix du marché	1 452 353	1 551 695	1 655 594	1 598 996	1 539 204
Importation de Biens et Services	907 532	1 233 131	1 198 068	1 069 545	807 653
TOTAL EMPLOIS	2 359 885	2 784 826	2 853 662	2 668 541	2 346 857
Consommation finale des Administrations Publiques	263 112	307 353	337 403	360 747	374 203
Consommation Finale des Ménages	650 786	741 901	815 825	879 435	908 955
Formation Brute de Capital Fixe	548 251	780 894	716 861	693 204	555 950
Variation de Stocks	82 488	131 908	151 184	100 595	-8 700
Demande intérieure	1 544 637	1 962 056	2 021 272	2 033 981	1 830 409
Exportation de Biens et Services	815 248	822 770	832 389	634 560	516 448

Source : MEF/DPAE&ONS (*) : provisoires

ANNEXE 8. BALANCE DES PAIEMENTS (Millions USD)	2011	2012	2013	2014	2015
Balance commerciale	281,2	(487,9)	(392,9)	(710,9)	(559,4)
Exportation	2 748,7	2 641,0	2 651,5	1 935,4	1 388,6
Minerai de fer	1 470,6	1 130,7	1 358,1	730,7	340,0
Pétrole	220,7	271,2	216,9	194,8	73,1
Cuivre	234,1	238,0	216,3	165,8	195,1
Or	404,2	445,2	471,8	407,4	333,6
Pêche	408,0	479,0	329,7	377,5	388,9
Autres	11,2	76,7	58,8	59,1	57,8
Importation, fob	(2 467,4)	(3 128,8)	(3 044,3)	(2 646,3)	(1 948,0)
Produits alimentaires	(290,8)	(381,5)	(377,0)	(370,5)	(395,3)
Produits pétroliers	(524,9)	(656,5)	(633,8)	(595,9)	(337,9)
Dont SNIM	(86,7)	(110,4)	(109,5)	(102,0)	(55,0)
MCM	(43,5)	(49,7)	(46,1)	(44,4)	(28,0)
Tasiast	(64,6)	(111,9)	(101,1)	(4,1)	(3,4)
Équipements importés pour les industries extractives	(1 202,8)	(1 625,2)	(1 579,8)	(1 018,8)	(745,4)
dont SNIM	(361,6)	(483,2)	(489,3)	(420,7)	(199,4)
MCM	(155,1)	(160,4)	(139,5)	(186,7)	(84,3)
Tasiast	(571,2)	(966,6)	(590,3)	(130,9)	(187,1)
Exploration pétrolières	(114,9)	(15,0)	(360,7)	(280,5)	(274,7)
Autres importations	(449,3)	(465,5)	(453,7)	(661,1)	(469,4)
Service et revenus (nets)	(707,4)	(1 048,9)	(1 016,8)	(873,5)	(574,6)
Services (nets)	(551,8)	(858,3)	(813,7)	(620,7)	(394,6)
dont licences pêche	58,2	11,7	27,7	110,3	66,5
Revenus (nets)	(155,6)	(190,6)	(203,2)	(252,8)	(180,1)
dont compensation pêche	104,3	89,0	91,2	0,0	60,3
Transferts courants (net)	151,3	310,7	140,8	113,7	178,4
Transferts privés (net)	31,4	42,7	56,9	49,8	77,3
Transferts officiels	120,0	268,0	83,9	63,9	101,0
dont allègement PPTE multilatéral 1/	2,6	0,9	0,0	0,0	-
Balance des Transactions Courantes	(274,8)	(1 226,1)	(1 268,9)	(1 470,7)	(955,7)
Compte de capital et d'opérations financières	499,2	1 823,3	1 569,6	1 222,6	1 253,4
Compte Capital	0,0	40,7	4,8	16,0	31,2
Autres	0,0	40,7	4,8	16,0	31,2
Compte d'opérations financières	499,2	1 782,5	1 564,8	1 206,6	1 222,2
Investissement direct (net)	588,8	1 386,1	1 126,0	501,9	501,7
Dont: industries pétrolières (net)	76,8	157,4	410,2	265,2	310,3
Prêt officiels à moyen et long terme	243,1	505,8	216,0	123,8	407,6
Décaissements	306,8	606,0	316,1	269,6	570,4
Etat	174,3	259,4	176,4	256,8	570,4
SNIM	132,5	286,6	139,7	12,8	-
Principal exigible	(63,7)	(100,2)	(100,1)	(145,8)	(162,8)
Autres transactions privées en capital	(332,6)	(109,3)	222,8	581,0	312,9
Erreurs et omissions	28,6	(108,5)	(285,0)	(61,3)	(138,3)
Balance globale	253,1	488,7	15,7	(309,4)	159,4
Financement	(253,1)	(488,7)	(15,7)	309,4	(159,4)
Actifs extérieurs nets	(267,4)	(402,1)	(26,7)	298,8	(165,3)
BCM (net)	(195,7)	(473,6)	(28,6)	312,1	(197,3)
Avoirs	(230,0)	(457,7)	(36,3)	326,1	(182,1)
Engagements	34,2	(15,8)	7,7	(14,0)	(15,2)
Banques commerciales (nets)	(25,5)	84,9	5,8	(17,6)	15,7
Comptes pétrolier	(46,2)	(13,5)	(3,9)	4,3	16,3
Financement exceptionnel	14,4	(86,6)	11,0	10,6	5,9
Source : DGE/BCM					

ANNEXE 9. TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT
(En Milliards MRO sauf indication contraire)

	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes totales et dons	324,1	462,9	422,8	424,0	460,2
Recettes totales hors (dons et pétrole)	293,5	373,6	390,8	397,7	418,7
Recettes fiscales	183,7	250,5	269,2	280,4	269,6
Recettes non fiscales hors dons	109,8	123,1	121,6	117,3	149,1
Dons	7,7	67,8	11,3	2,1	28,3
Dont: projets	6,7	2,9	1,8	1,6	7,8
Dépenses et prêts nets	341,4	429,9	436,7	479,1	513,7
Dépenses courantes	247,4	293,0	267,2	287,6	290,9
Salaires et traitements	90,1	94,7	103,7	110,4	119,4
Biens et services	51,6	54,6	60,1	64,7	62,4
Transferts courants	65,4	105,7	70,2	72,5	67,8
Intérêts sur la dette publique	18,4	12,6	15,7	15,8	17,8
Extérieurs	8,4	9,9	12,0	11,9	12,7
Intérieurs	10,0	2,7	3,6	3,9	5,1
Comptes spéciaux	11,0	10,0	6,5	10,3	3,2
Dépenses d'équipement et prêts nets	91,8	136,9	169,6	191,5	219,9
Investissements financés par l'extérieur	37,1	50,8	48,7	57,9	78,2
Investissements financés sur ressources intérieures	54,7	86,1	120,9	133,6	141,7
Restructurations et prêts nets	2,2	-	-	0,0	2,9
Réserves communes	10,9	10,8	11,0	13,8	20,4
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	(47,9)	(56,3)	(46,0)	(81,4)	(95,0)
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	(40,2)	11,4	(34,7)	(79,3)	(66,7)
Solde de base hors pétrole; définition du programme	(2,4)	4,4	14,8	(11,6)	(4,1)
Recettes pétrolières (net)	22,9	21,5	20,7	24,1	13,2
Solde global; dons non compris (déficit-)	(25,0)	(34,9)	(25,2)	(57,3)	(81,8)
Solde global; dons compris (déficit-)	(17,3)	32,9	(13,9)	(55,2)	(53,5)
Financement	18,8	(36,3)	20,3	61,3	50,9
Financement intérieur	(2,4)	(88,4)	(5,8)	11,3	(5,0)
Système bancaire	(12,4)	(79,5)	18,1	48,1	2,8
BCM	8,5	(89,3)	40,9	46,3	24,2
Banques commerciales	(20,9)	9,8	(22,8)	1,8	(21,4)
Financement non bancaire	9,8	(1,3)	8,3	5,3	8,9
Privatisations et autres	(2,8)	(2,2)	(26,7)	(6,6)	(15,3)
Variation des arriérés intérieurs	3,0	(5,4)	(5,5)	(8,8)	(1,3)
Financement extérieur	21,2	52,1	26,2	50,0	55,9
Compte pétrolier (net)	(13,3)	(4,2)	(1,3)	0,8	4,8
Recettes pétrolières (net)	(22,9)	(21,5)	(20,7)	(24,1)	(13,2)
Contribution du compte pétrolier	9,6	17,3	19,4	25,0	18,1
Autres (net)	34,5	56,3	27,5	49,2	51,0
Emprunts extérieurs (net)	30,4	53,0	23,8	46,1	48,4
Financement extérieur exceptionnel	4,1	3,3	3,7	3,1	2,6
Erreurs et omissions	1,5	(3,4)	6,4	6,1	(2,5)

Source : DGTCP/MEF

Annexe 10. Tableau des Opérations Financières de l'État

(En % du PIB hors pétrole)

	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes totales et dons	23,0	30,6	26,1	27,0	30,2
Recettes totales hors (dons et pétrole)	20,9	24,7	24,1	25,3	27,5
Recettes fiscales	13,1	16,5	16,6	17,9	17,7
Recettes non fiscales hors dons	7,8	8,1	7,5	7,5	9,8
Dons	0,5	4,5	0,7	0,1	1,9
Dont: projets	0,5	0,2	0,1	0,1	0,5
Dépenses et prêts nets	24,3	28,4	26,9	30,5	33,7
Dépenses courantes	17,6	19,3	16,5	18,3	19,1
Salaires et traitements	6,4	6,3	6,4	7,0	7,8
Biens et services	3,7	3,6	3,7	4,1	4,1
Transferts courants	4,7	7,0	4,3	4,6	4,4
Intérêts sur la dette publique	1,3	0,8	1,0	1,0	1,2
Extérieurs	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Intérieurs	0,7	0,2	0,2	0,2	0,3
Comptes spéciaux	0,8	0,7	0,4	0,7	0,2
Dépenses d'équipement et prêts nets	6,5	9,0	10,5	12,2	14,4
Investissements financés par l'extérieur	2,6	3,4	3,0	3,7	5,1
Investissements financés sur ressources intérieures	3,9	5,7	7,5	8,5	9,3
Restructurations et prêts nets	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
Réserves communes	0,8	0,7	0,7	0,9	1,3
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-3,4	-3,7	-2,8	-5,2	-6,2
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	-2,9	0,8	-2,1	-5,1	-4,4
Solde de base hors pétrole; définition du programme	-0,2	0,3	0,9	-0,7	-0,3
Recettes pétrolières (net)	1,6	1,4	1,3	1,5	0,9
Solde global; dons non compris (déficit-)	-1,8	-2,3	-1,6	-3,6	-5,4
Solde global; dons compris (déficit-)	-1,2	2,2	-0,9	-3,5	-3,5
Financement	1,3	-2,4	1,3	3,9	3,3
Financement intérieur	-0,2	-5,8	-0,4	0,7	-0,3
Système bancaire	-0,9	-5,2	1,1	3,1	0,2
BCM	0,6	-5,9	2,5	2,9	1,6
Banques commerciales	-1,5	0,6	-1,4	0,1	-1,4
Financement non bancaire	0,7	-0,1	0,5	0,3	0,6
Privatisations et autres	-0,2	-0,1	-1,6	-0,4	-1,0
Variation des arriérés intérieurs	0,2	-0,4	-0,3	-0,6	-0,1
Financement extérieur	1,5	3,4	1,6	3,2	3,7
Compte pétrolier (net)	-0,9	-0,3	-0,1	0,1	0,3
Recettes pétrolières (net)	-1,6	-1,4	-1,3	-1,5	-0,9
Contribution du compte pétrolier	0,7	1,1	1,2	1,6	1,2
Autres (net)	2,5	3,7	1,7	3,1	3,3
Emprunts extérieurs (net)	2,2	3,5	1,5	2,9	3,2
Financement extérieur exceptionnel	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Erreurs et omissions	0,1	-0,2	0,4	0,4	-0,2

Source : DGTCP/MEF

Annexe 11. Tableau des Opérations Financières de l'État

(En % du PIB)					
	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes totales et dons	28,2	29,8	25,5	26,5	29,9
Recettes totales hors (dons et pétrole)	25,6	24,1	23,6	24,9	27,2
Recettes fiscales	16,0	16,1	16,3	17,5	17,5
Recettes non fiscales hors dons	9,6	7,9	7,3	7,3	9,7
Dons	0,7	4,4	0,7	0,1	1,8
Dont: projets	0,6	0,2	0,1	0,1	0,5
Dépenses et prêts nets	29,7	27,7	26,4	30,0	33,4
Dépenses courantes	21,5	18,9	16,1	18,0	18,9
Salaires et traitements	7,8	6,1	6,3	6,9	7,8
Biens et services	4,5	3,5	3,6	4,0	4,1
Transferts courants	5,7	6,8	4,2	4,5	4,4
Intérêts sur la dette publique	1,6	0,8	0,9	1,0	1,2
Extérieurs	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8
Intérieurs	0,9	0,2	0,2	0,2	0,3
Comptes spéciaux	1,0	0,6	0,4	0,6	0,2
Dépenses d'équipement et prêts nets	8,0	8,8	10,2	12,0	14,3
Investissements financés par l'extérieur	3,2	3,3	2,9	3,6	5,1
Investissements financés sur ressources intérieures	4,8	5,5	7,3	8,4	9,2
Restructurations et prêts nets	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
Réserves communes	0,9	0,7	0,7	0,9	1,3
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	(4,2)	-3,6	-2,8	-5,1	-6,2
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	(3,5)	0,7	-2,1	-5,0	-4,3
Solde de base hors pétrole; définition du programme	(0,2)	0,3	0,9	-0,7	-0,3
Recettes pétrolières (net)	2,0	1,4	1,3	1,5	0,9
Solde global; dons non compris (déficit-)	(2,2)	-2,2	-1,5	-3,6	-5,3
Solde global; dons compris (déficit-)	(1,5)	2,1	-0,8	-3,5	-3,5
Financement	1,6	-2,3	1,2	3,8	3,3
Financement intérieur	(0,2)	-5,7	-0,4	0,7	-0,3
Système bancaire	(1,1)	-5,1	1,1	3,0	0,2
BCM	0,7	-5,8	2,5	2,9	1,6
Banques commerciales	(1,8)	0,6	-1,4	0,1	-1,4
Financement non bancaire	0,9	-0,1	0,5	0,3	0,6
Privatisations et autres	(0,2)	-0,1	-1,6	-0,4	-1,0
Variation des arriérés intérieurs	0,3	-0,3	-0,3	-0,6	-0,1
Financement extérieur	1,8	3,4	1,6	3,1	3,6
Compte pétrolier (net)	(1,2)	-0,3	-0,1	0,1	0,3
Recettes pétrolières (net)	(2,0)	-1,4	-1,3	-1,5	-0,9
Contribution du compte pétrolier	0,8	1,1	1,2	1,6	1,2
Autres (net)	3,0	3,6	1,7	3,1	3,3
Emprunts extérieurs (net)	2,6	3,4	1,4	2,9	3,1
Financement extérieur exceptionnel	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2
Erreurs et omissions	0,1	-0,2	0,4	0,4	-0,2

Source : DGTCP/MEF

Annexe 12. Statistiques monétaires (En milliards MRO)

	2011	2012	2013	2014	2015
Actifs extérieurs nets	70,8	192,2	195,9	108,1	78,5
BCM	67,2	214,1	219,2	126,1	102,4
Banques	3,7	-21,9	-23,3	-18	-23,9
Actifs intérieurs nets	303,3	221,2	273,7	402,1	433,5
Crédit intérieur net	502,8	458,8	516,6	609,3	659,4
Crédit net à l'État	187,2	100,3	118,2	166,4	173,6
Créances	204,6	210,3	206,1	207,6	207,3
Dépôts	-17,4	-109,9	-87,8	-41,2	-33,7
Crédit à l'économie	315,6	358,5	398,4	443	485,7
Autres postes, net	-199,4	-237,6	-242,9	-207,2	-225,8
Monnaie au sens large	374,2	413,4	469,6	510,2	512,1
Billets et monnaie en circulation	100,9	115,3	132,7	130,9	129,7
Dépôts à vue	222,9	246,5	272	309,2	298,5
Dépôts à terme et d'épargne	50,3	51,6	64,9	70,1	83,9
Autorités monétaires					
Actifs extérieurs nets	67,2	214,1	220	126,1	102,4
Actifs	144,7	290,8	297,9	199,8	278,8
Passifs	-77,5	-76,7	-77,9	-73,7	-176,4
Actifs intérieurs nets	110,7	-1,8	10,9	101	118,3
Crédit intérieur net	164,4	66,4	96,6	142,7	172,5
Crédit net à l'État	145,5	50,9	91,8	138,1	167,8
Créances	162,1	159	178,2	178,9	201,4
Dépôts	-16,6	-108	-86,4	-40,7	-33,6
dont Compte courant du Trésor	-5,6	-70,1	-73,6	-24,4	-19,9
Créances sur le secteur privé	14,8	15,5	4,4	4,6	4,7
Créances nettes sur banques	4,2	-	0,4	0	0,0
Autres postes, net	-53,7	-68,3	-85,7	-41,8	-54,2
Base monétaire	177,9	212,3	230,9	227	220,7
Billets et monnaie en circulation	100,9	115,3	132,8	130,9	129,7
Réserves des banques	77	97	98,1	96,1	91,0
dont : encaisse des banques	12,8	14,8	23,5	25,6	26,0
dépôts des banques en UM	55,5	60,2	47,4	42,1	44,3
dépôts des banques en devises	8,6	21,9	27,1	28,5	20,8
Banques commerciales					
Actifs extérieurs nets	3,7	-21,9	-23,3	-18	-23,9
Actifs	38,6	31,1	34,7	38,6	44,4
Passifs	-35	-53	-58	-56,7	-68,3
Actifs intérieurs nets	194,3	236,8	259,4	399,9	407,7
Crédit net à l'État	43,3	53,2	26,4	29,6	6,0
Créances	42,6	51,3	27,8	28,7	5,9
dont: Bons du trésor	50	56,6	33,8	0	16,1
Obligations cautionnées	-7,4	-5,3	-5,9	0,0	-10,2
Dépôts	0,7	1,9	1,4	0,9	0,1
Créances sur le secteur privé	300,8	343	393,9	438,4	481,1
Autres postes, net	-149,8	-159,5	-160,9	-68,1	-79,4

Source : DGE/BCM

*Avenue de l'indépendance
BP 623
Nouakchott Mauritanie
Tel : +222.45.25.22.06
+ 222. 45.25.28.88
Fax:+ 222.45.25.27.59
info@bcm.mr
www.bcm.mr*

